

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13082 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine - JEUDI 19 FÉVRIER 1987

Tour de vis à Pékin

Son on ne peut encore parler d'échec complet de la politique d'ouverture de la Chine sur le monde extérieur, le tour de vis énergique que vient de donner Pékin pose d'ores et déjà de graves questions. Sur deux points au moins les assurances fournies par le régime - la campagne contre le « libéralisme bourgeois » restera-t-elle au Parti communiste et la coopération économique avec le monde capitaliste ne sera pas remise en cause - se trouvent démenties par les faits.

Ainsi, l'armée, après le monde rural, est-elle touchée à son tour par la campagne contre la démocratisation. Une brochure invitait les trois millions de soldats chinois à répudier ces idées « étalées le mardi 17 février, et l'on a pris soin de leur faire observer qu'il s'agissait d'une « campagne politique sérieuse ».

D'autre part, une révision à la baisse de certains projets ambitieux de coopération économique avec l'Occident est à l'étude. Cette révision en cause était certes devenue inévitable après les difficultés économiques de ces deux dernières années, caractérisées par un fort déficit de la balance commerciale et une flambée des investissements. Mais le fait que ces difficultés aient rapidement déclenché une crise politique profonde conduit à deux inquiétants constats :

Tout d'abord, la « ligne » officielle est encore en mesure de bloquer toute réforme profonde de l'appareil. En outre, se pose la question de l'aptitude d'un régime communiste à gérer une économie de marché dans le cadre de la planification d'Etat. Après avoir timidement suggéré la mise en œuvre d'une réforme politique, seule susceptible de favoriser un démarrage économique, M. Deng Xiaoping en est visiblement revenu à la conclusion qu'il conviendrait trop tôt de payer d'un affaiblissement de l'autorité du Parti communiste.

Les perspectives qui se dessinent à présent sont ternes. Assurer, comme le font des officiels chinois, que la stabilité du régime est garantie tant que M. Deng Xiaoping, âgé de quatre-vingt-deux ans, est en vie ne constitue certes pas un pari à bien long terme.

D'un autre côté, cette crise risque de démoraliser la population, et notamment les jeunes, alors que commencent à s'estomper le traumatisme de la révolution culturelle et que le régime faisait appel à toutes les énergies pour mettre le pays sur la voie du développement.

Enfin, la crédibilité de Pékin auprès de ses partenaires occidentaux, indispensables notamment pour l'acquisition de technologies de pointe, y compris dans le domaine militaire, va en souffrir, surtout si des hommes favorables à un renforcement des échanges avec le bloc soviétique prennent une importance croissante au sein de l'équipe dirigeante.

(Lire nos informations page 4.)

Les « ouvertures » de Mikhaïl Gorbatchev

Lire l'article de DOMINIQUE DHOMBRES et le Point de vue de PAVEL TIGRID PAGE 8

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 625 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 8 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 120 dr.; Inde, 85 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 10 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 110 kr.; Suisse, 1,80 f.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Une épreuve pour la cohabitation Nouvelle-Calédonie: M. Mitterrand exprime son « désaccord » avec le gouvernement

A l'occasion de l'adoption par le conseil des ministres, mercredi 18 février, du projet de loi électoral fixant les conditions d'organisation du prochain référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, le président de la République a donné un tour plus solennel qu'à l'ordinaire à l'expression de ses inquiétudes sur

la politique conduite par le gouvernement dans ce territoire.

Au-delà des simples « réserves » qu'il avait déjà exprimées, sur le même sujet en mai 1986, le président de la République manifeste cette fois son « désaccord ». Il l'a fait au cours du conseil dans une déclaration.

Voici le texte de la déclaration présidentielle :

« Réduire le débat à un simple affrontement électoral serait commettre une erreur historique grave. Il ne s'agit pas tant du référendum que de la politique qui y conduit. Une procédure démocratique n'a de chance de s'imposer qu'au sein d'une société elle-même démocratique où les citoyens sont également respectés et les communautés également écoutées.

« Or l'évolution de la pratique régionale en Nouvelle-Calédonie, les orientations données à la réforme judiciaire et à l'Office culturel, la rupture du dialogue entre le gouvernement et une importante fraction de la communauté mélanésienne ne peuvent qu'ajouter aux tensions présentes



et retarder l'heure des réconciliations nécessaires.

« S'il est vrai que cette politique relève de la responsabilité du gouvernement, je considère qu'il

est de mon devoir d'exprimer mon désaccord. »

(Lire l'article d'ALAIN ROLLAT « Une clé inouïable pour tous les pouvoirs » page 9.)

Audition publique pour la « 5 » et TV 6

La CNCL... à l'américaine

Sollicités par les journalistes dans la salle, caméras des télévisions et micros des radios, la Commission nationale de la communication et des libertés organise, les 18 et 19 février, à l'américaine, la compétition sur les télévisions privées. Une démonstration de transparence même si ces séances publiques sont précédées et suivies de débats à huis clos avec tous les candidats. Tout va se dérouler très vite. La désignation des nouveaux propriétaires des cinquante et sixième chaînes devant intervenir dès le début de la semaine prochaine, les treize « sages » n'auront sans doute pas le temps d'entrer dans le détail des dossiers ni de peaufiner la cohérence du futur paysage audiovisuel.

La CNCL s'est-elle encore une marge de manœuvre pour choisir les vainqueurs de la compétition ? C'est la question que se posent en privé de nombreux candidats. Le mariage entre MM. Robert Herant, Silvio Berlusconi et Jérôme Seydoux pour la reprise de la « 5 » est donné gagnant puisqu'il allie le poids politique et la continuité dans l'exploitation de la chaîne. Sur la sixième chaîne, la

CNCL doit trancher entre des projets thématiques destinés à la jeunesse et la candidature plus généraliste de Métropole TV. Mais les relations diplomatiques entre la France et le Luxembourg, le problème du satellite de télévision posent lourdement en faveur de Métropole TV.

Au tour de TF1, dont la mise en vente n'aura lieu qu'un mois de mars, la situation est moins claire. Hachette tente toujours de négocier avec le ministère des finances des facilités d'amortissement et devrait faire connaître sa décision dans les prochaines heures. Le groupe Bouygues, qui pourrait s'associer avec le personnel de TF1, semble pour le moment le mieux placé pour l'emporter. Mais une éventuelle défection d'Hachette risque de le laisser seul en piste. Que deviendrait alors la compétition du « mieux dit en culture » prévue par la loi ? Dans ce cas, la CNCL pourrait fort bien ne pas donner suite à l'appel d'offres et renoncer provisoirement à privatiser TF1.

J.-F. L.

(Lire nos informations page 24.)

Sur les premières lignes iraniennes en territoire irakien

Les « soldats de Dieu » en pays conquis

Les troupes iraniennes consolident actuellement les positions qu'elles ont conquises en territoire irakien à la suite de leur dernière offensive.

LE LAC DES POISSONS (territoire irakien) de notre envoyé spécial

Le paysage est lunaire. Sur des kilomètres, à perte de vue, un imbroglio de petites dunes de terre, de mauvaises pistes piquées de trous d'obus, enserré toute une partie sud du lac des Poissons. Cette pièce d'eau artificielle établie pour défendre Bassorah, à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, est aujourd'hui partiellement contrôlée par les forces de Téhéran. Celles-ci sont aussi installées à la pointe méridionale du « canal des poissons », une voie d'eau qui borde la rive ouest du lac.

C'est ici un pays plat, sur fond d'horizon brumeux; pas un arbre, pas la moindre végétation, pas

une habitation, rien pour rompre la monotonie du front où le terre se mélange à l'eau.

Des bombes qui n'ont pas explosé sont encore à demi plantées dans un sol jonché de douilles d'obus, de grenades, de cartouches; çà et là, des carcasses de blindés calcinés, des restes de cadavres et, pour seul fond sonore, le bruit sourd de l'artillerie irakienne qui, depuis l'arrière, pilonne la banlieue de Bassorah.

Un spectacle de désolation qui a fait dire de ce conflit qu'il avait les allures « d'une version tropicale de la guerre de 14 ».

Tel est le théâtre de cette offensive Kərbala-5. Lancée le 8 janvier dernier, elle a permis aux troupes iraniennes de progresser de douze kilomètres à partir de la frontière, dans le secteur sud du front, et de s'approcher d'autant de la ville de Bassorah. Mais cela ne donne qu'une faible idée de la témérité - voire de l'inconscience - qu'il a fallu aux assaillants pour percer plusieurs des redoutables

lignes de défense érigées ici afin de protéger la grande métropole du sud de l'Irak.

Ces fortifications étaient réputées inexpugnables. Elles étaient constituées d'un quadruple dispositif : des pièces d'eau, des champs de mines, des buttes de terre, des barbelés et, derrière l'ensemble, les canons irakiens. Fantassins contre artilleurs; telle fut la physionomie de la bataille.

Quand on demande aux gardiens de la révolution et aux membres des Bassidj, ces unités de volontaires présentes sur le front, quelle fut leur tactique pour franchir les lignes irakiennes, on obtient invariablement la même réponse : « Secret militaire ».

On n'en saura guère plus sur leurs pertes durant ces combats. L'armée régulière est invisible. La percée a été réalisée par les gardiens de la révolution et les bassidj.

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 3.)

Les risques de la maternité dans le tiers-monde

Enfanter dans la mort

Chaque année, près de 500 000 femmes du tiers-monde meurent en accouchant. Une conférence sur « la maternité sans risques » vient d'avoir lieu à Nairobi (1). Une action doit être entreprise pour que le nombre de décès au cours de la grossesse ou de l'enfantement soit réduit de moitié avant l'an 2000.

NAIROBI

de notre correspondant

« Tu enfanteras dans la douleur », dit Yahvé à Eve après que, dans le jardin d'Eden, elle ait croqué la pomme. Cette citation du livre de la Genèse, M. Halldan Mahler, directeur général de l'Organisation mondiale de la

santé (OMS), s'en est servi pour introduire la conférence sur « la maternité sans risques » et constater qu'« à notre époque ni la grossesse ni la souffrance ne sont également réparties dans le monde ».

Et M. Barber Conable, président de la Banque mondiale, de préciser : « Les femmes des pays pauvres risquent cent fois plus de mourir au cours de leur grossesse que celles des pays industrialisés. »

N'estime-t-on pas, en effet, que, chaque année, 500 000 femmes meurent de complications de la grossesse ou de l'accouchement dont 6 000 seulement dans les pays riches ?

Circonstance aggravante : le risque pour le nouveau-né de ne

pas survivre à sa mère. Au Bangladesh, lorsqu'une femme meurt en donnant naissance à un enfant, la probabilité qu'un celui-ci de mourir avant l'âge de un an est de 95 %.

Comme la plupart des pays où la mortalité maternelle est la plus élevée ne possèdent pas de registres d'état civil à jour, la gravité de ce problème est ainsi, jusqu'à une date récente, échappé à l'attention des gouvernements. Il a donc fallu lancer des enquêtes méticuleuses pour découvrir l'ampleur du drame.

JACQUES DE BARRIN. (Lire la suite page 11.)

(1) Du 10 au 13 février, sous les auspices conjoints de la Banque mondiale, de l'OMS et du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population.

MAX GALLO

QUE PASSE LA JUSTICE DU ROI

Vie, procès et supplice du chevalier de La Barre

ROBERT LAFFONT

هكذا من الاصل

سكنا من الالهي

Débats

PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

De César Biroteau à George Gallup

Il faut marier les ressources infinies de la technologie et la morale de la vérité

par MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET (*)

LES gens adorent se faire de grosses frayeurs. Ainsi, dans le domaine de la communication, j'entends ici et là des prophètes de malheur évoquer d'une voix sinistre les cataclysmes qui nous guettent en l'an 2000 : tempête sur les médias, déstabilisation des audiences, en somme la fin du monde. Tandis, on nous annonce une communication tellement délatée qu'on ne pourra plus la maîtriser ; tantôt, on nous menace d'un système si rigide que les hommes y perdront ce qui leur reste de liberté. A tous les coups, l'un perd !

Personnellement, je n'ai pas peur. L'homme ne vit que de son futur. Et le futur, j'ai consacré soixante ans de ma vie à essayer de l'apprivoiser ! Je suis sans doute le plus ancien publicitaire au monde en activité, et mon expérience couvre pratiquement le siècle. A force, on acquiert une certaine sérénité. Or nous sommes tellement gâtés par le progrès que nous finissons par considérer comme allant de soi des phénomènes qui seraient parus surprenants il y a seulement deux générations.

Mais savez-vous d'où nous venons ? Songez qu'au début de ce siècle, dans mon quartier, l'information n'allait pas plus loin que le bout de la rue, avec le quotidien comme seule fenêtre sur le monde, pour ceux qui savaient lire. Mon frère et ma sœur aînés, que je n'ai pas connus, sont morts du croup en bas âge. Devinez pourquoi ? Le médecin de famille avait refusé de les vacciner ; il avait un préjugé contre Pasteur et Roux...

Quant à la publicité de mes débuts, c'était une immense foire d'empoigne où César Biroteau et l'illustre Gaudissart, que j'ai parfois l'impression d'avoir personnellement fréquentés, se battaient à coups d'adjectifs ; et où des charlatans sans scrupules exploitaient les plus basses superstitions pour vendre n'importe quel, à n'importe qui, n'importe comment. Je me souviens d'un certain Ulysse Blondeau qui, dans une annonce publiée par les quotidiens de l'époque, promettait la guérison de toutes les douleurs par imposition des mains à ceux qui lui passeraient commande d'une machine à laver !

Le meilleur raison d'espérer, c'est ce constat que je fais quand je me retourne sur l'évolution de notre société depuis le début de ce siècle :

la connaissance a marché d'un pas égal dans tous les domaines. La publicité, la communication, ne sont pas des phénomènes isolés. Elles reflètent la culture de leur temps. Elles en assimilent les valeurs et les compétences. Elles ont progressé au même rythme que les sciences, en tout cas dans la même logique. Et elles ont eu elles aussi leur Pasteur, leur Fleming, leur Barnard : ces pionniers s'appelaient Gallup et Dichter, l'homme des sondages et celui des études de motivation.

Une nouvelle méconnue : « l'autre existe »

Cette révolution, en effet, tient en un mot : la communication, c'est l'autre. Inutile de prétendre communiquer efficacement si vous ne commencez pas par vous inquiéter des besoins, des frustrations, éventuellement des chimères, de ceux à qui vous vous adressez ; si vous ne les prenez pas scrupuleusement en compte ; si cela ne vous amène pas à réfléchir sur vous-même et sur la façon dont ce que vous dites sera perçu.

Ce n'est pas seulement vrai dans le domaine commercial. Sans faire de mauvais esprit, il me semble que l'affaire des étudiants aurait pu être évitée si l'on s'était davantage soucié de connaître les grands courants de sensibilité qui traversent la jeunesse d'aujourd'hui ! Oui, je voudrais être celui qui porte aux hommes de communication de toute spécialité cette grande nouvelle trop souvent méconnue : « L'autre existe ». Et même il se défend ! Si vous essayez de le manipuler, il vous contre-manipulera. Si vous le méprisez, il vous méprisera. Si vous le respectez, il vous le rendra au centuple.

Le nez collé sur les invraisemblables tractations pour l'octroi des chaînes privées, le Français ne voit plus les lointains. Marcel Bleustein-Blanchet, à partir d'une expérience de soixante ans, nous fait part de ses hypothèses sur la publicité et la communication de l'an 2000. Mais il est des produits de l'esprit qui ne bénéficient pas de ces moyens puissants pour voir le jour. Simon Charbonneau propose, lui, que l'Etat se substitue, dans ces cas, au marché défaillant.

Le nez collé sur les invraisemblables tractations pour l'octroi des chaînes privées, le Français ne voit plus les lointains. Marcel Bleustein-Blanchet, à partir d'une expérience de soixante ans, nous fait part de ses hypothèses sur la publicité et la communication de l'an 2000. Mais il est des produits de l'esprit qui ne bénéficient pas de ces moyens puissants pour voir le jour. Simon Charbonneau propose, lui, que l'Etat se substitue, dans ces cas, au marché défaillant.

Pour un service national de la publication

Garantir à tous ceux qui ont quelque chose à dire un minimum de liberté d'expression

par SIMON CHARBONNEAU (*)

P ARMI les idées reçues dont vit notre société, il y en a une particulièrement répandue : grâce aux progrès des techniques de communication de masse, la liberté d'expression se développerait, et les produits du travail intellectuel seraient plus facilement accessibles à un nombre croissant de personnes. Jamais les écrits ne seraient aussi facilement publiés et communiqués qu'aujourd'hui.

Si l'on a une idée fautive et mensongère, c'est bien celle-là. L'expérience prouve d'un nombre croissant d'écrivains, d'essayistes, de chercheurs, d'universitaires, est toujours celle des difficultés immédiates rencontrées au stade de la publication. Quelle que soit la valeur du manuscrit soumis au comité de lecture, lorsque l'on n'a pas un nom répertorié par les médias ou au *Who's who* socioprofessionnel, les chances d'une publication sont extrêmement minces.

Cela a, certes, toujours été plus ou moins vrai, mais, dans notre société, celui qui s'acharne à écrire parce qu'il a quelque chose à dire est condamné plus que jamais au silence, surtout s'il a le tort d'être à contre-courant. Bien entendu, le passage de l'écrit au stade audiovisuel est encore plus difficile, compte tenu de la vivacité de la compétition et surtout de la lourdeur des médias.

Les causes de ce phénomène sont essentiellement de deux natures. En premier lieu, il y a certainement des causes économiques. Les maisons d'édition, jadis entreprises artisanales, sont aujourd'hui prises dans la logique infernale de la croissance capitaliste. En compétition les unes avec les autres, elles s'efforcent, pour survivre ou maintenir leur position dominante, de conquérir une part du marché de la publication. Elles sont alors obligées de s'assurer d'un tirage minimum qui, au fil des ans, devient de plus en plus important.

En second lieu, malgré son apparence permissive, notre société est très intolérante pour toutes les critiques touchant à ses secteurs les plus « durs ». On peut prendre comme exemple la critique écologique qui, après la mode des années 70, est sévèrement condamnée au silence car, si elle est prise au sérieux, ses remises en question sont jugées trop radicales. Dans cet ordre d'idées, tout ce qui touche à la logique du développement technico-

scientifique, qu'il s'agisse de l'informatique, des médias, de la biologie ou du nucléaire, est soumis à un rigoureux contrôle idéologique. En Occident, la censure d'Etat n'existe pas, mais il en existe une autre qui ne dit pas son nom et qui n'est pas moins poissante.

Standardisation de la culture

Cette censure entraîne, comme on peut aisément l'imaginer, des conséquences tout à fait regrettables. Nombre de marginaux sont condamnés à l'écriture solitaire avec des manuscrits refusés qui s'accumulent. Il est rare que ceux qui ont une certaine maîtrise de la langue puissent publier, et ce n'est guère bénéfique à la qualité des productions intellectuelles. Enfin, on assiste inmanquablement à une sorte de standardisation de la culture qui ne peut qu'avoir un effet stérilisant sur les progrès de l'esprit humain.

Cette situation intolérable, pour qui tient à la liberté d'expression garantie par le préambule de notre Constitution, ne peut bien évidemment être renversée d'un coup de baguette magique. Dans une optique « réformatrice », on pourrait cependant imaginer la création d'un véritable service public chargé des publications refusées par les maisons d'édition. La mission de ce service consisterait à publier ce qui est déconseillé par le marché, avec un tirage minimum obligatoire défini par la loi. Ce service pourrait être organisé de manière décentralisée au niveau régional ou départemental.

Ce service ne se chargerait pas de la diffusion de la publication qui resterait à la charge de l'auteur. Celui-ci aurait en effet la possibilité de la faire connaître aux gens qu'il jugerait susceptibles d'être intéressés par l'ouvrage. Ainsi serait, en quelque sorte, garanti à tous ceux qui le désirent un minimum de liberté d'expression. Le succès d'une publication continuant inévitablement à être sanctionné par les « lois éternelles du marché ».

(*) Maître de conférences à l'université Bordeaux-I.

vigueur du système. Avec les dix, vingt, trente chaînes de télévision qui s'annoncent, le consommateur sera sollicité par tellement de programmes et tellement de messages qu'il faudra bien que ce soient les meilleurs qui s'imposent.

D'où la nécessité d'un médiamanagement extraordinairement performant et d'une création capable d'aller à l'essentiel, avec des messages qui soient autant d'appels irrésistibles, dans cette espèce de salle des pas perdus que sera notre télévision.

D'où l'ardente obligation, par ailleurs, d'accompagner dans toutes ses dimensions une communication qui va aller aux deux extrêmes : d'une part, les médias se mondialisent, et nous aurons à gérer des messages susceptibles de concerner des centaines de millions de consommateurs ; mais, d'autre part, le dispositif simultané, se localise ou se thématisé, et il faudra que nous soyons capables d'alimenter la chaîne câblée qui présentera les programmes du cinéma de quartier ou les soldes de l'hypermarché du coin.

Garé à l'épidémie de la communication

Bien sûr, il y a des risques. Dans l'univers hyperactif qui nous est promis, la communication sera tellement omniprésente qu'elle peut devenir envahissante. Il est clair qu'il faut rester vigilant devant les excès de la technologie, comme à l'égard des surprises que peut toujours réserver la lutte éternelle de la science contre les maladies. Nous sommes peut-être guettés par une épidémie de la communication. Il y a des précédents. Hitler, Goebbels et le nazisme, qu'est-ce que c'était, sinon la grande verole de la propagande au service du cancer généralisé des esprits ?

Mais j'ai confiance. L'homme porte en lui une infinie capacité d'adaptation. Nous maîtriserons les effets pervers, s'il doit y en avoir, de la communication intégrale. Allons hardiment vers l'avenir. A mon âge, c'est la seule chose qui m'intéresse ! Comme deux précautions valent mieux qu'une, j'ai fait entreprendre à Publicis une enquête prospective sur la publicité de l'an 2000.

COURRIER DES LECTEURS

Actions

Que les trois millions d'actionnaires de Paribas et un million cinq cent mille de Saint-Gobain, dont je suis, fassent un geste de solidarité en faveur des deux cent cinquante mille personnes privées d'emploi et de toutes ressources en leur donnant la valeur d'une « action gratuite » sur dix ou mieux la somme de celle-ci. Ce serait une « action » non négligeable.

EUGENE DUBESSY (Saint-Etienne).

Une liberté fondamentale des universitaires

Apprenant (*Le Monde* du 17 janvier) que le Conseil national des universités (CNU), nouvel avatar de l'instance de laquelle dépendent pour partie le recrutement et la carrière des enseignants du supérieur, allait être constitué à partir d'élections au scrutin uninominal, je m'en suis réjoui (...). Mais il n'est pas de plaisir parfait. Le nouveau texte en cours en effet le grave reproche d'accroître le nombre des membres nommés du CNU (...).

Les universitaires, de quelque bord qu'ils soient, devraient - me semble-t-il - se retrouver unanimes pour demander qu'on ne rompe pas derochef une de leurs libertés fondamentales : celle de désigner eux-mêmes ceux qu'ils estiment dignes de juger de leur mérite professionnel.

GEORGES DURRY Professeur à l'université de droit, d'économie et de sciences sociales Paris-II

P.S. - Que le texte publié (*Journal officiel* du 22 janvier 1987) dispose que « deux tiers au moins » des membres du CNU doivent être des élus, ne change

rien à la démonstration. Soit une section de 25 membres (15 professeurs et 10 membres de conférences) ; avec le nouveau rythme (1/3) le gouvernement a la latitude de nommer 5 professeurs ; avec l'ancien (1/4), il n'aurait pu en nommer que 3. CQFD. Le seul fait que cette faculté existe est critiqueable, même si elle ne devait pas être mise en œuvre dès demain.

L'esprit de clan

J'ai lu avec intérêt votre article sur « la révocation des enfants de 68 » (*Le Monde* du 31 janvier) et je serais tenté d'adhérer à vos conclusions, à une réserve près - et elle est importante.

Il est un point commun à la révocation des étudiants, des chimistes, des électriciens et, maintenant, des instituteurs, c'est une indifférence quasi totale chez les grévistes à l'égard de ceux qui n'appartiennent pas à leur clan. On s'enferme dans ses griefs de clocher... et tant pis pour les autres.

Bien sûr, l'esprit de Mai 68 est passé par-là ; mais, si les effets positifs de ce printemps se sont vite évaporés, c'est que cette révolte est venue se greffer sur une très vieille maladie, bien française, bien gauloise, cet esprit de clan qui trouve toujours sa langue de bois pour se donner bonne conscience et se moquer des autres.

Je suis professeur de lycée, pas plus conservateur que la moyenne, et je dis franchement que la grève des instituteurs est incompréhensible, non seulement pour le profane, mais pour les collègues du secondaire qui ont toujours été notés par leur chef d'établissement et ne s'en portent pas plus mal, le proviseur sachant souvent beaucoup mieux que l'inspecteur si le prof fait son travail ou non.

GILBERT TOURRET (Lyon).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Téléphone : (1) 45-23-06-81
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des Lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woux.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Correspondant en chef : Claude Sauter.

Le Monde

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
TÉL. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 286 136 F

Le Monde USPS 786-010 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde u/o Speedpress, 40-40 29th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde u/o Speedpress U.S.A., P.O. Box 46-89 29th Street, L.C.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 377 F 1 951 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries) L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-progrès en capitales d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-16 - Tapez LEMONDE

Imprimé en France par Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986

CONTRE-CHOC : L'ANNÉE DES ILLUSIONS

- La situation en France et l'environnement international
- Le pétrole depuis 1973, un dossier spécial en couleurs
- Cent quarante-six pays à la loupe
- Les dernières statistiques. Des dizaines de cartes et de graphiques

LA RÉFÉRENCE SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET MONDIALE

188 PAGES

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 40 F

LIBAN

Violents combats entre milices à Beyrouth-Ouest

BEYROUTH
de notre correspondant

Après un calme précaire en tout début de matinée, ce mercredi 18 février à Beyrouth, de violents combats ont repris autour de la tour Murr, occupée par les milices chiites d'Amal, qui domine Beyrouth-Ouest de ses quarante étages. Le relatif calme de la nuit avait été obtenu à grand-peine par le général Ghazi Kanaan, chef des services de renseignement syriens au Liban, venu tenter de mettre un terme à trois jours de batailles de rue entre les « alliés » du camp dit « national ».

La population, en tout cas, ne se fait pas d'illusions : les rues sont désertes, les boutiques obstinément fermées. Les miliciens sont partout en position, tapis dans les encadrements et les entrées d'immeubles. Les victimes sont nombreuses — vingt-cinq morts, dont blessés recensés. Les dégâts sont considérables et s'étendent dans tous les quartiers de la ville : à Ahmar-Ras-Beyrouth, comme à Tarik-El-Jedidi où se règlent de vieux comptes entre

sunnites et chiites, Mazraa et encore plus à Barbir, Barbour, Zarif, Watwat.

On a beaucoup parlé de liquidations « à domicile ». Un cas est certain : celui d'un vieux militant communiste de soixante-dix-sept ans, l'écrivain Hussein Mroué, membre du comité central du PC et l'un des fondateurs de l'Union générale des écrivains libanais, assassiné par balles mardi à son domicile.

Les « progressistes », emmenés cette fois par la petite mais efficace milice du PC, paraissent avoir marqué des points et gagné du terrain au détriment de la milice chiite Amal. Les médias du secteur chrétien l'annoncent avec force précisions, affirmant qu'Amal a été délogée de la zone Ahmar-Ras-Beyrouth, dont elle partageait le contrôle avec le PSP (dirigé) de M. Walid Joumblatt, et le PSNS, dont l'inféodation à la Syrie s'est atténuée à la suite d'un putsch interne. En dehors de son fief de la banlieue sud, la milice chiite ne tiendrait plus que des positions où elle se trouve en mauvaise posture du côté de la tour Murr, précisément, et des quartiers de Bar-

bour et Barbir. C'est aussi le sentiment que l'on recueille à Beyrouth-Ouest, bien que la vision qu'on a des événements et de leurs résultats sur le terrain soit plus fragmentaire, chacun pouvant difficilement se rendre compte de ce qui se passe au-delà de son pâté de maisons. En annonçant avoir « récupéré » ses positions, la milice Amal a d'ailleurs implicitement confirmé qu'elle en avait perdues.

Sollicitée de toutes parts pour arrêter la guerre entre ses alliés, la Syrie, qui a déjà sur place une centaine d'observateurs disposant de plusieurs centaines de soldats, qui se sont avérés, en l'occurrence, inopérants, a délégué le général Ghazi Kanaan à Beyrouth-Ouest. « Je resterais là jusqu'au règlement du problème », a-t-il annoncé.

Peut-on parler d'une certaine « fronde » vis-à-vis de Damas à l'intérieur du camp des pro-Syriens ? M. Nabih Berré n'a-t-il pas raison de lancer de Damas, où il réside depuis quatre longs mois, en réponse à l'accusation dont il a été l'objet de vouloir éliminer les communistes, que c'est, au contraire,

Amal que l'on veut déloger de Beyrouth-Ouest ?

Parler de fronde est cependant peut-être excessif. Car s'ils donnent l'impression de ne pas marcher au défilé et à l'œil selon la volonté de Damas et de bénéficier à cet égard d'une sorte de sauf-conduit soviétique, les progressistes qui se battent contre Amal vont quand même s'expliquer et négocier à Damas. Parce que son jeune fils est malade, le chef du PSP, M. Walid Joumblatt, est certes resté dans son palais de Moukhtara, mais le secrétaire général du PC, M. Hraoui, s'est concerté avec lui avant de se rendre à Damas.

Les Palestiniens peuvent, pour leur part, être satisfaits : la guerre des camps dont ils ont pris l'initiative, si elle a débouché sur le dur siège qu'ils subissent, a aussi engendré des événements en cours au détriment de leurs ennemis syriens et chiites d'Amal ; M. Berré a ordonné la levée, ce mercredi, du siège alimentaire et médical des camps palestiniens de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

Les entretiens d'Amman

Le dégel entre l'OLP et la Jordanie demeure très limité

AMMAN
de notre correspondant

C'est par un communiqué laconique que l'agence jordanienne d'information Petra a annoncé, le mardi 17 février, la fin de la « trente-cinquième session » du comité mixte jordanien-palestinien chargé de gérer l'aide des pays arabes à la Cisjordanie et à la bande de Gaza, sans mentionner la participation du numéro deux du Fatah, Abou Jihad. Coprésidé par ce dernier et par le ministre jordanien des territoires occupés, M. Marwan Duda, ce comité ne s'était pas réuni depuis le 23 mars 1986. Officiellement parce que ses caisses étaient vides, les pays arabes ayant suspendu leurs versements (1).

C'est le paiement en janvier dernier de 9,5 millions de dollars par l'Arabie saoudite (une somme correspondant, en fait, au solde dû par Ryad au titre de l'année 1985) qui a permis sa réactivation. Ce faisant, les Saoudiens ont, semble-t-il, quelque peu forcé la main aux dirigeants jordaniens en manifestant ainsi leur désir de voir Amman reprendre sa coopération avec l'OLP en ce qui concerne l'aide aux territoires occupés par Israël.

L'Arabie saoudite, comme d'ailleurs les autres pays arabes du Golfe, s'est, en effet, abstenue d'apporter un quelconque soutien financier au plan jordanien de développement pour la Cisjordanie et la bande de Gaza auquel l'organisation palestinienne n'est pas associée. Seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont pour le moment

engagés à participer à son financement, et la Jordanie n'a recueilli ce jour qu'une dizaine de millions de dollars pour l'année 1987, auxquels s'ajoutent les 30 millions de dollars qu'elle a décidé de débiter sur son propre budget (2).

Les difficultés auxquelles le royaume hachémite se heurte pour financer ce plan ne sont pas étrangères au fait que les dirigeants jordaniens aient accepté qu'Abou Jihad revienne à Amman pour prendre part à la réunion du comité mixte. Le responsable palestinien était persona non grata en Jordanie depuis son expulsion et la fermeture de vingt-cinq bureaux de l'OLP par les autorités jordaniennes, en juillet dernier. Dans les milieux gouvernementaux jordaniens, on minimise toutefois la portée de sa visite. Le dégel que l'on avait cru percevoir dans les relations jordanopalestiniennes lors du récent sommet islamique de Koweït, avec la rencontre entre le roi Hussein et Yasser Arafat, demeure très limité. En l'occurrence, c'est surtout le chef de l'OLP qui semble soucieux d'améliorer les rapports de son organisation avec Amman.

EMMANUEL JARRY.

Sur les premières lignes iraniennes en territoire irakien

Les « soldats de Dieu » en pays conquis

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, les Iraniens consolident les positions acquises : du sud du lac des Poissons au village d'Al-Doussij, un total sur une portion de territoire irakien de quelque 150 kilomètres, le long de la rive est du Chosr-el-Arab, bledjil et gardiens de la Révolution en batailles disparates, barbus et déconstruits, effigie de l'homme Khominey sur la poitrine, ont creusé des tranchées, installé des abris de sacs de sable. Le front est, paraît-il, relativement calme. On fait sécher le linge sur les casemates ; on distribue des oranges, des jus de fruit et des masques à gaz.

An passage des journalistes étrangers, on les a chassés d'un obus irakien, on lance l'inévitable : « Mort à l'Amérique » — le slogan est quelque peu surréaliste puisque l'essentiel de l'armement dont dispose l'Irak est d'origine soviétique... Quelques mollats viennent visiter les premières lignes. Sans doute pour soutenir le moral des troupes, des panneaux ont été plantés à intervalles réguliers : « Vous êtes les soldats de Dieu », « C'est Dieu qui donne la victoire ».

Souvent, à la porte d'un abri, entre une pièce d'artillerie est une carcasse de véhicule, est garée une moto tout terrain. Les Iraniens ont développé une tactique originale pour attaquer les chars irakiens : on fonce droit sur le blindé et le passager installé derrière le pilote de la moto ouvre le feu avec un lance-roquettes.

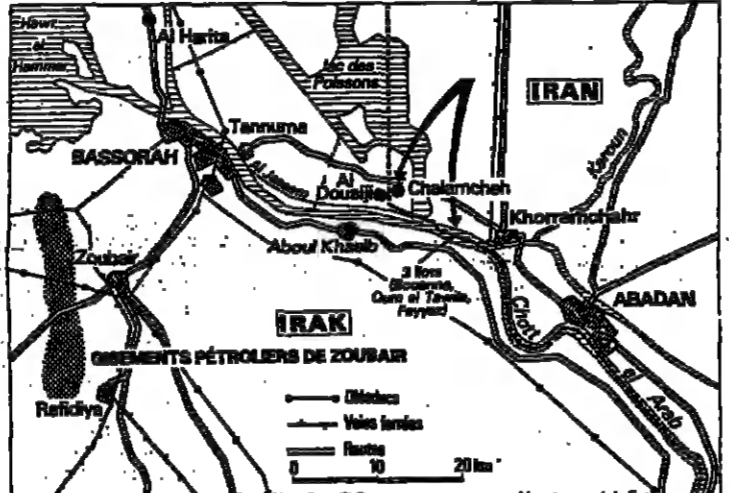
Des premières lignes iraniennes on distingue vaguement, à l'ouest, la localité de Tammama et, plus nettement, au sud, la raffinerie d'Aboul-Khasib, qui serait située à une dizaine de kilomètres de Bassorah. Mais, pour l'heure, les Iraniens paraissent moins soucieux de progresser davantage que de s'installer solidement sur le territoire conquis. Depuis Ahwas et Khomramchar, sont schématisés des bulldozers, des tonnes de sable et d'énormes structures métalliques pour ériger des murs de protection. Un gigantesque travail de génie est en cours, et la nuit des camions est incessante. Il y a, semble-t-il, peu de combattants en première ligne, comme si les Iraniens ne s'attendaient aucunement à une contre-attaque irakienne.

Tout laisse penser que Kerbala-5 se soldera — comme ce fut le cas à Fao, plus au sud, et aux îles Majnoun, plus au nord — par l'implantation définitive d'un solide point d'appui irakien en territoire irakien. Il est difficile d'en évaluer l'importance militaire ; il est certain que c'est un nouveau coup psychologique porté au régime de Bagdad.

Les plus hautes autorités iraniennes n'ont cessé de répéter que Bassorah n'était pas leur cible.

qu'elles n'avaient pas l'intention de prendre le port irakien, qui reste encore formidablement défendu et dont la prise serait particulièrement coûteuse en vies humaines. Peut-être les troupes iraniennes auraient-elles souhaité couper la route reliant Bassorah au Koweït. Mais, selon les observateurs à Tébéran, il n'est même pas certain que ce soit encore leur objectif. Les Iraniens

Mais ces bombardements, s'ils touchent parfois des objectifs économiques, n'ont aucunement les capacités militaires de l'Irak. Ils sont plutôt perçus ici comme la manifestation d'une rage impuissante, comme la seule réplique dont soit encore capable un régime de Bagdad dont on veut croire qu'il ne pourra pas poursuivre longtemps la



se savent parfaitement que Bassorah peut être ravitaillé par l'intérieur, que du matériel militaire et autre est quotidiennement acheminé par le port jordanien d'Alakaba.

A vrai dire, l'impression qui domine est que les objectifs de l'Irak sont plus politiques que stratégiques. Pen importe où l'on frappe tant au long d'un front qui s'étend sur des centaines de kilomètres. L'essentiel, disent les Iraniens, est de mettre à mal l'appareil de guerre irakien. Il ne s'agit pas tant de prendre telle ou telle position que de fragiliser et de démoréaliser le régime de Bagdad afin d'en provoquer la chute.

L'Irak même ainsi, explique une source diplomatique occidentale, ce que l'on peut appeler « une guerre d'usure accélérée » : pression continue et, par intermittence, brutale avancée au point précis du front. Dans cette logique offensive, c'est toujours la République islamique qui a l'initiative sur le terrain, même si l'Irak dispose d'une incontestable supériorité aérienne.

La force de l'Irak, c'est une capacité de mobilisation apparemment quasi illimitée, qui permet d'acheminer rapidement des milliers d'hommes en n'importe quel point du front. Utilisant des cars, des autobus, des camions, des voitures privées, les soldats descendent au front ou en reviennent. Le va-et-vient est incessant, et il est difficile de déceler des points fixes de grosses concentrations de troupes.

Face à cette stratégie, l'Irak, maintes fois en situation d'expectative permanente, fait preuve d'une incapacité à lancer des contre-attaques qui étonne les experts militaires. Le seul domaine où l'Irak a l'initiative est celui de la guerre aérienne. Les bombardements des villes iraniennes font de nombreuses victimes. De Qom, de Tabriz, d'Isfahan, des familles viennent se réfugier dans la capitale. Depuis deux semaines, la télévision diffuse tous les soirs un programme de défense civile, avec explication sur la façon de construire des abris.

bataille. Du moins en est-on convaincu dans les tranchées poussiéreuses de Kerbala-5. Ici, la seule réponse aux questions des journalistes sur les perspectives de solution négociée, est sans ambiguïté : « Guerre, guerre, jusqu'à la victoire ».

ALAIN FRACHON.

En visite à Washington

M. Shamir rejette catégoriquement l'idée d'une conférence internationale

Washington, (AFP, Reuter). — Des désaccords sont apparus, mardi 17 février, à l'issue du premier entretien du premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. M. Shamir refuse sa première visite officielle aux Etats-Unis depuis son retour à la tête du gouvernement en octobre 1986.

Les désaccords les plus marquants ont porté sur l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient suggérée par M. Shultz à son interlocuteur. M. Shamir a dit « en accord complet » avec M. Shamir sur l'importance de négociations directes entre Israël et ses voisins arabes pour parvenir à la paix. Mais, a-t-il ajouté, « Washington » a insisté sur l'importance de négociations directes entre Israël et ses voisins arabes pour parvenir à la paix. Mais, a-t-il ajouté, « Washington » a insisté sur l'importance de négociations directes entre Israël et ses voisins arabes pour parvenir à la paix. Mais, a-t-il ajouté, « Washington » a insisté sur l'importance de négociations directes entre Israël et ses voisins arabes pour parvenir à la paix.

M. Shamir a, d'autre part, défendu les ventes d'armes à l'Irak. « Nous devons faire tout notre possible pour changer la situation dans ce pays », a dit M. Shamir.

L'agitation dans les territoires occupés

Fermeture provisoire des universités palestiniennes de Bethléem et de Bir-Zeit

Jérusalem. — Les universités palestiniennes de Bethléem et de Bir-Zeit en Cisjordanie occupée ont été fermées, mardi 17 février, respectivement pour quatre jours et un jour, par le commandement militaire israélien de la région. Cette mesure est « destinée à prévenir des manifestations violentes sur les deux campus ».

Une nouvelle manifestation, pro-OLP s'était déroulée mardi sur le campus de Bir-Zeit (deux mille cinq cents étudiants) au nord de Jérusalem. Les étudiants avaient scandé des slogans, brandi des drapeaux palestiniens et lancé quelques pierres contre les forces de l'ordre se tenant à distance.

Avec la fermeture provisoire des universités de Bethléem et de Bir-Zeit, tout l'enseignement supérieur sera arrêté en Cisjordanie. En effet, l'université Al-Najah (trois mille cinq cents élèves), près de Naplouse, est déjà fermée depuis une semaine pour un mois par l'armée. Par ailleurs, la direction du collège islamique de Hébron (mille sept cents élèves) a décidé une suspension des cours.

Mardi, trois agents israéliens en civil ont frappé un jeune Palestinien

qui jetait des pierres sur les forces de l'ordre devant une dizaine de journalistes et de photographes, lors de la neuvième journée consécutive d'agitation dans les territoires occupés.

Le centre israélien Alternatives de Jérusalem, spécialisé dans la diffusion d'informations sur les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, a, d'autre part, été fermé lundi pour une période de six mois, sur ordre de la police. Celle-ci a procédé à une perquisition des lieux et saisi du matériel considéré comme « séditieux ».

Toujours de même source, le directeur de ce centre, M. Michel Warshawsky, a été appréhendé pour interrogatoire, la police le soupçonnant d'avoir eu des contacts illicites avec le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine de M. Georges Habache). Connu pour son militantisme de gauche, notamment au sein du groupe Matzpen, M. Warshawsky est considéré comme l'un des dirigeants du mouvement trotskiste en Israël. Son épouse, M^{lle} Lea Tsamir, est une avocate engagée dans la défense des nationalistes palestiniens. — (AFP, Reuter.)

LE NOUVEAU GRAND SUCCES DE THIERRY PFISTER. LE LIVRE QU'IL FAUT AVOIR LU. INDISPENSABLE POUR COMPRENDRE LES EVENEMENTS ACTUELS.

ALBIN MICHEL

THIERRY PFISTER
DANS LES COULISSES DU POUVOIR

La comédie de la cohabitation

... de l'année...
... de la publication...
Pour un service national de la publication...
BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1986

حکومت افغانستان

50 من الاجل

Asie

CHINE : coup de frein à la coopération avec l'Occident Des projets d'investissements étrangers sont remis en cause

PÉKIN de notre correspondant

Si l'on en croit M. Li Peng, membre du bureau politique du PCC et vice-premier ministre, la Chine s'attend à une certaine détérioration de ses relations avec le monde extérieur à la suite des récents changements politiques qui ont suivi le limogeage, en janvier, de M. Hu Yaobang. La voie chinoise vers le socialisme « implémente » certains des problèmes de coopération avec nos amis occidentaux... qui peuvent se préparer psychologiquement à ce que certains projets de coopération soient refusés ou révisés... a-t-il déclaré, mardi 17 février, à M. Jean de Lipkowski, envoyé spécial de M. Chirac, venu lui annoncer la visite du premier ministre pour septembre et celle de M. Jean-Bernard Raimond pour l'été.

M. Li a, certes, repris le leitmotiv actuel de tous les dirigeants - et encore, le même jour, M. Zhao Ziyang, nouveau secrétaire général du PCC et premier ministre, recevant le président gabonais Bongo - selon lequel les réformes économiques et la « politique d'ouverture vers le monde extérieur » seront non seulement poursuivies mais approfondies. Mais ces assurances sont de moins en moins convaincantes. M. Li, qui avait déjà été le premier à donner de cette « ouverture » la définition la plus restrictive en recevant, le mois dernier, les conseillers français du commerce extérieur, en limite aujourd'hui encore plus la portée : « Votre démocratie n'est pas la nôtre. Nous n'allons pas changer la Chine. La Chine a besoin de démocratie, mais, pour elle, celle-ci

se résume au centralisme démocratique... Pékin désire « acquérir la technologie de l'Occident mais refuse son mode de vie et son idéologie ».

Les propos de M. Li, formé en URSS, que l'on dit être l'un des dirigeants les plus favorisés à Moscou, un des chefs de file des conservateurs mais aussi l'un des candidats les mieux placés pour remplacer M. Zhao au poste de premier ministre, semblent indiquer que la Chine se préoccupe moins de son image à l'étranger. L'incertitude politique persiste à Pékin en raison de la poursuite d'une campagne idéologique qui, en dépit des propos de M. Zhao selon lesquels elle « conduira à plus de stabilité et d'unité au lieu de troubles », apparaît comme un signe de faiblesse ; comment un parti de plus de quarante millions de membres a-t-il soudain pris peur des vues « libérales bourgeoises » de trois intellectuels ?

Ces facteurs ne sont guère de nature à favoriser les investissements étrangers qui avaient chuté de plus de 40% l'an dernier.

PATRICE DE BEER.

Plus d'un milliard de Chinois. - La population chinoise s'est accrue de 14 millions de personnes en 1986, atteignant le chiffre de 1,06 milliard d'habitants. La hausse du taux de croissance démographique (14,08 pour mille), qui ce chiffre traduit, résulte de l'assouplissement, dans certaines régions, selon les autorités, de la politique, impopulaire, de contrôle des naissances intervenant plus d'un enfant par couple. - (UPI.)

BIBLIOGRAPHIE

Regards critiques sur les réformes

La sinologie française a en commun avec les vins de grands crus de s'améliorer nettement en prenant de la bouteille. Le numéro spécial de la revue *Tiers Monde* consacré, sous la direction de Claude Aubert, aux réformes en Chine, en est une preuve supplémentaire après l'excellent ensemble publié peu auparavant sous le titre « La société chinoise après Mao » (1). Les mêmes signatures se retrouvent parfois dans les deux volumes qui se recoupent à l'occasion mais se complètent également. *Tiers Monde* offre en particulier une étude originale ainsi que plusieurs articles très fouillés sur les aspects financiers des réformes.

Tout se passe comme si nos auteurs avaient désormais le recul nécessaire pour analyser la Chine de Deng Xiaoping sous tous ses aspects - les meilleurs et les moins bons - et étaient en mesure de faire une abondante documentation et d'enquêtes effectuées sur le terrain, de nous livrer enfin une analyse critique de la politique menée par le véritable successeur de Mao Zedong. Dérapages, effets pervers, lacunes, sont pris en compte avec lucidité et donnent une image beaucoup plus réaliste que celle qui

s'était formée dans les temps de l'immédiat « après maosisme ». S'y ajoutent quelques interrogations sur l'avenir qui devraient permettre au lecteur d'apprécier par lui-même les orientations destinées à se préciser à court ou moyen terme.

Et si vous voulez en savoir plus, de la même veine, la *Documentation française* offre dans sa série « Courrier des pays de l'Est » deux remarquables articles de François Gipouloux et Guilhem Fabre sur les réformes économiques et les enjeux de la gestion des sols, tout aussi fouillés et équilibrés.

Ces diverses études ont toutes été rédigées bien avant que M. Hu Yaobang ne soit contraint d'abandonner la direction du PC chinois. Leur mérite est précisément de mettre au jour les contradictions, les tensions qui sont à l'origine de la crise et d'en faire ainsi mesurer toute la profondeur.

ALAIN JACOB.

(1) *Le Monde* du 24 octobre 1986. * *Revue Tiers Monde*, tome III, n° 108, octobre-décembre 1986, PUF. ** *Documentation française*, « Le courrier des pays de l'Est », novembre 1986, n° 312.

AFGHANISTAN : l'échec du plan de paix de Kaboul

Cinq cents résistants seraient morts au combat depuis le 15 janvier

Cinq cents résistants ont été tués au cours d'affrontements avec les forces soviéto-afghanes depuis le 15 janvier, date de l'entrée en vigueur du cesse-le-feu unilatéral décrété par Kaboul, a-t-on indiqué, mardi 17 février, de sources diplomatiques occidentales à Islamabad. Les combats, qui ont gagné en intensité depuis cette date, ont eu lieu notamment dans les provinces de Kandahar, d'Herat, de Ningarhar, de Paktia et de Wardak, et on a ajouté de même source. Les moudjahidins ont abattu cinq avions et plusieurs hélicoptères au cours des quatre dernières semaines.

La résistance afghane a affirmé, de son côté, avoir tué quelque mille quatre cents soldats soviéto-afghans et afghans dans des combats qui se sont produits depuis le 15 janvier dans dix-neuf des vingt-neuf provinces que compte le pays.

M. Qunadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a cependant affirmé, mardi à Moscou, que quinze mille opposants armés avaient déposé les armes et vingt mille familles de réfugiés étaient rentrées au pays depuis le 15 janvier. Le premier ministre de Kaboul, Sultan Ali Keshbizand, est arrivé

mardi dans la capitale soviétique pour une visite de travail, a indiqué l'agence Tass. M. Keshbizand suit de peu à Moscou le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Yaqub Khan, et le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, responsable des pourparlers pakistano-afghans de Genève, dont la prochaine session doit débiter le 25 février. - (AFP.)

● SRI-LANKA : explosion d'une bombe à Jaffna : plus de 60 morts. - Une cinquantaine de civils et onze maquisards tamouls ont été tués samedi par l'explosion prématurée d'une bombe de forte puissance dans un village de la presqu'île de Jaffna, ont indiqué, ce mercredi 18 février, des villageois. La bombe, qui, selon les autorités, pesait au moins 150 kilos, a endommagé les maisons d'un village, celui de Kaithady, dans un cercle de 100 mètres de rayon. La plupart des victimes ont été déshiquetées, mais cinq des corps ont été identifiés comme étant ceux de maquisards des Tigres de libération de l'Eelam tamoul, principal mouvement séparatiste. La bombe a sauté alors que les maquisards étaient en train de la confaçonner. - (Reuters.)

Afrique

M. Mitterrand a reçu une militante sud-africaine des droits de l'homme

M. François Mitterrand a reçu, le mardi 17 février à l'Élysée, M^{me} Audrey Coleman, présidente du comité sud-africain de soutien aux parents d'enfants détenus. Celle-ci a indiqué qu'elle avait été « encouragée à poursuivre son action » par son hôte. Selon elle, cinq cents jeunes sont actuellement détenus en Afrique du Sud et certains affirment avoir été torturés. « J'ai vu récemment, a-t-elle affirmé, un enfant de onze ans qui avait perdu quatre dents après avoir été frappé et qui m'a dit avoir été torturé à l'électricité. » M^{me} Coleman, accompagnée de représentants de la Fédération internationale des droits de l'homme, était de passage à Paris après avoir témoigné devant la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Afrique blanche », de Pierre Haski

Le Noir qui tourne le dos au titre de l'*Afrique blanche*, sur la couverture du livre de Pierre Haski, n'est qu'un symbole, l'illustration du « choc de deux nationalismes », de deux blocs en lutte. Alors que ce conflit s'engage imperceptiblement vers une « libanisation », l'auteur est convaincu de deux choses : « La majorité noire ne renoncera pas à sa « libération », et la minorité blanche ne lâchera pas aisément le contrôle ultime du pouvoir. » Une évidence. Le compromis que la raison imposera un jour ou l'autre, même si celui-ci est encore bien lointain, n'aura lieu que lorsque le régime aura usé de tous les moyens de résistance et brisé ses dernières cartouches. Après tout, on n'a jamais vu les détenteurs du pouvoir négocier leur reddition sans être certains d'avoir perdu la bataille.

Pierre Haski, journaliste à *Libération*, ne se livre pas à la prospective. Son livre *Histoire et enjeux de l'apartheid* est la dissection méticuleuse et précise d'une situation qu'il analyse de façon dépressivement. Un univers qu'il connaît parfaitement pour avoir passé quatre années en Afrique du Sud pour l'Agence France-Presse, de 1976 à 1980, et pour avoir continué à suivre ce dossier au jour le jour, même si les autorités de Pretoria ne lui ont jamais permis de revenir dans le pays. Dix années d'observations attentives dont le fruit est un ouvrage dense, touffu, documenté, dans lequel aucun des aspects importants du puzzle sud-africain n'a été oublié. A tel point que cette anthologie marque quelquefois de respiration.

Au terme de cette « somme », constat lucide et avisé d'une société qui engendre les extrêmes, Pierre Haski ne tire pas de conclusions. Il laisse au lecteur le soin de se forger sa propre opinion après lui avoir présenté l'état des lieux, donné les clefs et les lignes de force d'un drame dont l'enjeu ne concerne pas que l'Afrique australe. « Les pays occidentaux, fait remarquer l'auteur, laissent se développer une situation explosive, à l'intérieur et autour de l'Afrique du Sud. Une complaisance dont le prix pourrait, un jour, se montrer élevé. » La mission d'enquête du Commonwealth n'a-t-elle pas mis l'Occident en garde contre le message du « plus grand bain de sang depuis la seconde guerre mondiale » ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

« L'Afrique blanche, Histoire et enjeux de l'apartheid », de Pierre Haski. Le Seuil, collection « L'histoire immédiate », 304 pages, 95 F.

TCHAD Une ligne de démarcation fluctuante

A chaque instant de la guerre au Tchad, les responsables à N'Djamena et les autorités françaises portant des appréciations différentes sur les périodes militaires. Au point qu'il est difficile de privilégier une source plutôt que l'autre.

Témoin, le dernier bombardement libyen dans le nord du pays, dimanche 15 février (*le Monde* du 17 février). Selon des informations de source militaire chadienne, l'aviation libyenne a effectué un raid, qui n'a pas fait de dégâts, sur la localité de Koube-Clanga, à environ 60 kilomètres au sud de la ligne des puits qui correspond sensiblement au 16^e parallèle.

Le ministre français de la défense, M. André Giraud, a indiqué, mardi 17 février à Paris, qu'il n'avait pas d'information précise sur cet événement. En revanche, a-t-il noté, il y a eu une action contre Koro-Toro, à 40 kilomètres au nord de cette même ligne de démarcation au-delà de laquelle, a-t-il dit, « la France ne s'est jamais interdite de faire quelque chose si elle l'estime légitime ».

Vérité au-delà de la « ligne rouge ». Erreur en dépit. Ou inversement. La ligne de démarcation reste fluctuante.

ETHIOPIE Ouverture d'une enquête sur un incident de frontière avec la Somalie

Addis-Abeba. - L'Éthiopie a annoncé, mardi 17 février, qu'une enquête officielle était en cours sur l'incident mineur survenu le 12 février avec la Somalie (*le Monde* du 14 février).

Selon Mogadiscio, trois cents soldats éthiopiens ont été tués et des centaines d'autres capturés par les Somaliens, qui auraient repoussé une attaque de l'aviation et de l'infanterie d'Addis-Abeba sur six localités du nord du pays.

« La cause et les circonstances de l'incident dans lequel étaient impliqués de petites unités des forces armées de l'Éthiopie et de la Somalie », restent à déterminer, dit un communiqué du ministère des affaires étrangères. « Le gouvernement éthiopien souhaite que cet incident inattendu n'affecte pas les entretiens en cours entre les deux pays. »

Des journalistes amis sur le théâtre des combats sur les Somaliens ont vu des soldats éthiopiens morts, ainsi que des chars et des camions brûlés. Aucun des deux pays n'a fourni d'explication au sujet de ces affrontements, qui faisaient suite à une reprise d'activité des rebelles du Mouvement national somalien (MNS) en lutte contre Mogadiscio dans la région. Le MNS avait enlevé des Français de Médecins sans frontières (MSF) dans la même région, avant de les relâcher deux semaines plus tard à Addis-Abeba.

Le premier ministre somalien, M. Mohamed Ali Samatar, avait demandé samedi à l'Éthiopie d'indiquer comment elle voyait l'avenir des relations bilatérales. Des pourparlers ont été engagés il y a un an entre les deux pays qu'opposent deux contentieux territorial. - (Reuters.)

ALGÉRIE Une « tragédie silencieuse » : la mortalité infantile

ALGER de notre correspondant

La mortalité infantile est un fléau dans les pays en voie de développement. En Algérie où, en 1984, 53% des décès concernaient des enfants âgés de moins de cinq ans, on la qualifie de « tragédie silencieuse ». Les chiffres sont publiés sans fanfaronneries, dans ce livre de 170 pages, 850 000 enfants sont nés, 173 000 sont morts. Dans cette triste comptabilité, on relève que 70 000 d'entre eux avaient moins d'un an et que 20 000 autres étaient âgés d'un à quatre ans.

Le taux de mortalité infantile a été réduit de moitié entre 1960 et 1984, passant de 170 pour mille à 82 pour mille. Il reste élevé et, pour les autorités, « inacceptable eu égard au niveau de développement atteint par le pays ». Un programme national a été adopté le 30 mai 1984. Il est entré en vigueur au mois de juin dernier avec la collaboration et le soutien technique de l'UNICEF (1) dont le directeur général, M. James Grant, s'est plu à remarquer, lors d'un récent séjour officiel à Alger que « l'Algérie se situe dans le peloton de tête des pays ayant mobilisé autant de moyens pour assurer à l'enfant un épanouissement sain et harmonieux ».

L'objectif de ce programme est ambitieux. Il prévoit de réduire à nouveau la mortalité infantile de moitié, mais en cinq ans cette fois. Le taux officiel ne devra pas excéder 50 pour mille en 1990. Pour parvenir à ce résultat, la stratégie du gouvernement s'appuie sur huit points forts : la lutte contre les maladies diarrhéiques, la vaccination, la nutrition, l'espacement des naissances, la surveillance des grossesses, la

lutte contre la mortalité néonatale, la lutte contre les affections respiratoires aiguës et streptocoquiques, et l'hygiène du milieu.

La diarrhée tue encore 30 000 enfants par an en Algérie, alors que les techniques de réhydratation sont aujourd'hui bien connues. Une unité de production de 10 millions de sachets de sel de réhydratation réalisée en collaboration avec l'UNICEF doit entrer en service à la fin du mois de février. La presse se fait régulièrement l'écho de cette technique de lutte contre les conséquences de la diarrhée. On considère officiellement que sa généralisation permettra de réduire de 50% la mortalité due à la diarrhée.

Les femmes enceintes, dans leur majorité, ne sont pas suivies. Elles présentent souvent des grossesses à risque, mais ne le savent pas. La seule façon de les détecter est la consultation prénatale systématique. Mais les obstacles sont nombreux et ne tiennent pas tous aux traditions. Le pays est grand comme quatre fois la France et les moyens de transport parfois inexistant dans certaines régions.

La bonne santé de l'enfant ne tient pas à de simples actes médicaux. L'environnement dans lequel il évolue intervient de façon primordiale. Et la qualité du milieu dépend de choses aussi banales qu'un approvisionnement en eau potable régulier, une éducation hygiénique des eaux usées et une hygiène alimentaire et corporelle. C'est à ce niveau qu'apparaît de manière singulière l'originalité du programme gouvernemental qui met à contribution des secteurs a

priorité bien éloignés du ministère de la santé, ne serait-ce que le ministère de l'hydraulique.

Le problème de l'eau

L'éducation en eau potable des grandes villes n'est pas une question définitivement réglée. À Alger même, dans bon nombre de foyers, l'eau ne coule pas inintermittamment que quelques heures par jour. Les travaux colossaux entrepris ces dernières années devaient aboutir en 1987, mais il semble que les retards se soient accumulés. Dans certains quartiers de la capitale, le précieux liquide n'a fait qu'une timide apparition de huit jours depuis le mois de juin.

Dans l'ensemble du pays, seulement la moitié de la population est raccordée à un réseau d'eau potable. L'autre moitié est donc tributaire de 145 000 puits recensés. Selon le ministère de la santé, 110 000 de ces puits ont été chaulés ou traités selon d'autres techniques. Malgré cela, les maladies à transmission hydrique continuent de faire régulièrement des ravages. L'été dernier, par exemple, la choléra a fait plusieurs dizaines de morts. Les pénuries d'eau et la chaleur aidant, ce type d'épidémie peut frapper chaque année, certes, il est recommandé régulièrement de javelliser l'eau destinée à la consommation, mais le vibron cholérique est aussi résistant que les mauvaises habitudes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) L'UNICEF, qui intervient surtout en qualité de consultant, conçoit un programme national algérien de lutte contre la mortalité infantile sur un budget de 1,7 million de dollars sur cinq ans (1986-1990).

Maria COUROUCLI Les oliviers du lignage une Grèce de tradition vénétienne la parenté, l'économie, l'étude ethnographique d'un village de Corfou Un volume, 172 pages 95 F MAISONNEUVE ET LAROSE 15 rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Le Monde sur minitel L'ACTUALITÉ EN DIRECT Les dossiers chauds du moyen-Orient 36.15 TAPÉZ LEMONDE

SECRETARIAT

SEPT

SA

ans en

été enu

ants, ceux

notamment

n'ont

statistiques

enger. Le

se et aux

aux

possible

contrat

eur02c

Passoport pour le sport



DÈS SEPTEMBRE, LES ENFANTS VONT POUVOIR COURIR, SAUTER, PEINDRE, CHANTER, DANSER.

Depuis 20 ans on en parle. Mais rien n'a vraiment été entrepris.

Nos enfants, ceux de l'école élémentaire notamment, ne font pas assez de sport, n'ont pas suffisamment d'activités artistiques ou culturelles après la classe.

Cela va changer. Le Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports offre aux communes la possibilité de signer des contrats

pour que les enfants pratiquent les sports ou les activités d'éveil de leur choix. 4 à 10 heures d'activités leur seront ainsi proposées chaque semaine.

Le Secrétariat d'État participera aux dépenses de personnel et à l'achat de matériel.

Grâce à la coopération des communes, des clubs sportifs et des associations, le rythme de vie des 6-12 ans sera mieux équilibré.

LES CONTRATS BLEUS

SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

سكنا من الاجل

TCHAD
Une ligne de démarcation fluctuante
ETHIOPIE
ouverture d'une enquête sur un lit de frontière avec la Somalie
la mortalité infantile
Le Monde
ACTUALITE EN DIX
LEMONDE

Le Monde

سكزا من الاجل

Amériques

COLOMBIE : quinze mois après la catastrophe La complainte d'Armero

BOGOTA
de notre envoyé spécial

Armero ! Pour les Colombiens, le souvenir d'une catastrophe épouvantable : l'avalanche de boue et de pierres qui dégringola du sommet du Nevado-del-Ruiz une nuit de novembre 1985, la ville d'Armero balayée en quelques minutes, 25 000 morts, 8 000 survivants, 200 000 personnes affectées, un désastre qui a stupéfié un pays pourtant accoutumé à la violence des hommes et de la nature.

Armero : pour l'étranger, d'abord un visage de petite fille se défilant au fil des heures, la boue au ras des lèvres, agonisant devant les caméras de la télévision. Fragile, courageuse, bouleversante. Symbole de l'impuissance et de la fatalité. La Colombie lui doit, bien sûr en partie, cet élan exceptionnel d'aide internationale, et lui a déjà dédié une statue sur les rives durcies de la coulée jaunâtre. Armero : quatorze mois après la catastrophe, c'est aussi, hélas, l'amertume, la déception, les chicanes, les soupçons et le poids des sinistrés qui n'en finit pas. « Promesses après promesses, dit un sociologue de Bogota, leur désespoir grandit. »

Des centaines de familles qui vivent encore sous la tente. Plus de 300 à Guayabal, 200 à Lerida, où le gouvernement a prévu de reconstruire le « nouvel Armero ». Comme dans la chanson : encore plus beau qu'avant. D'autres qui errent à la recherche d'un abri, ce qu'on appelle à Bogota la population flottante. Une cinquantaine de familles, par exemple, à Chinchina, sur l'autre versant du Nevado-del-Ruiz.

A Chinchina, niché dans les somptueux débris de verdure des collines du Caldas - domaine du café « doux de Colombie, - on a dénombré « seulement »

2 000 morts. Mais la menace d'une nouvelle éruption est présente, comme sur le versant oriental qui descend vers la vallée encaissée du rio Magdalena. Des « rescapés » d'Armero, on en rencontre encore à Honda le bien nommé, dont le centre, le long de la rivière, ressemble à une ville bombardée. Et même à Bogota l'ode source religieuse, une vingtaine de familles).

Quatorze mois après, certains recherchent toujours avec obstination leurs proches disparus. Tous restent traumatisés. « Il est dur, confie l'un d'entre eux, d'essayer de survivre quand au contraire on a envie de mourir comme sont morts les nôtres qui sont restés là-bas... »

Là-bas !... Des arbres, des pans de murs, un clocher de guingols, un cimetièrre préservé permettent de situer le lieu-dit Armero. Personne ici n'y croyait malgré les mises en garde. Malgré une légende qui court de vallée en vallée, par-dessus les torrents clairs du Caldas, et dans la vallée tropicale, oppressante et chaude comme l'enfer du Magdalena. Les Caldas - comme le Tolima voisin - a beaucoup souffert de la « violence » de cette guerre civile cruelle et sanglante entre libéraux et conservateurs dans les années 50.

Un thème de controverse

Et Armero, murmurant les vieilles en noir de la vallée, « était maudite ». Pendant la « violence », les libéraux de la ville - si l'on en croit la rumeur - avaient tué le curé conservateur, lui avaient coupé la tête, et même « joué au football avec ». Pendant cette sinistre période, horreurs et massacres ont été largement partagés. Nul aujourd'hui en Colombie ne peut vraiment se sentir innocent. La suite de l'histoire est biblique. Les Marie-Madeleine d'Armero,



scandalisées, imposeront et organiseront une sépulture chrétienne pour la dépouille mortelle du curé, qui avait déjà été jetée dans le rio Guatá. Son successeur lança solennellement en chaire l'anathème contre la petite ville terrorisée. Le 13 novembre 1985, l'avalanche a épargné le quartier haut d'Armero, domaine des prostituées, qui ont toutes survécu. En compagnie, il est vrai, d'un certain nombre de maris infidèles et de vide-goussetts.

« Ce qui n'implique pas, affirme le gouvernement, a pourtant pris l'affaire très au sérieux, nommé

des responsables, mis en place des organismes d'aide coiffés par Resurgir, dépendant de la présidence et chargé de coordonner tous les plans d'assistance, de distribuer des aides nationales et internationales, en liaison avec les différents ministères concernés. Mais la catastrophe a été si brutale et d'une telle ampleur que la réponse a été anarchique, désordonnée. « Même dans un pays riche, dit un ancien ministre, un tel désastre aurait suscité bien des problèmes. » Sans doute. Mais l'argument ne calme pas le mécontentement, les aigreurs.

Venant tout de suite après l'assaut de l'armée contre le palais de justice de Bogota occupé par le commando du M 19 (bilan : une centaine de morts), Armero a pris le gouvernement à contre-pied. Sur le terrain, les jeunes volontaires - de la défense civile et de la Croix-Rouge - se sont dévoués avec ferveur, mais parfois maladroitement. Les organisations non gouvernementales (ONG), disposant de fonds étrangers, n'avaient aucune expérience de contact avec le secteur populaire.

« Leur présence, affirme un dirigeant du CINEP (1), a déclenché une autre « avalanche », institutionnelle celle-là, provoquant dispersion et division parmi les sinistrés. » Resurgir n'échappe pas, bien entendu, aux critiques acerbes. « Plus d'un an après sa création par décret gouvernemental, dit un sociologue, Resurgir reste un éléphant blanc, un intermédiaire qui change sans cesse de critères et de direction. » L'organisme officiel est également accusé de « corruption ». Ce que réfute avec énergie son actuel directeur, M. Bonilla, très fier de montrer la maquette de la « nouvelle Lerida », « primée, dit-il, à la Biennale d'architecture de Quito, en décembre 1986 », et qui admet avoir reçu « 15 millions de dollars d'aide ».

La « nouvelle Lerida », la vraie, se construit lentement, très lentement, à quelques kilomètres seulement d'Armero.

Dans une zone « à risques » ? C'est ce qu'affirment certains experts et que conteste le gouvernement. Un débat confus a eu lieu au Congrès sur ce thème délicat dans un pays où tout est « politisé ». « Pourquoi accuser-nous si violemment ? », demandent parfois les Colombiens, sans trouver de réponse. Pourquoi sont-ils aussi surpris ?

Gabriel Garcia Marquez a répondu sur ce point avec son Macondo de Cent ans de solitude. Et Armero, mort et enterré, mais qui a suscité mille vies et mille aventures. Dès le lendemain du désastre, toute une foule, venue de toute la Colombie, est accourue. Des sans-travail qui se sont inscrits comme sinistrés ; des guérilleros qui ont occupé des campements de réfugiés, prélevés des dîmes et même touchés des subside des autorités locales, barmées ou inquisitrices.

A Bogota, des sinistrés, vrais ou faux, ont tenté sans succès d'occuper des terrains. La police est intervenue. Et, dans les bus de la capitale, des jeunes gens font la manche en chantant la Complainte d'Armero. Resurgir a déjà distribué 80 000 carnets de sinistrés.

« Il n'y a pas plus de 8 000 vrais sinistrés », affirme le Père Garcia Herrero, intégriste, et célèbre pour sa « Minute de Dieu » à la télévision. Il a déjà construit, avec les dons recueillis par son organisation, tout un ensemble de maisons neuves près d'Armero la maudite. Etomante, vivante et superbe Colombie où le débrouillardisme et le courage individuel tempèrent parfois les carences de l'Etat et les injustices du sort.

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) Centre de recherche et d'éducation populaire à Bogota.



Célibataires changez vos rencontres

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des personnes dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

ION INTERNATIONAL
Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENEVE

DON GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau"

N. Mme Mlle.....

Prénoms.....

Age.....

Adresse.....

ION FRANCE (M 22) 94 rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. (1) 46.25.21.45

ION MIDLAND (M 22) 18, rue de Valenciennes, 59000 LILLE - Tél. (3) 20.11.43.30

ION BELGIQUE (M 22) 1, rue de la Courtoisie, 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30

ION SUISSE (M 22) 12, rue de la Cornetarie, CP 283-1211 GENEVE - Tél. (022) 28.01.7776

NICARAGUA Les rencontres entre M. Bariani et le gouvernement sandiniste ont été annulées

Managua. - Les relations franco-nicaraguayennes ont subi une brutale détérioration mardi 17 février, le vice-président du Nicaragua, M. Sergio Ramirez, refusant de recevoir le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, M. Didier Bariani. Avant son arrivée à Managua dans la matinée de mardi, cinqième étape de sa tournée en Amérique centrale, M. Bariani avait déclaré au Costa-Rica que la France était « déçue » par l'évolution de la situation interne au Nicaragua, notamment par la « restriction des libertés ».

« La réunion [prévue avec les dirigeants sandinistes] a été annulée avant même que ce monsieur arrive à Managua », a déclaré M. Ramirez, faisant allusion aux propos tenus par le secrétaire d'Etat français, M. Bariani, à propos de la coopération avec les normes les plus élémentaires du protocole en refusant de se rendre au ministère pour rencontrer le vice-ministre, M. Javier Chamorro, prétendant que c'était à ce dernier de venir le rencontrer à l'ambassade de France à Managua. De plus, M. Bariani s'était « offensé de ne rencontrer que M. Ramirez et non le président Ortega », ajoutait-on de même source.

« Je regrette beaucoup les déclarations et l'attitude de ce monsieur, a pour sa part indiqué M. Ramirez au cours d'une conférence de presse. Les conditions ne sont pas réunies aujourd'hui pour que nous nous rencontrions, et c'est vraiment dommage, compte tenu des bonnes relations que nous entretenons avec le gouvernement français et le président François Mitterrand. » M. Bariani, qui devait quitter Managua mercredi, a annulé la conférence de presse qu'il devait tenir mardi soir. Le secrétaire d'Etat français devait se rendre ensuite à Panama, dernière étape de sa tournée en Amérique centrale. - (AFP, Reuters.)

[Ces frictions ont lieu au moment où le gouvernement français a annoncé un déclin de « réajuster l'aide dans cette région », le niveau de la coopération avec Managua devant être réduit de moitié cette année, par rapport à son niveau précédent, qui était de 2 millions de dollars.]

HAÏTI D'importants progrès ont été accomplis dans l'enquête sur la fortune des Duvalier

Où est passée la fortune des Duvalier ? Depuis des mois, les avocats de la République d'Haïti, M. Jacques Salles et Yann Colin, s'efforcent de démontrer les mécanismes de détournement de fonds utilisés pendant une trentaine d'années par Papa Doc, puis par son fils, Jean-Claude, et de retracer le cheminement de ces fonds, évalués par eux à quelque 120 millions de dollars, hors d'Haïti jusqu'à des comptes bancaires aux Etats-Unis, en Suisse ou ailleurs.

Malgré les nombreuses difficultés auxquelles ils se sont heurtés, les deux avocats détiennent aujourd'hui les documents qui prouvent, ainsi qu'ils l'expliquent dans un reportage inédit qui sera diffusé jeudi 19 février sur TF 1 dans « L'investigation » (1), que sur les 120 millions de dollars en question, 85 ont été exportés par des procédés divers à New-York et en Europe. L'enquête a permis d'établir, indiquent-ils, que Michèle Beausset, l'épouse de Jean-Claude Duvalier, a elle-même transféré sur un seul compte bancaire new-yorkais 15 millions de dollars illégalement acquis, ce qui représente quatorze fois le budget de l'hôpital général de Fort-au-France.

Le chiffre de 120 millions de dollars avancé pour estimer la fortune de l'ancien dictateur est considéré par certains comme un minimum. Ainsi, M. Marc Bazin, qui fut pendant six mois ministre des finances de Jean-Claude Duvalier avant de rompre avec la dictature, évalué, pour sa part, à 600 millions de dollars la magot accumulé en trente ans par les Duvalier. Ceux-ci, non seulement avaient pris l'habitude de puiser dans certains comptes publics, mais comptes d'urgence, mais encore ils forageaient des sociétés publiques à détourner systématiquement un certain pourcentage de leurs contrats vers des sociétés fictives contrôlées par la dynastie régnante et son cercle de parents et d'amis proches.

Les résultats de cette enquête devraient peser lourd dans le procès contre M. Jean-Claude Duvalier, qui doit s'ouvrir le 5 mars à Grosse Pointe, l'ancien dictateur a demandé en référé, devant le tribunal de grande instance de Paris, la mainlevée des saisies-arrêts dont sont l'objet depuis le 3 juin dernier, à la demande de la République d'Haïti, ses comptes dans neuf établissements bancaires.

M. L.

(1) Un reportage réalisé par Pierre Thivolle et Gilbert Mercier.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil Soixante-neuf morts dans un accident ferroviaire

Deux trains de voyageurs sont entrés en collision, mardi 17 février, à proximité de la gare d'Itaquara, dans le banlieue est de Sao-Paulo. Selon les derniers bilans, au moins soixante-neuf personnes auraient péri et plus de trois cents autres seraient blessées. Mardi soir, des dizaines de personnes restaient encore prisonnières des enchevêtrements de tôles, alors que les secours étaient rendus particulièrement difficiles par les pluies diluviennes qui s'abattaient sur la région.

Les circonstances de cette catastrophe ferroviaire n'ont pu encore être établies, mais, selon la compa-

Libye Exécution de six intégristes

London. - Deux ans après avoir montré en direct l'exécution d'opposants au régime, la télévision libyenne a retransmis, mardi 17 février, des images de l'exécution

Iran Expulsion de deux diplomates ouest-allemands

S'estimant offensés par une émission satirique diffusée sur le premier chaîne de télévision d'ouest-allemande, le « Rüdiger Tagesschau », qui est un peu à la RFA ce que l'émission « Cooricooboy » est à la France (le Monde du 18 février), le gouvernement iranien a décidé, mardi 17 février, d'expulser dans les trois jours deux diplomates de haut rang de l'ambassade de RFA à Téhéran : son chargé d'affaires et le conseiller culturel.

Le gouvernement ouest-allemand n'a pu que regretter l'incident. (Corresp.)

par pendaison de six intégristes condamnés à mort. Trois autres personnes - des militaires accusés de trahison - avaient été auparavant exécutés par balles. Selon l'acte d'accusation, qui a été lu à la télévision, les six pendus étaient des intégristes qui avaient assassiné des Libyens et menacé des installations soviétiques. Les trois militaires avaient également appartenu à un groupe intégriste appelé Djihad. Des témoins oculaires contactés par téléphone à Tripoli ont indiqué que les noms des six pendus correspondaient à ceux des membres d'un groupe intégriste, qui avaient été condamnés à mort il y a quatre mois lors d'un procès à Benghazi, deuxième ville de la Libye. En 1984, les membres d'un commando, accusés d'avoir attaqué à Tripoli la caserne Ba-al-Azize où résidait le colonel Kadafi, avaient été exécutés. (AFP.)

BMW série 5



Parmi ces trois voitures neuves, laquelle a 100 000 kilomètres ?

Après une bonne centaine de milliers de kilomètres, après 3 ou 4 hivers rudes, après un bon millier de journées de travail, plusieurs semaines de vacances en famille à la mer ou à la montagne et quelque 30.000 heures d'exposition à la pluie, au soleil et au vent, qu'y a-t-il sur une BMW série 5 qui puisse porter la marque de l'usure et du temps ? Le 6 cylindres en

ligne BMW à refroidissement par eau et arbre à cames en tête à 7 paliers ? Sa conception et sa fabrication sont telles que 100.000 kilomètres supplémentaires n'y changeraient pas grand-chose.

BMW SÉRIE 5	520i	524td	528i
Moteur	6 cyl./2 l inj.	6 cyl./2,4 l Diesel	6 cyl./2,8 l inj.
Puissance (ch)/couple	129/174 Nm	115/210 Nm	184/240 Nm
Consommation 90/120/ville	8,4/8,3/11,8 l	5,2/7/9 l	7/9/14,7 l
Vitesse maximum	190 km/h	180 km/h	215 km/h
Accélération de 0 à 100	11,4 s	12,9 s	8,4 s
En série	ABS	ABS	ABS

Soulevez les capots. Les moteurs sont en pleine forme. Démarrez-les, accélérez, tendez l'oreille : les dispositifs d'injection électronique L-Jetronic avec commande par débit d'air font tous leur travail avec une précision extrême. A tout instant, une régularité et une souplesse rares. De quoi tenir longtemps. Très longtemps.

Poursuivez méthodiquement. Dessus, dessous, à l'intérieur des voitures, inspectez dans les moindres détails tout ce que le macadam, les gravillons, les stationnements en ville, les week-ends à la campagne, les bagages, les goûters des enfants sont censés faire souffrir. Vous aurez du mal à trouver. L'état de santé des peintures, la résistance des matériaux choisis pour l'habitacle, la finition des sièges et des équipements de bord, le parfait capitonnage intérieur des portes, le petit bruit d'ouverture de la boîte à gants, bref, tout ce que vos yeux vont voir et vos oreilles entendre va vite vous convaincre qu'une voiture de

la série 5 BMW est faite pour résister et durer. Avec une carrosserie dont tous les éléments ont été ajustés à 3 centièmes de millimètre. Un train de roulement dont la géométrie a été vérifiée au dixième de millimètre près.

Et lorsque vous saurez que chacune des BMW de la série 5 fait l'objet d'une conception très poussée par ordinateur, qu'à chaque stade de la fabrication, des milliers de pièces sont prélevées au hasard sur la chaîne de montage pour le contrôle en temps réel de la qualité et que le moindre dépassement des seuils de tolérance conduit tout droit au rebut, vous avouerez que la question posée a vraiment de quoi tourner à l'énigme, et que la réponse nécessite un œil rompu à l'exercice.

Alors, en guise d'entraînement, chaque fois que vous verrez une BMW de la série 5, tentez de découvrir combien de kilomètres elle a parcourus et vérifiez la réponse d'un coup d'œil au compteur. Vous irez de surprise en surprise.

MOTUL partenaire de BMW.



LE PLAISIR DE CONDUIRE.

BOUCHER SAUVEUR PAIN.

هكذا من الاجل

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Une clef introuvable pour tous les pouvoirs

La question calédonienne s'apparente de plus en plus à une histoire de force. Un défi au bon sens que personne ne paraît capable de relever.

L'erreur des hommes politiques qui prétendent le résoudre à coups de loi tient sans doute à leur obstination à faire entrer les réalités locales dans les moules de leurs convictions partisans.

Le constat, quel est-il ? La Nouvelle-Calédonie est un archipel francophone dans un océan anglo-saxon.

La Nouvelle-Calédonie est une terre sous-peuplée. Elle n'a que sept habitants au kilomètre carré et pourrait nourrir une population trois ou quatre fois supérieure.

La Nouvelle-Calédonie est une terre progressivement colonisée, depuis la prise de possession du 24 septembre 1853.

Européens et seulement 18 % des Mélanésiens. Nouméa est blanche, européenne et océanique ; le bruisse est noir et canaque (1).

Le monde rural n'est pas mieux partagé : les colons ont reçu en partage des terres et les tribus canaques, cantonnées à l'origine dans des réserves administratives, contiennent de subir cet « héritage » historique, alourdi par des conceptions de vie et des systèmes de pensée diamétralement opposés.

Inévitablement, ces situations déséquilibrées et inégales se traduisent, en termes de pouvoirs politiques et économiques, par la prédominance de la société nouvelle-mélanésienne sur la société rurale, canaque à 90 %.

Les petits pas de M. Lemoine

En dépit de la situation insurrectionnelle créée à partir de la fin novembre 1984, c'est le secrétaire d'Etat socialiste chargé du dossier de 1983 à 1985, M. Georges Lemoine, qui s'est le plus avancé vers la clé miraculeuse.

En tant que « garant loyaliste », le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPCR, avait avoué, par sa participation à ces travaux, ces importantes concessions faites par la communauté canaque à la communauté calédoine.

ne saurait être contestée, et non aux seuls Canaques.

L'Etat français s'engageait, quant à lui, à « préparer la démarche vers l'autodétermination ». Il s'agissait d'un plan évolutif, en trois étapes : mise en œuvre d'un statut d'autonomie interne permettant un partage plus équitable des pouvoirs dans le territoire, puis d'une phase de transition au cours de laquelle toutes les parties concernées auraient déterminé ensemble les conditions d'organisation du futur référendum, reporté au-delà de l'élection présidentielle de 1988.

Le système visait à compenser les déséquilibres naturels et historiques par l'octroi aux trois régions de bruisse des moyens juridiques, techniques et financiers de contrebalancer le poids conservateur de

que, M. Jean Montpezat, et l'administration territoriale s'emploient depuis onze mois à priver les indépendantistes des principaux instruments et moyens mis à leur disposition par M. Pisan.

Cette « normalisation » prend même des formes entravées, ressenties comme de nouvelles brimades par les élus canaques des régions de bruisse. Dans un document annexé à la lettre qu'ils ont adressé lundi 16 février à M. Jacques Chirac, les trois présidents de région indépendantistes, MM. Tjibou, Jorédit et Yeiwéné, citent de nombreux exemples. Le délégué du

d'une défaite politique et psychologique des indépendantistes à l'issue du référendum d'autodétermination dont l'organisation est maintenue avant la fin de cette année mais dont les termes seront différents de ceux retenus par la gauche.

Pour superviser cette reprise en main, le ministre des DOM-TOM vient d'adopter à M. Montpezat un ancien chef de la division financière et des affaires générales du service central de contre-espionnage (SDECE, devenu DGSE), M. Michel Kuhnmann, qui fut aussi l'administrateur supérieur de Wallis-et-Futuna.

M. Pisan avait privilégié les options indépendantistes ; M. Pons épouse totalement les thèses de M. Lafleur et de ses ultras. Le résultat ne s'est pas fait attendre : le dialogue est rompu entre le ministre et les principaux élus de la communauté canaque, les indépendantistes modérés se rapprochent du FLNKS qui se renforce et envisage de boycotter le référendum.

Un retour à la case départ

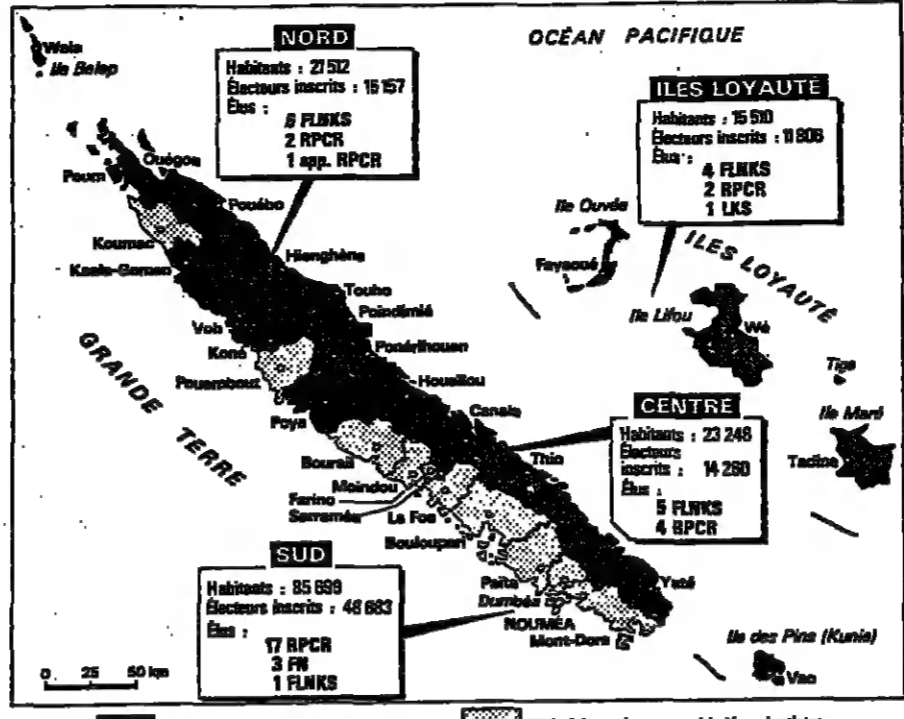
En répliquant que tout cela n'a pas d'importance parce que le FLNKS n'existe pratiquement plus, le ministre des DOM-TOM prend ses désirs pour des réalités.

Le pari de M. Pisan était au fond, que la large majorité des élus calédoniens finiraient par convaincre les uns et les autres de collaborer dans la paix. Le poste de M. Pons est que ce projet importe peu pourvu que l'Etat manifeste assez d'autorité pour imposer la politique voulue par la majorité de la population. Chères utopies...

S'il reste encore une chance de préserver un avenir pacifique à cette terre lointaine, c'est certes d'un médiateur fort que la Nouvelle-Calédonie a besoin. Mais d'un médiateur neutre. Tant il est vrai que sur les trois quarts de son territoire la communauté mélanésienne n'a jamais été présente.

Pour des raisons électorales les choix faits depuis le 16 mars ont malheureusement tendance à aller à l'encontre de l'objectif que M. Chirac s'était assigné lui-même quand il écrivait, le 29 août 1986, à Nouméa, la fin de « temps canaque » et l'absence de présenter à la population un « message d'espoir, de tolérance et de solidarité ». Déprimant retour à la case départ.

ALAIN ROLLAT.



Cette carte illustre la répartition des votes, dans chacune des quatre régions de Nouvelle-Calédonie, à l'issue du scrutin territorial du 29 septembre 1985.

d'explorer complètement les possibilités institutionnelles de l'autonomie territoriale de gouvernement, et, pour les autres, de préciser le contenu d'une éventuelle indépendance en douceur.

Les événements et surtout l'activisme d'Elie Machoro, « chef de file » des FLNKS, ont permis, par les démarches du GIGN en janvier 1985, en ont décidé autrement. Occasion perdue.

Successeur de M. Lemoine, M. Edgard Pisan, lui, a tenté en 1985-1986 de forcer le destin. Il s'est montré dirigé, autoritaire, disait même les calédois. Prenant ouvertement le parti idéologique des Canaques, parce qu'ils sont les plus démunis, il a mis en place, à partir des élections territoriales du 29 septembre 1985, un découpage régional rééquilibrant le partage du

gouvernement a annulé les délibérations des conseils régionaux du Centre et des Iles Loyauté, qui avaient fixé leurs budgets primitifs pour 1987 ; ces deux régions sont donc condamnées à ne rien entreprendre cette année, les crédits demandés pour la réalisation de petites routes, l'aménagement de l'aérodrome de l'île des Pins, la réfection d'un wharf à l'île de Belep. Là, c'est la Caisse centrale de coopération économique qui refuse d'autoriser des emprunts pour la réalisation d'une adduction d'eau potable, l'entretien de pistes, la construction de postes sanitaires en brousse. Là encore aucune suite n'est donnée aux dossiers de demandes d'embauche de seize jeunes déposés par la région du Centre, ni au projet de conseil des Iles Loyauté pour l'acquisition d'un bateau destiné à faire la navette dans cet archipel. Verrouillage économique !

La marche arrière de M. Pons

Ce pari ne manquait ni d'ingéniosité, ni de générosité, mais il a aussitôt été contrarié par les visions trop anxiogènes de M. Pisan et, de toute façon, sa réussite supposait l'existence d'un relatif consensus au sein de la population calédonienne. Chimère balayée le 16 mars 1986 par le renversement de majorité nationale.

Aujourd'hui, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, prend exactement le contre-pied de M. Pisan. La loi du 17 juillet 1986 a conservé formellement les grands axes du statut de novembre 1985 ainsi que le découpage régional inscrit par les socialistes. Mais ce cadre a été progressivement vidé de toute substance. Ce n'est plus qu'une coquille vide. Sous la pression du RPCR, et conformément à la stratégie de M. Pons qui veut marginaliser le FLNKS, le haut-commissaire de la Républi-

quant à l'Algérie, le gouvernement a entrepris un quadrillage militaire du territoire pour placer les tribus canaques sous le contrôle permanent de régiments de parachutistes ou de troupes de marine. Les soldats métropolitains redécouvrent les charmes de la « nomadisation » inventée naguère pour « pacifier » l'Algérie.

A moyen terme, le ministre des DOM-TOM envisage de modifier le découpage régional de telle sorte que la région du Centre retombe sous le contrôle du RPCR. Dans l'immédiat, M. Pons s'efforce de créer les conditions

L'affaire du « Southern-Raider » Le parquet réagit à « Droit de réponse »

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION de notre correspondant

Le procureur de la République de Saint-Denis a réagi, mardi 17 février, dans un communiqué, aux propos tenus lors de l'émission de Michel Polac « Droit de réponse » consacrée pour partie à l'affaire du Southern-Raider, navire patrouilleur, coulé au large de l'île Saint-Paul, le 9 octobre dernier, après avoir essuyé des tirs du patrouilleur de la marine nationale, l'Albatros. Selon ce communiqué « le rapport d'expertise établi à la demande du magistrat instructeur excusa formellement la possibilité que les tirs aient été effectués à l'origine du naufrage du navire, en raison de leur impact au-dessus de la ligne de flottaison et de leur faible diamètre ». Ce même rapport « retient à titre d'hypothèse vraisemblable celle du suicide, sans de nature à expliquer la rapidité du sinistre ».

Concernant les propos tenus samedi par un des membres de l'équipage, John Salen, à « Droit de réponse » suivant lesquels les marins du Southern-Raider ont pris l'Alba-

trous pour un bâtiment pirate, le procureur indique que cette thèse « méconnaît de la manière la plus complète le contenu des débats de l'audience du tribunal correctionnel de Saint-Denis, qui a condamné John Chaderton et Alistair Amandale à six mois de prison et à 15 000 francs d'amende pour infraction à la loi du 18 juin 1966 sur l'exercice de la pêche maritime dans les terres australes françaises et aux codes disciplinaires et pénal de la marine marchande ».

An cours de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac avait laissé entendre que la fuite de John Chaderton et d'Alistair Amandale de la Réunion n'avait pas inquiété outre mesure les autorités françaises. Une position partagée implicitement par certains milieux policiers locaux, qui affirment que, si on l'avait voulu, réellement garder les deux marins sur l'île, le moyen le plus efficace aurait été de les mettre en prison. A cela est venu s'ajouter un élément nouveau : le gouvernement australien serait directement intervenu auprès du gouvernement français pour que l'affaire du Southern-

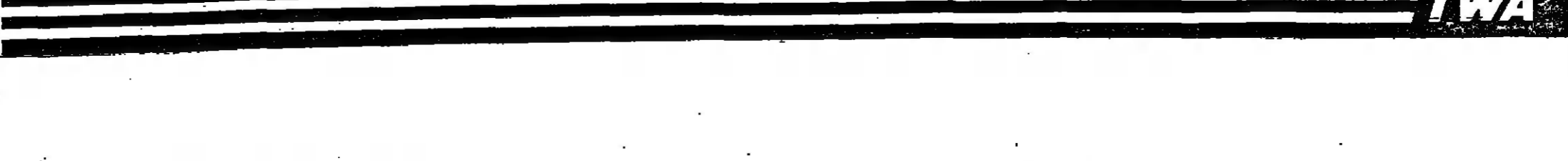
Raider ne devienne pas un motif de litige supplémentaire entre les deux pays, a-t-on appris mardi à Saint-Denis.

A la Réunion, les enquêteurs ont désormais la conviction que le Southern-Raider se livrait plus à des activités d'espionnage qu'à une opération de pêche illicite dans les eaux françaises. Ils étaient leur argumentation sur la position assez curieuse de l'Australie dans cette affaire : elle tend à laver John Chaderton de tout soupçon de trafic de drogue, alors que le capitaine du Southern-Raider serait fiché à Interpol comme un trafiquant notoire. D'ailleurs, indique-t-on à Saint-Denis, il s'avère que les services australiens spécialisés dans la lutte contre la drogue ont réussi à infiltrer l'équipage du chalutier coulé. Or tous les rapports officiels, australiens parvenus à la Réunion concernent John Chaderton le mentionnant uniquement à titre de témoin dans une affaire de drogue pour laquelle il n'a jamais été condamné.

PICARD LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ ! 4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

New York 4110 F. Les gratte-ciel sans gratter le porte-monnaie.

Vois quotidiens de Paris CDG. Sans oublier que TWA dessert près de 100 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages. TWA ouvre la voie vers les USA.



Le Monde ABONNEMENTS GRATUITS AU MONDE LEMOND

سكنا من الاجل

سكزنا من الاجل

Politique

Les communistes et l'environnement

Les dernières retombées de Tchernobyl

Périodiquement, depuis une quinzaine d'années, le Parti communiste français tente des percées sur le front écologiste. Non pas pour se donner une couleur « verte », qu'il rejette, ni pour recruter du côté des écologistes, définitivement perdus à cause de ses positions productivistes et pro-nucléaires, mais pour faire entendre sa voix sur un thème très public — la qualité de la vie — et tâcher de faire passer son unique message : les dégâts causés à l'environnement sont dus au capitalisme ; les catastrophes écologiques qui nous menacent sont le fait de « la recherche effrénée du profit immédiat », de « l'action néfaste des multinationales » et, bien sûr, de la course aux armements.

En 1981, le parti avait lancé un « sous-marin vert » qui prit le nom de Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE), afin de ne pas être absent de la mouve- « école ». Profitant de ce que 1987 a été déclarée Année européenne de l'environnement, sans doute aussi pour réagir à l'effet Tchernobyl qui pourrait infirmer la thèse « catastrophe écologique = capitalisme », le PC est reparti à l'offensive. À l'occasion d'une récente journée-débat à

l'Espace Messidor, à Paris, il a présenté une plaquette d'une trentaine de pages qui « définit les orientations du PCF en matière d'environnement ».

Dans le constat qui précède les propositions, on note cet aveu sur les pays socialistes : « Aucun système économique n'est à l'abri des risques technologiques majeurs, des pollutions et des dégradations de l'environnement ». Sont évoquées à titre d'exemples la pollution du lac Baïkal (« aujourd'hui en vote de résorption », précise le rapporteur, M^{me} Sylvie Leroux, député au Parlement européen), les pluies acides en Europe de l'Est, et bien sûr « la catastrophe de Tchernobyl ». Mais, souligne le document, « une prise de conscience est en train de se développer dans les pays socialistes ». Si les moyens mis en œuvre pour sauvegarder l'environnement sont encore insuffisants, c'est parce que les pays capitalistes imposent une « course effrénée au profit » et une « course aux armements qui freine le développement économique et social du socialisme ».

S'agissant de la France, le document note que « la production d'électricité d'origine nucléaire a permis l'essentiel de la diminution » de la pollution atmosphérique, alors même que les constructeurs automobiles et les raffineries « refusent non seulement de protéger l'environnement », en n'investissant pas pour la voiture propre, « mais privent la France des chances d'aborder dans des conditions économiques favorables la concurrence internationale ». Quant aux menaces de marées noires, elles se précisent avec la multiplication des pavillons de complaisance, y compris le pavillon « français » des Kerguelen.

Investir dans la voiture propre

Le PCF, plus résolu que jamais à lutter contre la pollution agricole commune, répercute que « le meilleur garant contre la désertification rurale et le retour à la friche, c'est la main-d'œuvre d'une activité agricole multifonctionnelle, basée sur l'exploitation familiale rurale ». Quant à la forêt, qui pourrait fournir 41 millions de mètres cubes de bois par an et ainsi « satisfaire les besoins nationaux », la voilà abandonnée ou mal entretenue, d'où les incendies de forêt. « Il faut créer des emplois deylviculteurs qualifiés et non pas se contenter d'utiliser des TUC, des prisonniers ou des élèves en vacances », souligne le document, qui chiffre les besoins à 56 000 ouvriers qualifiés et 5 600 ingénieurs et techniciens forestiers.

Tout en reconnaissant que l'énergie nucléaire présente des risques majeurs, au même titre que la chimie, le pétrole ou l'espace (« le fossé de l'atome à des fins civiles (électricité, propulsion navale) est une source potentielle de pollution importante de l'air et de l'eau, d'accidents dévastateurs comme celui de Tchernobyl »), le document précise qu'elle « constitue un immense gisement énergétique, susceptible, avec la mise en œuvre des réacteurs surrégénérateurs, de participer pendant plusieurs siècles à la satisfaction des besoins énergétiques de l'humanité ».

Le PCF réagit vivement à l'avertissement de M. Jospin

Le PCF a réagi vivement, et sur-le-champ, à la menace brandie, le lundi 16 février à Limoges, par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui avait affirmé : « C'est la position qu'adopteront le PCF dans l'élection présidentielle qui déterminera le reste dans l'avenir », et notamment l'attitude du PS pour les élections municipales de 1989 (la Monde du 18 février).

L'Humanité de mercredi publie un article de M^{me} Madeleine Vincent, membre du bureau politique chargée des élections et des collectivités locales, intitulé « Le dictat de Jospin », qui montre que la perspective ouverte par M. Jospin inquiète la direction du PCF. M^{me} Vincent écrit notamment :

« Cette déclaration est ahurissante. En effet, quel rapport y a-t-il entre l'élection présidentielle de 1988, les élections cantonales qui auront lieu deux mois avant, ou encore les élections municipales de 1989 ? Ni l'enjeu de chacune de ces consultations, ni les questions politiques qu'elles posent, ni même le mode de scrutin ne sont identiques. »

« Aucun rapport, donc, si ce n'est la volonté de Lionel Jospin d'imposer un diktat au Parti communiste qu'on peut résumer ainsi : « Ou bien vous prenez l'engagement de donner vos voix au candidat socialiste à l'élection présidentielle, ou bien nous rompons l'union qui existe dans les conseils municipaux, généraux et régionaux. »

« Bien sûr, à l'égard de son but avoué — faire capotuler notre parti — ce chantage est d'une totale inefficacité. Il n'est en rien de nature à nous faire dévier d'un millimètre. Mais il en dit long sur les intentions du Parti socialiste lui-même. »

Il en dit long sur les orientations que son candidat s'approprie à défendre dans l'élection présidentielle. Car si ces orientations étaient positives, favorables aux intérêts des travailleurs et du pays, pourquoi craindrait-on le vote des communistes ?

« Et il en dit long sur les alliances que le Parti socialiste propose, du haut en bas de l'Etat. Car s'il prend la décision de recourir par avance tout accord avec les communistes pour gérer les communes, les conseils généraux et régionaux — que ceux-ci soient dirigés par un élu socialiste ou communiste — avec qui conclura-t-il de tels accords ? Avec qui, sinon, comme il l'a fait à partir de 1947 et pendant des décennies, avec la droite ? »

« Le PSU aime « l'arc-en-ciel ». — M. Jean-Claude Le Scoerret, secrétaire national du Parti socialiste unifié (PSU) a déclaré, mardi 17 février, qu'« un espace politique nouveau est en train de s'ouvrir » : l'émergence d'un « mouvement pour une alternative socialiste, autogestionnaire et écologiste est maintenant crédible, selon lui, en raison de la crise du Parti communiste et de l'obsession gestionnaire du Parti socialiste, mais aussi des mouvements sociaux ». M. Le Scoerret estime que l'appel « un arc-en-ciel », lancé en faveur d'un regroupement de la gauche « alternative », et dont le PSU est partie prenante, marque « une étape importante dans le rassemblement d'une force politique pluraliste et devrait continuer de développer des contacts entre militants d'origines diverses ».

Les Français à travers les sondages de la SOFRES

Moins moroses mais toujours sceptiques

Les hommes préfèrent les brunes, mais, lorsqu'on leur demande de classer les actrices les plus séduisantes, ils placent en tête Catherine Deneuve. C'était en 1986. En 1987, la blonde sœur devra-t-elle se tenir pour épouser la tendance et maintenir son avance sur Isabelle Adjani, qui vient en deuxième position ? Vaine question, car il serait absurde de lire ainsi les sondages, en particulier ceux de la SOFRES, réalisés l'année dernière pour le compte de plusieurs organes d'information, dont le Monde. Elle nous les restitue dans sa synthèse annuelle de l'état de l'opinion, sous la forme d'un livre qui n'appartient pas qu'au passé.

Ce retour sur nous-mêmes, sur les fluctuations de nos sentiments et jugements collectifs, nos espoirs et nos craintes, peut livrer, à condition de procéder avec prudence, des clés pour le proche avenir : 1987, 1988... Les indications des grandes enquêtes de la SOFRES sont résumées dans cette perspective à la faveur de commentaires dont on saluera l'éclectisme et la compétence.

Simone Veil se penche sur le terrorisme, Michel Delebarre sur l'avenir du progrès social, Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré sur les questions proprement politiques

(cohabitation, tendances de l'opinion), Jean Boissonnat sur l'attitude face à l'argent, Annick Percheron sur les permis et interdits sociaux.

Nul, ici, ne prétend prédire l'avenir. Il s'agit de s'interroger sur les changements à vue de l'opinion, de cerner leurs limites et d'apprécier leur fragilité. Annick Percheron, par exemple, observe que la libéralisation des mœurs n'est pas générale et que, là où elle se développe, c'est dans un contexte moralisateur, sous telle ou telle forme. Jean Boissonnat remarque une évolution favorable à l'entreprise et à l'acceptation du risque financier, mais il souligne la précarité de ce message.

Au total, souligne Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré, les Français sont un peu moins moroses — s'agissant surtout de leur sort personnel — mais ils restent collectivement sceptiques. Et difficilement saisissables dans leurs inclinations politiques, qui ne paraissent pas vraiment fixées, comme le montrent les derniers retournements de la courbe de popularité des « présidentiables » de l'actuelle majorité, Jacques Chirac et Raymond Barre.

A. L.

* SOFRES. — L'état de l'opinion. Seuil, 240 p., 99 F.

POINT DE VUE

La France décalée

Est-ce insupportable de dire que ceux qui ont un emploi garanti, dans des secteurs en perte d'activité, sont privilégiés alors que dans d'autres secteurs des entreprises aussi défavorisées déposeraient leur bilan et disparaîtraient ?

Si le droit de grève constitue une conquête reconnue par la Constitution, ses modalités d'exercice ne sont définies par aucun texte de portée générale.

Si mise en œuvre, après avoir épouvé les autres formes d'expression de l'action syndicale et sous réserve du respect des libertés des salariés non grévistes, peut aboutir à la reprise de la négociation et du dialogue et permettre d'éviter les excès et les débordements constatés dans les stratégies de surenchère et d'affrontement systématiques. Ceci implique évidemment une volonté d'ouverture et une prise en considération prioritaire des facteurs humains à tous les niveaux. Pour les partenaires sociaux (syndicats et patronat) il s'agit tout simplement d'exercer leurs responsabilités, corollaire des libertés.

Il n'y a pas de fatalité du chômage, il n'y a pas de fatalité du déclin économique, aussi convient-il de changer nos mentalités en admettant d'abord que nous nous adaptons au monde. Ce n'est pas à lui de s'adapter à nous.

Le drame moderne que traverse la société française provient essentiellement d'une absence d'adéquation entre une inflation monétaire d'une crise d'identité au niveau des groupes moteurs de la vie associative, économique ou politique et l'interdépendance des mêmes partenaires lorsque l'émiré général est en cause. Or, sans vouloir paraphraser Pégu, cette diversité devrait devenir facteur d'unité si l'on tient effectivement compte des transformations du monde qui nous entourent.

L'analyse économique, fortement dépendante de l'environnement international, montre à l'évidence que ce constat a pris une dimension planétaire dont il convient de mesurer les conséquences sociales et économiques.

Mais ne songe à nier, quelle que soit sa place sur l'échiquier politique, qu'une inflation monétaire constitue la préalable à tout redressement économique. Parallèlement, la crédibilité de la France à l'étranger dépend en grande partie de la « solidité » de sa monnaie.

Dans ce contexte, les équilibres de castes, les antagonismes sectoriels et les exploitations politiciennes des débordements conjoncturels aggravent considérablement les risques de dérapage. Les récents mouvements sociaux en constituent la meilleure illustration puisqu'ils ont conduit à un affaiblissement du franc par rapport au mark.

Est-ce faux de dire que le sort des plus défavorisées ne peut être amélioré qu'à condition pour notre société d'en avoir les moyens ?

Est-ce juste et conforme à la vérité d'affirmer que l'action économique du gouvernement est exclusive de son action sociale ?

Est-ce insupportable de dire que ceux qui ont un emploi garanti, dans des secteurs en perte d'activité, sont privilégiés alors que dans d'autres secteurs des entreprises aussi défavorisées déposeraient leur bilan et disparaîtraient ?

Si le droit de grève constitue une conquête reconnue par la Constitution, ses modalités d'exercice ne sont définies par aucun texte de portée générale.

Si mise en œuvre, après avoir épouvé les autres formes d'expression de l'action syndicale et sous réserve du respect des libertés des salariés non grévistes, peut aboutir à la reprise de la négociation et du dialogue et permettre d'éviter les excès et les débordements constatés dans les stratégies de surenchère et d'affrontement systématiques. Ceci implique évidemment une volonté d'ouverture et une prise en considération prioritaire des facteurs humains à tous les niveaux. Pour les partenaires sociaux (syndicats et patronat) il s'agit tout simplement d'exercer leurs responsabilités, corollaire des libertés.

Il n'y a pas de fatalité du chômage, il n'y a pas de fatalité du déclin économique, aussi convient-il de changer nos mentalités en admettant d'abord que nous nous adaptons au monde. Ce n'est pas à lui de s'adapter à nous.

Prendre en compte les nouvelles attentes

Cette remarque vise toutes les composantes de la société française. Les étudiants et lycéens ne faisant pas de politique, ils réclament la concurrence. Et pourtant, une réforme courageuse a été écartée parce que les bénéficiaires n'étaient pas préparés à la recevoir. La responsabilité réelle de ce dérapage n'incombe pas au gouvernement actuel. Elle relève d'habitudes réputées acquises et d'une absence de prise de conscience suffisante de la nécessité d'adapter l'enseignement aux besoins réels du pays. Il en est évidemment de même pour un sec-

teur trop longtemps négligé qui est celui de la formation des apprentis.

C'est ce même décalage social qui a été à l'origine du conflit des Chemins de fer. Le SNCF a, en effet, changé d'origine rurale, le cheminot est aujourd'hui de la ville. Il n'est plus intégré à l'entreprise au plan social comme il y a quinze ou vingt ans. Il déserte, comme le salarié du secteur privé, sa vie de travail de sa vie privée. Le cheminot s'est rajouté et a évolué plus vite que sa hiérarchie, héritière de la tradition.

Le résultat : la naissance d'un mouvement spontané fondé davantage sur les conditions de travail que sur des revendications salariales, plus la tentative de manipulation de la CGT, enfin l'enlèvement du conflit et l'aggravation des difficultés de la SNCF.

Dire que les syndicats ont été débordés n'est pas faire de l'anti-syndicalisme mais constater une fois de plus les décalages de notre société, il faut des syndicats forts et puissants, des partenaires et pas seulement des protestataires.

Ces éléments d'appréciation conduisent à souligner, l'ardente du monde politique.

Il se fera attendre l'élection présidentielle de 1987 pour que l'ensemble de la classe politique admette le choix des Français de 1982. La cohabitation née également du suffrage universel et qui traduit à un moment donné, quelles que soient les difficultés de mise en œuvre qu'elle comporte, une volonté exprimée par le peuple français révisé, en outre, par les réticences que se prouvent, aussi, les difficultés d'adaptation de la classe politique.

Admettons-nous que les partis politiques sont représentatifs de toutes les couches sociales de la population et qu'il n'y a pas de déterminisme social à l'engagement et à l'action ?

Gouverner, c'est non seulement gérer et expliquer, mais c'est aussi prévoir. Si nous n'y prenons garde collectivement et refusons de prendre en compte l'émergence des nouvelles attentes culturelles, sociales et économiques de la société française, ce sont nos libertés qui en souffriront.

Sur les marges de la majorité

Le tour de France de M. Briant

Sans tambour ni trompette, le nouveau secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans, M. Yvon Briant, poursuit un tour des départements qui le conforte dans sa conviction qu'il existe une place pour une vraie droite libérale entre la coalition RPR-UDF et le Front national.

La semaine dernière, dans le Jura, le député non inscrit du Val-d'Aoise a eu, par exemple, la satisfaction d'enregistrer « le ralliement au CNI d'une soixantaine de membres du parti de M. Le Pen. Nous continuons de bénéficier aussi, ajoute-t-il, du renfort, ici ou là, d'exclus locaux du RPR ou de l'UDF. Ce qui prouve que la ligne d'indépendance que j'ai défendue devant le comité directeur de mon parti correspond à une attente. »

M. Briant, qui devait s'exprimer mercredi soir 18 février à Marseille et qui sera vendredi à Villeneuve-sur-Lot, martèle consciencieusement, multipliant les confidences de presse, les apertifs et les dires d'élus, les thèmes qui lui tiennent à cœur : « Il faut mener un véritable combat idéologique pour ne pas se laisser gagner par le socialisme rampant d'avant 1981 ou le socialisme tristement flamboyant d'avant 1986 (...). Il est illusoire et vain de prétendre rassembler en mélangeant l'adversaire. Il est beaucoup plus efficace d'être soi-même (...). Nous sommes libéraux en économie car il faut réduire dans

ce secteur les prérogatives de l'Etat. Nous sommes conservateurs dans le domaine des valeurs et des traditions ; nous mesurons l'importance des communautés naturelles que sont la famille, l'entreprise, la commune et la nation, points d'ancrage indispensables à notre société de liberté (...). Nous défendons des valeurs simples comme l'attachement à la patrie, l'honneur, le courage ou le goût de l'effort (...). En tout état de cause il ne faut pas traiter les Français de souche comme les travailleurs étrangers dont l'apport n'a été que passer et qui n'étaient pas venus dans l'intention de s'intégrer à notre culture (...).

« Essayer, à coups de concessions faites à leur doctrine de rallier certains socialistes à la majorité, c'est perdre son temps et c'est surtout compromettre l'efficacité de l'action gouvernementale (...). Trop souvent le gouvernement a cédé aux sirènes de la rue (...). Le gouvernement, obstacle après obstacle, a vu son rôle s'évanouir. Aujourd'hui, il lui faut nécessairement retrouver une certaine inspiration et c'est le CNI qui peut la lui donner. »

Dans cette quête d'une alternative « troisième voie » de droite le secrétaire général du CNI achèvera cette tournée des « popotes » à CNI avant l'ouverture de la session parlementaire de printemps.

En Franche-Comté

Une majorité RPR-UDF-FN pour le vote du budget

BESANCON
de notre correspondant

Le budget primitif de la région de Franche-Comté pour 1987 a été voté après de longs débats, par 23 voix contre 20. Trois voix de majorité, ce n'est pas à proprement parler le consensus que le président du conseil régional, M. Edgar Faure (UDF-rd), espérait réaliser sur son budget. Mais ces trois voix ont été à l'origine de multiples supputations, puisqu'il s'agit de celles des trois conseillers régionaux membres du Front national, dont on ne savait s'ils appliqueraient ou non à la lettre les directives nationales de leur parti à l'augmentation de la pression

fiscale. Après une première réunion, le 16 janvier, les conseillers régionaux avaient convenu de réexaminer en privé le projet de budget qui leur était soumis pour tenter de rassembler quelques dépenses, de manière à atténuer l'augmentation envisagée de l'impôt régional, la taxe additionnelle aux contributions locales.

Le projet initial prévoyait 17 % d'augmentation de cet impôt par rapport à 1986. Les membres du Front national et leur collègue du Rassemblement pour les libertés se sont finalement satisfaits des 5 % auxquels l'Assemblée est parvenue.

C. F.

Un maire d'extrême droite accusé d'être « progressiste »

CHAUMONT
De notre correspondant

Le microcosme d'un petit village de la Haute-Marne en est tout bouleversé : le maire, membre du Front national, se heurte à une contestation quasi permanente menée par un radical de gauche qui lui reproche des décisions — somme toute équilibrées — prises pour nombre d'années, locales, à cause de leur caractère « progressiste ».

Maire depuis 1983 de Villers-sur-Sûre, M. Henri Thomas, délégué conseiller régional de Champagne-Ardenne depuis mars dernier, se défend de mêler politique et gestion communale. Officier et ingénieur à la retraite, il a même interdit au Front national de coller des affiches en mars 1986 dans le canton d'Arpajon-Berrol où il s'était présenté sans succès.

Récemment, le projet de création d'une classe maternelle avec le village voisin de Marac, a tourné court. Tous les conseillers de Villers, autour du premier adjoint, — l'ancien maire M. Gilles Simon, — refusant le rapprochement avec Marac sous prétexte qu'il coûte trop cher. Les conseillers veulent suivre l'exemple de la population, après un référendum, mais trop tard ! Marac choisit d'ouvrir sa maternelle à Leffonds, autre commune voisine.

Là ne s'arrêtent pas les tracasseries subies par M. Thomas. Il est traduit devant le tribunal administratif de Châlons-sur-Marne, pour avoir indûment versé des indemnités de logement à une institutrice. L'auteur de l'action en justice n'est pas le préfet, comme cela se produirait fréquemment, mais toujours M. Simon, par ailleurs, gérant et membre du MRG. Lorsqu'il

était premier magistrat, il avait refusé cette même indemnité.

Le conseil municipal, dans un premier temps, maintient ce refus. Le préfet traduit le conseil devant le tribunal administratif. Dans une seconde instance, le vote du maire, prépondérant, permet l'adoption du principe de l'indemnité à l'institutrice et entraîne le retrait de l'action du préfet.

Vainé, M. Simon traduit alors M. Thomas devant le tribunal administratif pour avoir excédé des pressions sur le conseil (M. Thomas a menacé de démissionner) et pour interprétation erronée des normes d'habitabilité. L'affaire devait être jugée avant le mois de juillet. En attendant, à Villers, dans l'opposition, on parle de détournement de deniers publics. Pas moins.

Enfin, depuis quelques semaines, le maire s'entretient aussi les sarcasmes de l'opposition. Tout le monde sait, en effet, qu'il a célébré un mariage blanc avec une habitante de son pays, Paul Vitrey, ouvrier de minoterie, quarante-trois ans, et une jeune Marocaine, Rachida Oubouh, vingt-quatre ans, de Chaumont, fille d'un haut fonctionnaire de son pays. Paradoxe pour un maire du Front national, qu'explique M. Thomas : « La jeune fille voulait devenir française. Son visa était périmé. Elle me l'a fait franchir. Elle m'a paru intelligente, évoluée, en divorce complet avec sa famille et sa culture. J'ai pris mes responsabilités. »

C'est ainsi que M. Thomas, homme dit d'extrême droite, prend des mesures dites de gauche qui lui valent pétitions, lettres ouvertes et actions venant des représentants de la gauche !

PASCAL DE BROISSIA.

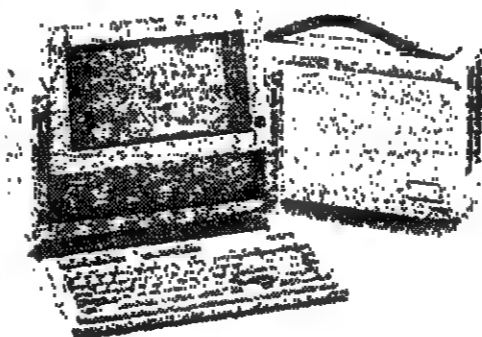
Une délégation régionale du MLL à Toulon. — M. Pierre Debout, ancien secrétaire général du Service d'action civique (SAC), a installé, le samedi 14 février à Toulon (Var), une délégation régionale du Mouvement Initiative et Liberté (MIL). M. Debout est secrétaire général de ce mouvement, créé en 1986 (le Monde daté 27-28 juillet 1986). Son président d'honneur est M. Alain de Botsieul, ancien grand chancelier de la Légion

d'honneur et gendre du général de Gaulle. Le MIL « est une association qui ne fait pas de politique » mais « est un mouvement d'action » et de réflexion », selon M. Debout, qui considère toutefois que le SAC reste « la menace essentielle ». Le secrétaire général du MIL a jugé, samedi à Toulon, qu'il faut « garder le vert des Français, car nous sommes dans une situation de guerre subversive et économique ».

هكذا من الاجل

12 Le Monde ■ Jeudi 19 février 1987

COMPAQ PORTABLE III. REGARDEZ COMME IL EST PETIT:



Le COMPAQ
pour deux
El est
de son
En plus
fonction
avec son
Disque
Le COMPAQ
Mega
Les
utilis
possibles
Disque
Le COMPAQ
20 ou 40
à 30
pour
ont
Membre
Equipe de

E III.

III:

VOUS VERREZ COMME IL EST GRAND:

Le COMPAQ PORTABLE III™ est un ordinateur deux fois remarquable:

Il est doté de toutes les capacités d'un ordinateur de bureau. Et c'est inédit pour un appareil aussi petit.

En plus, il est doté d'une poignée qui permet de l'emporter partout. Et c'est unique pour un appareil aussi performant.

Découvrons-le ensemble point par point.

12 MHz: il réfléchit à toutes vitesses.

Grâce à la technologie du microprocesseur 80286-12 MHz, le COMPAQ PORTABLE III exécute vos programmes 50% plus rapidement que les ordinateurs de type AT fonctionnant à 8 MHz. Si nécessaire, il peut aussi fonctionner à 8 MHz pour une compatibilité totale.

Disquettes: compatibilité assurée.

Le COMPAQ PORTABLE III est équipé d'une disquette 5 1/4 (capacité de 1,2 Mégaoctet en standard ou 360 K octets en option). Les disquettes sont donc directement utilisables sur vos micro-ordinateurs compatibles.

Disque dur: des performances uniques.

Le COMPAQ PORTABLE III vous offre également un disque dur haute performance de 20 ou 40 Mégaoctets avec temps d'accès inférieur à 30 millisecondes. Monté sur amortisseurs antichocs, le disque dur est parfaitement protégé.

Mémoire vive: une tête bien pleine.

Equipée de 640 K octets en standard, la mémoire vive peut être étendue jusqu'à

6,6 Mégaoctets sans utiliser de connecteur d'extension.

Le clavier d'un grand.

Le clavier 84 touches aux dimensions standard, détachable, comporte 10 touches de fonctions programmables ainsi qu'un pavé numérique-curseur standard.

Un terminal de central au bout d'une poignée.

En utilisant les cartes de communication au standard de l'industrie, connectez-vous facilement à votre site central, intégrez-vous parfaitement à votre réseau local.

Une grande résolution: être visible sous tous les angles.

Le COMPAQ PORTABLE III bénéficie d'un affichage plasma haute résolution, bifonctions, réglable et orientable qui permet de visualiser graphique et texte avec une définition de 640 x 400.

Maintenant, avec le COMPAQ PORTABLE III, vous disposez du nec plus ultra en matière de fonctionnalité et de portabilité. Et sur votre bureau il tient deux fois moins de place.

Les utilisateurs professionnels jugeront.

COMPAQ® met à votre disposition un réseau de plus de 200 Revendeurs Agréés COMPAQ qui allient compétence et professionnalisme.

Il y a forcément un Revendeur Agréé COMPAQ près de chez vous. Pour le connaître, appelez COMPAQ au 16.1.64.46.36.25 ou écrivez à COMPAQ, 5 avenue de Norvège 91940 Les Ulis.

Opilvy & Mailier

COMPAQ
PORTABLE III

صحة من الامم

هكذا من الامل

ENQUÊTE

Scandale financier considérable, les abattoirs de La Villette se sont transformés en Cité des sciences par la volonté de Valéry Giscard d'Estaing. La gestation de cette Cité fut particulièrement tumultueuse et compliquée. La Cour des comptes n'a pas manqué de stigmatiser une gestion pour le moins chaotique. Reprise en main par Maurice Levy, la lourde machine fut enfin mise à tourner, non sans à-coups. François Mitterrand inaugura, dans les gravats, à la veille des élections législatives de 1986, les premiers éléments de la Cité. Depuis, elle a ouvert la plupart des secteurs qui la composent : Explora - l'exposition permanente, - l'Inventarium - l'espace réservé aux enfants, - le Planétarium et la Médiathèque. Son symbole, la Géode, chef-d'œuvre de l'architecte Adrien Fainsilber, affiche complet depuis ses débuts en 1985. Déjà, trois millions et demi de visiteurs ont parcouru ce labyrinthe futuriste. Avant l'été, la Maison de l'Industrie verra le jour. Le budget annuel de la Cité - 700 millions de francs - suffira-t-il au fonctionnement de ce monstre ambitieux qui nécessite les soins de sept cents personnes ? Pour pallier ses insuffisances, elle s'ouvre de plus en plus au financement privé et au monde de l'industrie. Un ballon d'oxygène qui semble déjà avoir infléchi son orientation. Ce qui ne va pas sans susciter des débats houleux au sein de l'équipe.

La Cité des Sciences et de l'Industrie

Il y a deux grands artistes contemporains, disait le Douanier Rousseau à son ami Picasso, toi dans le genre égyptien, moi dans le genre moderne. En 1986, deux grands artistes ont été inaugurés par le président de la République : l'un dans le genre égyptien, le musée d'Orsay, l'autre, dans le genre moderne, la Cité des Sciences.

L'étonnante architecture d'Adrien Fainsilber est un défi pour le visiteur. Les escaliers du grand hall, sa luminosité, sa légèreté, le laissent sans voix. Passé ce moment, il se demande comment il va apprivoiser ce supermarché du futur et s'en prendre sans exploration. Les bagages qu'il emporte à l'intérieur sont légers. La Cité des Sciences est un labyrinthe impalpable, l'architecture omniprésente finit par être un obstacle à toute orientation : obstacle d'autant plus difficile à franchir que la signalétique est volontairement discrète. Les concepteurs de la Cité l'ont conçue comme un « espace de

liberté » à utiliser individuellement, au gré de son humeur.

Au pied de l'escalator qui exhibe ses entrailles, l'explorateur d'Explora est perplexé. Explora, c'est 300 000 mètres carrés d'exposition permanente sur trois niveaux - le premier, dit de la Cité - « Tout savoir des animaux et des techniques pour comprendre son époque et mieux le vivre », indiquent les dépliant publicitaires. Les plateaux sont divisés en quatre secteurs dont les frontières sont particulièrement floues. Pour commencer :

A droite, face à la Géode, on aperçoit une série d'imposantes masses colorées, le cœur du secteur I, « De la nuit à l'univers ». Ce sont les espaces de savoir l'espace comme les grandes projections : la salle de la Lune Ariane, une station orbitale, le sous-marin Nautile. Chaque élément est présenté en coupe et en grandeur nature. Les mannequins revêtus de scaphandres vaguent à leurs occupations. A leurs pieds,

incrustés dans des parois d'ardoises, des écrans vidéo proposent une série de jeux interactifs. L'écologie est à l'honneur : il s'agit de préserver le « précieux vaisseau Terre ». Un nombre limité d'appareils sont, dans un dérangement. Cela n'empêche pas deux adolescents de disputer ferme au sujet de la biomasse. Mais la complexité et surtout la nouveauté des machines fascinent surtout les curieux.

Le dialogue des astres

Devant le Planétarium tout proche, il faut faire la queue. Les visiteurs se succèdent tous les trois quarts d'heure. C'est l'un des équipements majeurs de la Cité. Après une présentation bavarde, deux cent cinquante voyageurs confortablement installés commencent un périple dans le temps et l'espace : le langage des astres décrypté par la science. Les enfants impressionnés pleurent sous un ciel étoilé comme on n'en

voit même pas par les plus belles nuits d'été. Et puis c'est le tour des planètes, depuis Mercure, « trop proche du Soleil qui n'a pas retenu son atmosphère », jusqu'à la lugubre Pluton. Un spectacle qui génère un immense bien-être.

L'équipement du Palais de la découverte est désormais à ranger au rayon des antiquités... En sortant, pause sandwich au bar du Planétarium. Le temps de disparaître une légère fatigue et de rembourser une première déception. A mots d'une visite guidée, il est particulièrement difficile de se repérer dans ce premier plateau, dont l'intérêt, en dépit de quelques morceaux de bravoure, est limité.

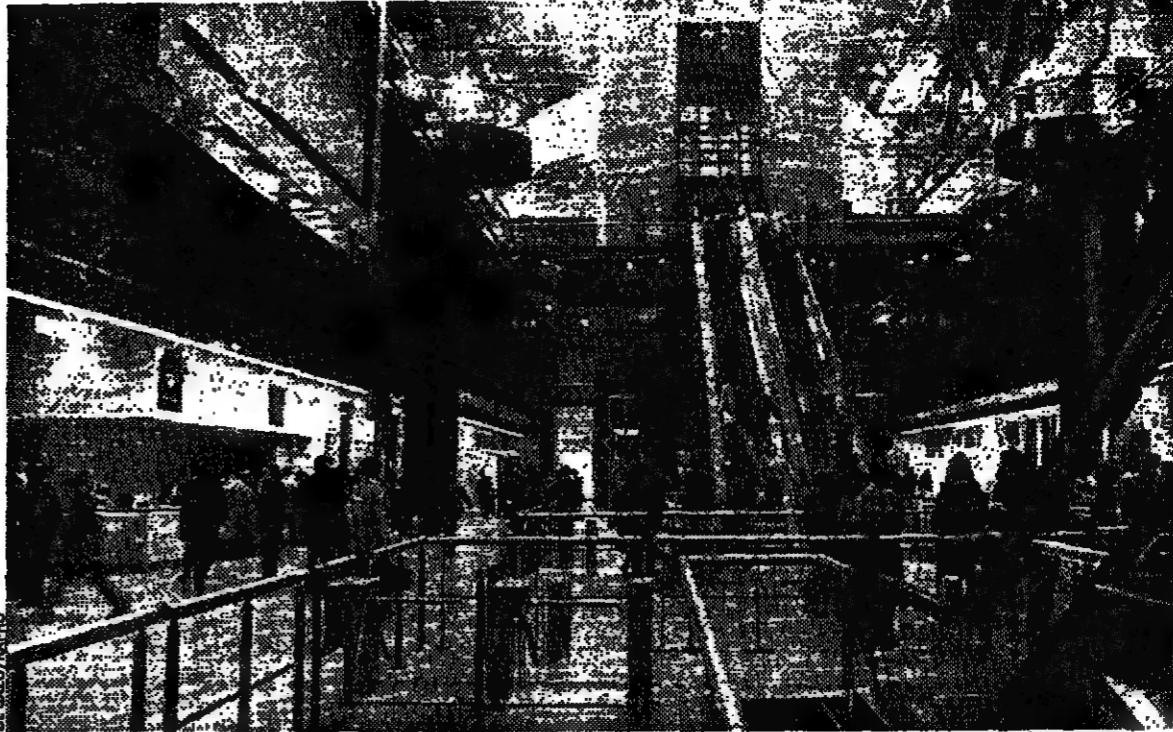
Le « pont vert » - une passerelle de verre qui fait office de serre - semble plus arbitraire. C'est un élément fort du secteur II, « L'aventure de la vie ». Son accrochage thématique est nettement plus homogène. D'autant que le visiteur se sent plus

approché du vivant. Jeux de l'hérédité et du hasard : un couple pianote sur une console pour connaître le possible visage de son rejeton. Cycles de la vie : des écrivains lugubres des jacinthes d'eau dont la croissance est assurée par les excréments de ces crustacés. Evolution des espèces, aux résultats parfois étranges. Surtout quand elle est librement interprétée par le sculpteur Alain Pécier. Là aussi les visiteurs sont nombreux, trop nombreux. On y projette des petits films comme on en voit à la télévision : la courageuse mais interminable rencontre entre un vaillant petit spermatozoïde et un patient ovule... C'est, paraît-il, une première.

Le « Tramvie » est la pièce de résistance du secteur III. Les départs s'échelonnent de demi-heure en demi-heure. Ici on peut choisir son parcours (bleu, la vie ; rouge, la mort). En réalité, on est pris en charge de A à Z, immobilisé sur un chariot filoguidé, surveillé par des caméras. Impossible

de poser le pied à terre. Une porte s'ouvre à deux battants. Les habitants du train fantôme guettent avec inquiétude l'apparition du squelette phosphorescent ou celle de l'aignée frétilleuse. Rien de tout cela. Le squelette est pourtant là, sagement couché - celui d'un homme de Neanderthal - pour nous rappeler que nous sommes tous mortels, mais que les attitudes de l'homme face à la mort ont varié au cours des âges.

Seconde salle : des hommes en blanc, fignés dans le plâtre. En fait, ce sont les maîtres du troisième âge. Après ces galeries épuisantes, la vie, les joies du paradis terrestre. Au sein d'une végétation tropicale, sur des écrans, des godaïns paradent, des scorpions s'agitent, des coquelicots s'échangent ; un échantillon des différentes pratiques amoureuses du monde vivait. Au point d'orgue, Miss Hayworth dans le rôle de Gilda. Un interminable montage. La température monte. Vis rafraîchis par un cours d'embryologie distillé en



Le labyrinthe du futur

LE MONDE diplomatique

Février 1987

ÉDITORIAL

LES PRIVILÉGIÉS DE LA CRISE

Claude Julien analyse le projet néolibéral du gouvernement français, les inégalités et les tensions sociales. Rigueur salariale pour les plus nombreux, réductions fiscales avantageuses pour les privilégiés de la crise, un modèle déjà fait aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne.

AFRIQUE

DÉRAPAGE AU TCHAD

Paul-Marie La Gorce fait le point sur l'évolution de la guerre au Tchad. La fragile entente de M. Hissène Habré face à l'ennemi libyen laisse intacts les graves problèmes internes. Dans ce contexte, jusqu'où l'Occident peut-il s'engager ?

Également au sommaire

FRANCE : analyse critique de la réforme du code de la nationalité et de ses conséquences éventuelles sur les immigrés. - ÉTRANGER : comment la politique étrangère américaine a été discréditée par l'intervention au Nicaragua et le scandale de l'« Irangate ». - Chine : les tensions entre les partisans des réformes économiques et les conservateurs. - Pakistan : l'opposition, par M. Bhutto, saura-t-elle tirer la leçon de ses échecs et présenter une solution de rechange crédible au régime militaire ?

ENVIRONNEMENT

MENACE SUR LES FORÊTS TROPICALES

La déforestation est un fléau « rampant » peu spectaculaire par rapport aux famines et aux séismes. Pourtant, à court terme, elle menace la survie de populations de nombreuses régions entières, voire l'équilibre climatique de la planète.

DÉFENSE

LE RÔLE DE L'ARMEMENT PRÉSTRATÉGIQUE FRANÇAIS

Comment signifier l'adversaire que l'on est prêt à franchir le seuil nucléaire ? La clé est l'armement préstratégique. L'enjeu, capital pour la sécurité de l'Europe, nourrit un profond désaccord majoritaire et opposition en France.

● Autriche : la montée des Verts et la droite néolibérale au Parlement. ● Japon : un supplément de pages consacré à l'économie, à la société et à la culture. ● Défense : le nouveau dispositif militaire américain dans le Golfe et l'Océan Indien : Washington met en place un commandement unifié qui couvre dix-neuf pays. ● Culture : le plaidoyer antinucléaire de Gabriel Garcia-Marquez, prix Nobel de littérature. Extraits du roman d'A. Skarmeta, « Une ardente patience », dont le héros est le poète Pablo Neruda.

En vente chez votre marchand de journaux

LA GÉODE

Le grand frisson

Les géodes, nous dit-on, sont des pierres creuses dont l'intérieur est rempli de cristaux. Elles sont le résultat de la plus belle d'entre elles est à Paris. Chef-d'œuvre d'Adrien Fainsilber, elle renferme une série de films et de projections qui se reflète dans les miroirs triangulaires d'acier inoxydable.

Inaugurée dès le 8 mai 1985, la Géode a été le 10 septembre 1986 son millionième visiteur. En 1987 elle aura accueilli 890 000 visiteurs. Il faut parfois attendre plus de deux heures à l'avance pour avoir une chance d'assister à l'une de ses projections. Scolaires, provinciaux, ou simplement mordus de l'Omnimax, les visiteurs donnent le grand frisson.

Confortablement assis dans un fauteuil-baquet, totalement immergé dans un spectacle d'images et de sons spectaculaire, le visiteur se dérobe soudain sous ses pieds. Il tombe au-dessus d'un précipice, plane au-dessus des océans, se désespère d'élargir son angle de vision à 180°. La magie dure un bon quart d'heure, puis elle s'ostrome.

Les films (50 minutes) jusqu'ici présentés ne dépassent pas dans l'ensemble, l'honnête documentaire familial, la somptuosité des images et la magie du procédé Omnimax mises à part. Ce dernier, élaboré par une société canadienne qui en détient le brevet, est fort coûteux. Seules une soixantaine de salles dans le monde peuvent projeter de tels films. Le premier scénario de fiction, « Les volages », est présenté à partir du 23 février. Mais on attend toujours le Spielberg de l'Omnimax.

LA MÉDIATHÈQUE

Du livre au robot

Pour avoir une vue d'ensemble de la Médiathèque, il faut la contempler de la Géode, à travers les vitres d'une salle vide. Sa taille - 12000 mètres carrés - la rend insaisissable. Effet de son aménagement - l'absence de tables de lecture, - elle semble tourner le dos au monde extérieur. Peut-être pour gagner de l'intimité. A première vue, elle est ouverte à la concentration ou à la réflexion qu'un supermarché.

L'énormité de l'espace rend désolée le mobilier dont elle est si fière et qui semble conçu pour d'invraisemblables Lilliputiens. En dépit de cette impression de désert un peu angossante, un millier de personnes par jour la fréquentent. Elle tourne donc à 50 % de ses possibilités, mais aucun effort n'a encore été fait pour la promouvoir.

Son public n'est pas le profil de Beaubourg : les étudiants sont minoritaires, et d'ailleurs, précise François Rainer, son responsable, nous n'avons pas multiplié les manuels scolaires, à dessein. Ici, on ne vient pas à la bibliothèque mais à l'espace plus ouvert que ceux qui n'empruntent jamais les services de la lecture publique : professionnels plus curieux, techniciens, bricoleurs du dimanche, ou simples curieux.

Les amoureux des gros cubes ou les fanatiques de l'hortensia en pot trouveront de quoi alimenter leurs besoins ou leurs passions. Les grands monuments scientifiques difficilement accessibles - les ouvrages de Bourbaki, par exemple - seront également au rendez-vous. Pour attirer les plus timides, l'œuvre complète de Jules Verne, la science-fiction dans tous ses états et la bande dessinée, versant scientifico-délectant,

se trouvent également sur les rayons, à portée de main. La bibliothèque compte aujourd'hui cent mille volumes, qui seront demain multipliés par trois, et cinq mille périodiques (de Pour la science à la Revue de la quinzième année). Les enfants ne sont ni interdits ni encouragés à venir. L'espace qui leur est attribué - 700 mètres carrés - communique largement avec celui des adultes.

Une première mondiale

A côté de cette bibliothèque, qui sera régulièrement actualisée, une annexe hautement spécialisée dans l'histoire des techniques (quatre-vingt mille titres), uniquement accessible aux chercheurs, ouvrira dans quelques mois. Pour eux, on a acheté des fonds de bibliothèques remontant au XVII^e siècle. Celle des jésuites, en particulier.

Mais pour justifier son nom, la Médiathèque a aussi organisé films, photos, documents sonores, le tout sur vidéo-disques. Première mondiale, ils seront consultables, simultanément, sur l'une des cent quatre-vingt consoles de l'espace public. Le cerveau de cette organisation complexe sera aussi son attraction principale. A l'abri d'un paroi vitrée, on verra fonctionner son robot serveur. Bâtir mécanique : le disque choisi parmi un stock de cinq cents gallettes empilées dans des silos gère automatiquement le descripteur. Moins de trois minutes seront nécessaires entre la demande et la consultation.

Dernière originalité, la Médiathèque sera prêteuse. Pour 200 francs par an, on pourra emprunter dix volumes à la fois, et le catalogue informatisé de la Médiathèque sera consultable sur minitel, à domicile.

ENQUÊTE

LES ENFANTS

L'aventure organisée

Deux douzaines de petits diables, rouges comme des ceriseaux, grimpent à trois allures les escaliers d'une maison d'habitation. Et précipitent des morceaux de polystyrène sur la tête de leurs copains restés en bas. Ils sont censés construire des murs avec ces matériaux. Mais c'est tellement plus drôle de les balancer sur la poignée d'enfants sages qui tentent en vain d'acquiescer une grise sous le déluge. Nous sommes à l'inventarium des petits - trois à six ans.

Ce nom pompeux désigne l'espace alloué aux plus jeunes dans la Cité des sciences. Les ateliers sont bénéficiés d'un local plus spacieux et d'un équipement plus sophistiqué. Ils le manient avec une relative sagesse. Dans un studio de télévision miniature, deux présentateurs en herbe se disputent la vedette avec une vivacité toute professionnelle. D'autres, à plat ventre, scrutent les dessous

troublants d'une fourmière dont les habitantes sont nourries à heures fixes. Mais les enfants ne sont pas contents dans ce ghetto ludique. On les voit partout, traîner en bandes sous la houlette d'adultes déserts. Gros bataillons de la Cité des sciences, les scolaires représentent 70 % du total des visiteurs. Un chiffre contesté par le service communication de La Villette qui ne nie cependant pas son importance. Ils viennent le temps d'un après-midi avec leur professeur, ou pour un séjour beaucoup plus long - deux semaines, - par l'intermédiaire de l'association Villes et Villages. Un programme centré sur un thème précis est établi : l'espace, la communication, la biologie animale ou végétale... Appareils, les enseignants auront suivi une formation de quatre jours sur le terrain. Néanmoins, à la Cité des sciences, les animateurs maison prendront le relais.

Pour l'année scolaire en cours, La Villette accueille quatre-vingt-dix classes venues essentiellement des collèges. Coût de l'opération : 190 F par jour et par enfant. Pour cette somme, ils sont nourris et logés (par le municipalité d'Auberjiville) parents payent de 20 à 50 F par forfait, mais les animateurs scolaires se débrouillent souvent pour baisser le taux de participation. Bientôt, La Villette pourra héberger dans ses propres locaux deux cent cinquante élèves (fruit à dix classes), simultanément. Pour les parents qui n'habitent pas Paris, précise M. Plet, directeur d'une école de Pontault-Combault, de Meaux, une aventure fantastique. « Pour lui ou pour ses élèves ? Celle-ci, des petites filles, hautes comme trois pommes, remplissent gravement un questionnaire en observant l'intérieur, grandeur nature, d'une navette spatiale. « Que fait le spé-

cialiste ? Qui dort », écrit l'une d'elles après avoir longuement examiné un mannequin figé dans la position du sommeil, mais le bras en bas, ce qui la trouble un peu... L'animateur Patrick Boudry n'a pas échappé à un tel moment de questions. « Le secteur de la fonctionne bien », constate M. Plet, mais la présence d'un animateur est indispensable, même si la Cité est en elle-même un très bon instrument pédagogique. « Ce qui a le plus marqué ces enfants », le trémie : « On choisit le sort ou le vie. On voit des statues et des vaches avec des têtes d'enfants. » La Géode : « C'est pas du cinéma. On a l'impression de voler. Moi j'avais pas peur, mais tous les autres... » Le Planétarium : « Un canon qui lance des étoiles... »

rinthe futur

compagnie d'une vache en plastique transparent. Plus tard, on franchit le seuil d'un modeste palais des glaces. C'est l'heure de la méditation. Le visiteur est seul face à son image. Une voix, celle de Jean Bouise, égrène la vie programmée et sans histoire d'un homme du vingt-deuxième siècle. Ce parcours est un succès. Le public accepte de patienter longuement, les jours d'affluence. Un spectacle aux nombreuses possibilités, mais qui pêche encore par un manque de dramatisation et une bonne dose de naïveté. Mais ici, « on se sent penser, confirme un cobaye heureux. On n'est pas écrasé par le poids des informations à digérer ».

Exploités au pas de charge, l'effort partiel des deux premiers plateaux demande trois heures. Avant de repasser la sortie, le visiteur consciencieux pense faire un ultime et rapide détour par le secteur IV, « Langues et communication ». Erreur, c'est l'endroit le plus attachant, le plus chaleureux d'Explora. Cette fois, on se repère facilement dans cet espace tout en longueur, sur un seul niveau. S'il est différent des autres, c'est paradoxalement parce qu'il tourne le dos à l'architecture. Un système de faux plafonds et de cloisons, l'épaisse moquette qui couvre le sol, sa couleur, son éclairage artificiel, tout concourt à le distinguer de ses voisins. Les visiteurs sont invités à son succès : presque tous mettent en scène le visiteur et son image. Ils font ainsi vibrer sa corde narcissique. Les manipulations, dans l'ensemble réussies, éprouvent son propre comportement et ses facultés sensorielles.

Clon du secteur, « Dédale » met à nu le fonctionnement de l'intelligence artificielle. Sur un damier de marbre vert, un chariot flogné se déplace, évitant les pièges d'un labyrinthe composé par les visiteurs. Plusieurs scénarios sont possibles, tous dramatisent le combat de l'ordinateur, doué de parole et du cerveau humain. Plus loin, une série de fausses perspectives et de chambres déformantes ramènent en

question notre perception de l'espace. Un prototype de l'atmosphère de nos jours, les possibilités pédagogiques des images synthèses. Gros succès également pour le jeu de « directeur de la photo » : on règle soi-même les éclairages d'une maquette de studio. Un ordinateur diagnostique les dégâts.

A travers une régie vidéo semi-directe, on peut régler les rythmes d'une séquence : une initiation à la sémantique de l'image. Un spectacle scientifique-fantastique d'un quart d'heure clôt le parcours. Le visiteur, harassé, les yeux papillotants peut regagner la sortie. Et encore a-t-il échappé au secteur III, « La matière et le travail de l'homme » que l'on achève fiévreusement de monter. Il sera totalement ouvert avant la fin du mois d'avril. Temps fort de cet espace, le « Jardin robotique ».

« Les gens sont fascinés par les robots », explique le responsable, Pierre-Henri Magnin. Ils juxtaposent inconsciemment leurs souvenirs de science-fiction et leur foi dans la machine qui leur facilite la vie, mais dont ils craignent qu'elle ne leur vole leur travail. « Nous présentons donc ici, ce double aspect, technique et fantastique du robot. » Ceux de la bande dessinée et les robots sensoriels de la deuxième génération, en état de

« Nous vivons une année décisive »

Ar rayon « Routes et stratégies », on peut manipuler le « transitoir », un autre automate qui commande une douzaine de continents. Autant de jeux consoltables sur les deux consoles placées de part et d'autre de la carte d'un port imaginaire. Le visiteur peut ainsi prendre la place d'un capitaine sur les cours ou d'un assureur maritime.

Plus loin il pilotera une cabine d'Air bus A-320. Pour le reste, il est censé apprendre. Jusqu'à l'indigestion : les routes du monde et les grands flux économiques, la naissance du monde industriel, les différentes théories, de Marx à Keynes, la bureaucratie, les nouveaux matériaux et leurs applications, de la voiture Espace à l'Avion Rafale (merci Renault, merci Dassault). L'énergie ferme le ban et le soir, le thermique, le nucléaire sont passés en revue avant l'exploration des mystères de la matière. La présence d'un physicien de bon niveau doublé d'un pédagogue émérite devient soudain indispensable. Les cancre se rattrapent en regardant les Shaddocks de Jacques Tati pomper le rompu jusqu'à inventer la machine à vapeur.

« Pour visiter, « La matière et le travail de l'homme » en entier, il faut au moins huit heures », avoue son maître d'œuvre, Rainer Verbitz, qui reconnaît implicitement que ce secteur nécessitera un an de rodage au moins, pendant lequel il sera possible de rectifier le tir. « Mais en 1988, affirme-t-il, nous n'aurons plus le droit à la science. Celle où la Cité des sciences va trouver son souffle, corriger ses défauts petits et grands ». Réal Jantzen, responsable du secteur IV, renchérit : « Il faut absolument modifier le



70 % des visiteurs sont des enfants.

signalétique, privilégier un accrochage plus accessible au visiteur. Même son de cloche chez Didier Léon, directeur de la communication : « Nous travaillons à établir des menus, des schémas de visite beaucoup plus simples. Mais, paradoxalement, ce nécessaire réajustement signifie que nous avons touché notre cible : le public non averti. Le grand public qui perçoit la Cité comme un lieu original. Ni Disneyland ni Disneyland ».

Alors même que la Cité des sciences n'est toujours pas ouverte dans sa totalité, il a fallu aussi que les chercheurs, inventifs mais souvent débrouillons, se transforment en gestionnaires rigoureux. Mais c'était le pari imposé par son président Maurice Levy. Pour lier les choses et tester leur fonctionnement en grandeur nature. « De ce fait, constate Maurice Levy, nous avons accompli un énorme travail. En revanche l'administration s'est essouffée à vouloir suivre le rythme qui lui était imposé. La machine a fatigué. Les hommes aussi. On a dû lever

le pied. Cela explique les manifs que nous avons eues. » Cela explique aussi les manifs d'été qui ont eu lieu au mois de l'été. Les grognes, les départs. Et les critiques qui visent la « dérive » de la Cité par rapport à son projet initial.

Pourtant, en dépit de ses faiblesses, de ses manques et de ses imperfections, la Cité des sciences semble maintenant voguer vers le succès. De mars à décembre 1986, elle a accueilli trois millions et demi de visiteurs. Et le rythme ne se ralentit pas. Le quart de ces visiteurs sont revenus une seconde fois : le montre ne s'approprie pas en une seule visite. Cet impressionnant pédagogue mérite que l'on retourne le voir si que l'on se soit efforcé. Il faut pouvoir mieux faire.

Enquête d'Emmanuel de Roux et Odile Quirot.

L'ART

Une grande discrétion

«AVEC La Villette, les sciences et les technologies doivent réintégrer le champ de la culture. Aussi la Cité ne doit-elle pas camper sur ses certitudes scientifiques, mais s'ouvrir, au contraire, à toutes les formes d'expression artistiques. » Claude Faure, qui tient ces propos, est responsable de l'action artistique à la Cité des sciences. Pour lui, cet établissement doit être le point de rencontre des arts plastiques, des nouvelles techniques et de l'imagerie de demain. Un de ses soucis : doter que les artistes deviennent ici de simples illustrateurs, des techniciens inspirés. « Il faut qu'il y ait une réelle convergence entre leurs recherches et ce lieu, précise-t-il, que leur inspiration ait une origine scientifique ou qu'ils utilisent des technologies nouvelles. »

Ainsi Manory, fasciné par le ciel et ses galaxies, a décoré l'enveloppe du planétarium de seize peintures sur aluminium reliées entre elles par des néons colorés. A l'inverse, Gilles Roussel présente dans le secteur « robotique », une sculpture interactive de 6 mètres de haut, munie de capteurs sensoriels, belle machine sophistiquée autant qu'inutile. Mais que dire de l'œuvre de Klaus Pinter, morte et envahissante lame charbonnaeuse, ponctuée d'écrans tactiles, simple support utilitaire à prétention artistique. Partie émerge de l'habitat artistique, une galerie expérimentale

s'ouvre en avril avec une exposition consacrée à Panamarenko, l'homme des machines volantes. Tout petit bobage : elle ne fera que 50 mètres carrés. « L'action artistique doit être diffusée dans toute la Cité », précise Claude Faure. Une commission de spécialistes - Pontus Hulten, Anne Tronche, Jean-Hubert Martini... - se porte garante de la qualité de la programmation. Mais l'atmosphère ne suit pas forcément.

Certaines réalisations prennent du retard. Le travail de Felice Varini n'est toujours pas en place, ni la fresque d'Enro dans le médiathèque, ni le cube pyramide de Jean Dupuy. Et ce ne sont pas les projets qui manquent. Pontus Hulten rêve de commander à Piotr Kowalski un ambuleur à cube de la population. Un volume de 1,5 mètre d'arête - 0,8 millimètre de diamètre, la taille d'une pointe bic. Cette cuve d'un nouveau genre remplira au rythme de l'accroissement de la population de la planète : six ou sept billes à chaque fois. L'ensemble tiendrait peu de place, mais pèserait 12 tonnes. Quant aux billes, on cherche encore un moyen de les fabriquer. Et de les

Pour l'instant, la présence de l'art à la Cité des sciences reste d'une grande discrétion. A ce rythme, les quelques œuvres exposées risquent bien de n'être qu'un simple détail que Claude Faure per-donne tout.

LES ENTREPRISES

Une vitrine

La Cité des sciences, ce n'est pas seulement l'inventarium, la médiathèque, c'est aussi le lieu où l'industrie française se présente à la jeunesse. C'est en cours d'aménagement. Mais les entreprises n'ont pas attendu cet espace qui leur est officiellement réservé pour s'installer, à tous les étages. Avec la bénédiction des maîtres d'œuvre... Un nombre d'expositions temporaires - « La matière et le travail de l'homme » - sont ouvertement subventionnées par le ministère de l'Éducation nationale (Philippe Jantzen).

Allure, le visiteur attend l'arrivée de l'industrie française qui signifiera, par une marque, la prise en charge de tel ou tel plateau d'Explora, le nouveau permanent de la Cité des sciences. Ainsi EDF a conçu le jeu du « dispeteur », Michelin présente les étapes de la fabrication d'un pneu, Kodak a financé des secteurs entiers de « Langage et communication », Airbus Industrie présente une cabine de pilotage expérimentale et Olivetti patronne le bureau de l'écriture.

Les entreprises prennent le relais de l'État. En 1986, plus de 100 millions de francs venus de l'extérieur ont alimenté les expositions de la Cité des sciences. L'industrie d'entreprise comme Bull et CSA a été dominante dans certains cas.

nous avons coproduit « Dédale » (coût 8 millions de francs) à été subventionnée à 40 %. Le simulateur de vol (coût 3,5 millions de francs) à 35 %. Il ne se passe pas de semaine, et c'est bon signe, sans qu'une firme nous demande de participer à une action. Mais il ne s'agit pas de mécénat. Plutôt d'une sorte de mariage où chacun trouve son compte. »

De ce fait, le projet initial : expliquer la science fondamentale par le biais de la vie quotidienne, s'est modifié. « Nous sommes aujourd'hui beaucoup plus branchés sur le réel, explique Didier Léon. La Cité est devenue, c'est vrai, une sorte de vitrine de l'industrie française. Mais elle demeure aussi un outil pour comprendre le futur et les grandes mutations technologiques que nous subissons. » Pourtant, le baromètre n'est pas au beau fixe pour tout le monde.

Cette arrivée massive du « privé » fait dire à certains que la Cité a vendu son âme. Quant aux PME sous-traitantes - très pointues mais très fragiles - qui ont participé directement à l'opération d'Explora, beaucoup ont souffert de la lenteur administrative de l'établissement public de La Villette, payeur pour le moins réticent. Certaines ont dû déposer leur bilan.

PRATIQUE

La Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carriou, 75019 Paris, est accessible par le métro Porte-de-La-Villette. Tél. : 40-06-72-72.

HORAIRE
Jusqu'au 10 mars (fermeture le lundi) : mar. au ven. de 14 h à 20 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 20 h.

A partir du 10 mars (fermeture le lundi) : mar., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mar. de 12 h à 21 h, sam. et dim. de 12 h à 20 h.

TARIFS
Le « Cité pass » permet d'accéder à l'ensemble des activités de La Villette (une visite par espace, valable un mois : 30 F, réd. 23 F). Suppléments : Planétarium : + 15 F (réd. : + 12 F) ; la Géode : + 40 F (réd. : + 25 F) ; Inventarium : + 15 F. L'entrée de la Médiathèque est gratuite.
Abonnement 200 F par an (réd. : 150 F).

Cannes a la cote 12 mois sur 12.

Des séjours dans des palaces pour le prix d'une auberge...

Au temps des années folles alors que les rois et les princes faisaient couler le champagne à flots, c'est en hiver que battait la vraie saison de Cannes. Non sans raison. Entre automne et printemps, Cannes retrouve le rythme de la vie. Calme, où chacun prend le temps et le plaisir de recevoir en ami.

De nombreux hôteliers proposent des tarifs week-end, forfaits golf, tennis, santé... Envoyez sur demande des tarifs complets et du guide « La Vraie Saison à Cannes ».

Direction Générale du Tourisme
Esplanade Président G. Pompidou - La Croisette
06400 Cannes - Tél. : 93.39.24.53

Forfait week-end
(2 nuits, avec petit déjeuner, golf et tennis dans un palace à partir de 420 F par jour et par personne en chambre double).

Tarifs individuels spéciaux
du 4.11.86 au 12.04.87 (3 nuits, prix par personne et par jour en chambre double incluant une excursion en bateau et un cocktail de bienvenue) :
140 F en hôtels 3 étoiles
100 F en hôtels 2 étoiles
80 F en hôtels une étoile.



سكنة من الاصل

سكزا من الاجل

Justice

M. Georges Suffert et l'ONASEC au tribunal de Paris

Les quatre conditions de la bonne foi

Quant à M. Roland Dumas, comment dire que M. Suffert le visitait en sa qualité d'ancien ministre des relations extérieures...

Le devoir du journaliste

Sur le fond de l'affaire, les positions respectives des parties civiles, M. Suffert s'est contenté d'accorder un crédit sans réserve à ce qu'avait pu dire M. André Santini...

« Tels sont les principaux éléments à partir desquels le tribunal, le 17 mars, a rendu son jugement. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

L'assassinat d'un curé en Savoie N'oublions pas son dernier message...

LYON de notre correspondant régional

Il était arrivé au village pour prendre son ministère en septembre 1939, en habit de chasseur alpin. Le Père Jean Fressoz est mort, dans la nuit de dimanche à lundi, dans son modeste presbytère...

« N'oublions pas son dernier message », a demandé le curé...

M. le maire a refusé de voir les journalistes. M. Léon Bérard, le plus proche lami du curé...

Le jardin potager de la cure n'est pas plus entretenu pendant quelque temps qu'il est mort le sang comme un Christ...

CLAUDE RÉGENT.

A la suite de violents incidents dans une entreprise de Dordogne Le directeur d'une usine est inculpé

PÉRIGUEUX de notre correspondant

A la suite de violents incidents, qui remontent au novembre 1985, M. Jean-Claude Sautel, directeur de l'usine Marbot de Neuvis-sur-l'Isle en Dordogne, a été inculpé...

Cette affaire intervient au moment où des négociations ont lieu pour la reprise de Marbot par le groupe Bats...

Mourte à Mulhouse. — Pierre Wild, sobriquet directeur d'un laboratoire d'analyses de Mulhouse (Haut-Rhin), a été tué d'une balle dans la nuque...

Plainte contre le chauffeur de taxi meurtrier de ses agréesseurs. — Les avocats de la famille de Jean-Luc Morvan, l'un des deux jeunes gens tués le 13 février...

ATHLÉTISME: Marathon de Paris. — Pour les vedettes internationales s'aligner, le 17 mars prochain, au départ du Marathon de Paris...

HANDBALL: Championnat du monde « B ». — L'équipe de France masculine de handball a reçu le 17 février, à Bolzano, une leçon de réalisme pour son premier match de championnat du monde « B »...

SIK NORDIQUE: championnats du monde. — Les Suédois Oestlund, Svan, Wassberg et Mogren ont bouclé en 1 h 38 min 04 sec. le relais 4x10 km le plus rapide de l'histoire des championnats du monde...

BASKET-BALL: Coupe d'Europe vainqueurs des coupes. — En match aller des demi-finales de la Coupe d'Europe, les Français ont battu les Italiens...

PLACEMENT DES DIPLOMES ASSURÉ. Inscrits de 1987 à juin.

Soixante-trois prisonniers se sont donné la mort en 1986 Les détenus se suicident au printemps

Le nombre de suicides en prison est resté stable en 1986: soixante-trois contre soixante-quatre en 1985...

Il est difficile d'expliquer la stabilité observée l'année dernière. Tous les observateurs précisent que le recensement des prisonniers, qui ne cesse de s'accroître, provoquerait des suicides, révoltes, grèves de la faim...

« Survol de la carcéralité »

On se donne davantage la mort en prison que lorsqu'on est libre. Le taux de suicides pour mille détenus en 1985, de cent cinquante à mille en 1982...

Certains spécialistes maintiennent pourtant qu'il y a bien une « survol de la carcéralité », même si l'on tient compte de la « charge »...

Les statistiques de 1986 montrent que ce sont les détenus récemment incarcérés qui se suicident le plus. Sur les soixante-trois prisonniers qui se sont suicidés en 1986, 65 % étaient détenus depuis moins de six mois...

Lorsqu'on observe les statistiques sur un quart de siècle, on s'aperçoit que le suicide en prison est un phénomène saisonnier. Ainsi, vingt-trois des soixante-trois suicides ont été commis au cours du premier trimestre...

BERTRAND LE GENDRE.

A Saint-Denis-de-la-Réunion Soixante-trois personnes jugées pour trafic de drogue

Devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis-de-la-Réunion s'est ouvert, le mercredi 18 février, le procès de soixante-trois personnes impliquées à des degrés divers dans un trafic de drogue...

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION de notre correspondant

A la tête du réseau deux Mauriciens (arrêtés et extradés à la Réunion), Siddick Omar Saïd, et Louis Rodolphe, alias « Zeuxa »...

La suppression des visas pour les Mauriciens entrant dans l'île intervient cette année, vraisemblablement ouvert les portes au trafic qui n'est pas sans danger...

La suspicion plane aussi sur le premier ministre lui-même, M. Anestrod Jagannath, qui a pris pour avocat devant la commission d'enquête sur la drogue, dirigée par un magistrat, M. Maurice Ranit...

ALIX DJOUX.

Michel Platini crée une Fondation pour la réinsertion des toxicomanes

Michel Platini a présenté mardi à Paris la Fondation qu'il veut créer pour aider les toxicomanes à se réinsérer.

Le capitaine de l'équipe de France de football, conscient du prestige dont il jouit auprès des enfants et des jeunes, travailleurs en liaison avec les centres de cure et de post-cure agréés par le ministère de la santé...

Quatre sociétés: Calberson (transports), Fiat France, Les Cooper et Pathé-Maroc ont d'ores et déjà donné leur accord pour accueillir des jeunes que le comité médical de la Fondation aura sélectionnés.

BERTRAND LE GENDRE.

Deux trafiquants de drogue étrangers extradés en Chine. Deux étrangers — l'un de Thaïlande et l'autre de Hongkong — ont été extradés le mardi 17 février pour contrefaçon d'héroïne à Kunming, dans le sud de la Chine...

Un mariage F-1 s'écroule. Deux personnes ont été blessées après le crash, mardi matin 17 février, d'un avion Mirage F-1, à la base de Strasbourg, sur un quartier périphérique, la Mer Rouge, à l'ouest de Strasbourg. L'avion, dont le pilote, qui a pu s'éjecter, est sain et sauf, s'est mis le feu, en tombant, à un kilomètre...

Publicité: DES DÉBOUCHÉS INTÉRESSANTS. production - technico-commercial - laboratoires de contrôle qualité - gestion et vente. L'AGRO-ALIMENTAIRE CÉRÉALIER: fabrication pâtes alimentaires, meunerie, semoulerie, malaisie, biscotterie, alimentation animale, stockage, négoce céréalière. ENSMIC: École Nationale Supérieure de Mécanique et des Industries Céramiques. FORMATION: BT-BTS. Spécialisation - Diplôme d'ingénieur. PLACEMENT DES DIPLOMES ASSURÉ. Inscrits de 1987 à juin.

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Le religieux à l'écran

Sous le soleil de Pialat

Dieu est dans le coup. On ne sait jamais à quoi cela tient, ces va-et-vient de mode et de la foi — panique sur le marché idéologique, effondrement du Rambo ? — mais l'Eglise catholique est redevenue notre grande usine à rêves, notre pourvoyeuse d'images, notre dame de la pellicule. Le sacré est exotique, il faut du religieux à l'écran; même un simple zeste de piété, un zeste charitable, suffira. L'an dernier, on a eu droit au double triomphe de Thérèse, d'Alain Cavalier, et de la Mission, de Roland Joffé. Aujourd'hui, Pialat avec Depardieu sous le soleil de Satan, d'après Bernanos, et le 18 février, jour de la Sainte-Bernadette, Jean-Pierre Mocky sort le Miraculé. On attend du reste la vie de la sainte, que doit filmer Jean Delannoy, à qui l'on doit déjà Dieu a besoin des hommes.

Ce matin-là, dans le vent du nord de la mer du Nord, près des plages blêmes mais un peu à l'intérieur des terres, Maurice Pialat s'est éveillé. Il a ouvert les yeux et a dit : « Je me croyais de bonne humeur. Eh bien, non ! » Voilà, le décor était planté. Sur le tournage de *Sous le soleil de Satan* qui vient de s'achever, tout a été de cette couleur-là, noir comme l'humour quand il est noir comme le soutane élimée de Donissan qui, par une nuit sans lune, rencontre un maigron secourable, « un bon copain », qui ne sera autre que le diable.

Pialat-Bernanos, quel bizarre mariage... Pas si étrange que ça, on le verra. Pour l'heure, le ciel est bas, la salle des mariages de la mairie de Montreuil-sur-Mer a été transformée en régie. Il fait bien froid, la troupe est blottie une tente où la cantinière, une « mère » de *Le Doyen*, sert une bonne soupe épaisse et chaude.

An de la dernière table, le casquette de marinier vissée maussade sur la tête, la barbe griseuse, Pialat.

Il ne mange pas. Il frotte son pain, il dit : « Le cinéma, c'est un métier d'impotente. » Ou encore : « Je suis un vieux ratatiné. » Il ne pense pas ce qu'il dit, mais il faut qu'il grogne. Dans un grand mouvement de gaieté un peu ostentatoire, portant sur une assiette un steak d'équarisseur, Gérard Depardieu est entré. Il est énorme, impressionnant,

110 kilos. Il porte un long T-shirt vague de femme eucérite, il soulève l'atmosphère un peu lourde comme un haltère, et aussitôt, elle s'allège.

C'est drôle, lorsque *Sous le soleil de Satan*, première œuvre de Bernanos (beau début, il continuera le combat) paru en 1926, Paul Claudel, alors ambassadeur à Tokyo, lui écrit. Et ce qu'il a ressenti, pressenti, c'est que soixante ans plus tard Depardieu serait là pour devenir Donissan. Jugez-en : « Votre héros ne laisse pas une impression nette. On dirait que vous avez hésité entre deux idées. L'une est celle du curé d'Arz, l'autre, qui vous appartient en propre et que je trouve la plus intéressante, est celle de l'athlète — resté humain, trop humain, qui ne craint pas de lutter corps à corps avec la puissance des ténébreux. Je jette tout sur la table, même son salut éternel. Le tout est de savoir s'il est poussé par l'amour de Dieu ou l'orgueil de sa force. Et, dans votre livre, il semble bien que ce soit le second sentiment qui soit le plus fort. »

Il va tourner dans la cour d'une ferme. Belle, la ferme. Mais glauque et glacée, la Brie. Depardieu en soutane, pas très compact : « Donissan, c'est un homme qui jette tout, je fais l'inverse, j'ai des vertiges de nourriture que les gens qui jeûnent n'auront jamais. Il ne m'arrange pas. Je suis sûr que ça ne m'arrange pas. Il ne fera surtout pas quelque chose qui se fera plaisir dans Donissan. Et même Bernanos



Gérard Depardieu à Montreuil-sur-Mer

ne a fait pas plaisir. Sous le soleil de Satan est un film qui nous envahit, qui nous colle au film. »

Chassé de son scénario, il a accepté un troisième voyage avec Pialat, après *Loulou* où les relations avaient été orageuses, et *Police* où elles avaient été idylliques ? Il dit que sur *Loulou*, il n'avait pas bien compris, en effet, parce qu'il était « un peu sourd », mais qu'il avait senti cette espèce de marginalité où se promenait Pialat, la seule voie selon lui pour faire du cinéma.

« La *Châtaignière de Maurice*, ajoute-t-il, c'est de travailler sur de la matière vivante. Une fois le script fini, il est mort, il faut avec la chair des autres. C'est sur Police que j'ai admis ça. Avant,

oui, nous nous sommes affrontés. Mais l'art de s'engueuler, c'est aussi celui de se réconcilier. »

Depardieu alors que, lorsque Maurice Pialat lui a parlé pour la première fois de *Sous le soleil de Satan*, il ne trouvait rien de « terre retournée qui lui vogue ». Mais Pialat ayant dit renoncer à son projet sur l'Indochine, puis à un scénario, Bernanos. Depardieu aussi, qui en a finalement accepté la lecture et n'a accepté l'avenue qu'à la condition expresse que Pialat lui-même joue le rôle de Menou-Sograis, le supérieur de Donissan. Depuis, malgré les difficultés, c'est l'état de grâce.

« Bien que je sois mal les catholiques et les curés, mais il y a des moments dans la vie où un se comporte comme si on croyait. J'imagine ce que peut être la confession, et j'ai honte de penser à ce qu'entendent les confesseurs. Donissan le dit : « Je n'ai appris de péchés que de la bouche des pécheurs. » Cette phrase m'en rappelle une autre, de Peter Iliitch Tchaïkovski : « Mes expériences me viennent quand je les raconte. »

vince si frileuse, dit-on, qui avait grand les bras dans saltimbanques.

Le lendemain, il fait un plus froid. L'habilleuse s'empare des semelles de l'équipe. Le *patron* talus, les plaines, de « terre retournée qui lui vogue » — Bernanos, dit que le film Pialat, auteur de l'adaptation dans un respect pieux des textes.

On est de retour dans la cour de la ferme. Donissan, « cet esclave qui crée chaque jour », comme l'appelle le libre penseur de *Sous le soleil de Satan* (Alain Cuny), se confie à un curé, l'abbé Sabroux, un enfant vient mourir, la mère l'a appelé, lui qu'on commence à appeler « le petit de Lumbres » pour qu'il suscite le petit miracle.

« Le Miraculé » de Jean-Pierre Mocky Dans le train de Lourdes

Le *Miraculé*, de Jean-Pierre Mocky, on s'en doute, ne pousse pas le chant le plus éthéré de la chorale, c'est le moins qu'on puisse en dire. M. Papi (Jean Poiret, un amuseur dans l'oreille, à la glorieuse son beau torse vu par mollement dans un maillot de corps attaché de plus seyants) se trouve quelque peu endolori à la suite d'un incident bénin et décide de ne plus se relever. De se déclarer paralysé, impotent, jusqu'à ce que les assurances lui versent des dommages et intérêts substantiels. Il est secondé dans ce malheur — qui n'altère ni sa bonne humeur ni son franco-parler — par une ancienne tapineuse repentie (Jeanne Moreau), qui n'a plus que des prières et de saintes paroles en bouche, entre deux mauvaises pensées qui passent. Mais le directeur de la compagnie d'assurances, Ronald Fox Terrier (Michel Serrault, chapeau melon un peu mât et trop large, collier de chien au cou, orné d'une image de Jean-Paul II), bien que muet à la suite d'une bavure policière — il faut voir Serrault la mimer, — n'est pas sourd et ne l'entend pas de cette oreille. L'appari de un femme (Sylvie Joly, qui est loin d'être saphro) et de son fidèle Plombier (Roland Blanche), un abruti zélé, il entreprend de démasquer la supercherie de l'escroc Papi. Tout cela les mène à Lourdes sur la route de la grotte, où Fox Terrier et Papi feignent tous deux d'espérer un miracle.



Michel Serrault

Les voies du Seigneur sont impénétrables et celles du chemin de fer bien étrangement aiguillonnées. Dans le train de Lourdes, on rencontre des gens de toute sorte : une bohémienne qui veut se part de butin, un émissaire très secret d'on ne sait quel office pas vraiment officiel, un évêque solide et rubicond qui en pince, comme apparemment le monde dans le convol, pour le bel abbé qui l'accompagne et provoque plus d'émeutes que de conversions. Et, bien sûr, toute une galerie de monstres divers, de crépus convains et de demeurés plus ou moins paisibles comme Jean-Pierre Mocky aime en peupler le décor de ses films. Plus on approche de Lourdes et plus l'atmosphère devient pesante et surréaliste. Les pèlerins en fauteuil roulant, les estropiés de tout poil, viennent en rangs serrés pour se baigner un instant dans l'eau de la piscine, où rien de notable ne s'est produit depuis longtemps (le dernier miraculé en date vend d'ailleurs une brochure relatant l'événement et redonne la concurrence). Le final est, bien entendu, inracontable et diabolique (Fox Terrier retrouve la parole, mais en anglais), un peu emballé et bécoté, ce n'est pas grave, le tour est joué, n'en déplaise aux autorités religieuses, qui n'ont pas permis à Mocky de tourner sur les lieux mêmes du pèlerinage. La *Châtaignière de Lourdes* est saisissante, et le climat — souterrain, humide, som-

bre — de sinistre entourage à l'espérance qui baigne la grotte et ses cohortes claudicantes est oppressant à souhait.

Le tandem *Miraculé* fait merveille, évidemment, dans le débride *Le Miraculé*, quartier libre, et l'on peut cabotiner sans retenue. Comme toujours chez Mocky — lequel donne au monde cinématographique, en 1964, *Le Cité de l'Indicible peur*, un chef-d'œuvre de fantastique bizarre, — déjà Jean Poiret, Francis Blanche, Bourvil, Raymond Rouleau, et René Roquerev, ce qui suffira à son salut éternel, — le meilleur était le moins bon avec une parfaite aisance, une absence naïve de complexité ; les idées saugrenues, le jeu de l'écro, la poésie burlesque, de la provocation grossière, du calembour, parviennent à élever la loufoquerie en un système explosif très singulier, bien particulier à l'art de Mocky. Comme si ce cinéaste autodidacte avait délibérément décidé de garder une maladresse, une gaucherie, parfois, de *Le Miraculé* pour ne pas perdre son plus virulent. Résultat : il ne pas faire de progrès en parvenant quand même à rassembler un nombre de spectateurs plus fidèles dans les salles frontalières entre la satire et la folie furieuse où il campe, Mocky accomplit une fois de plus l'extraordinaire et le miracle qu'on attend de lui.

MICHEL BRAUDEAU.

De Danton à Donissan

Gérard Depardieu fait alors un rapprochement entre deux personnages qu'il a habités, Danton et Donissan : « J'ai fatigué tous les deux, ce sont des types qui dorment peu, qui se martyrent, on les voit dans les mêmes zones, ils ont même une façon de faire couler le sang. Papiou Mouchette, la petite rebelle, à se trancher la gorge. »

Mouchette, c'est Bernanos Bonnaire, et, bien sûr, elle va être extraordinaire. « Comme dit Joffé, rappelle Gérard Depardieu, il faut être passé dans la loge d'une concierge pour bien jouer les princes. Faute de quoi, tu ne peux pas les défendre. Je ne dis pas qu'il faut être fils de mineur comme Richard III pour jouer un héros shakespearien, mais ça vient souvent de là. »

Le soir, on dit avec la pharmacienne de Montreuil-sur-Mer, l'habituelle de son ténor pour être la mère de Mouchette. Pialat, fidèle à ses habitudes, rend les visages qui passent, la vérité commence là.

Le dîner est somptueux, chahuteux. On déguste un saumon gigantesque. « Ça avait été un turbot, dit la pharmacienne, mais quand il a vu que c'était pour Gérard, le poissonnier a préféré le changer. » C'est joli, pro-

Attelés à la même charrie

Pialat grince entre ses dents : « Cette scène, c'est un challenge d'enfer. » En effet, les phrases sont longues, plutôt mélo, dures à dire. Les poulets de la *Châtaignière* s'en mêlent, piaillent à *Châtaignière*. « Je pourrais en dire avec du fil à la patte ? », glapit Pialat, *Châtaignière* féroce, qui s'en prend à ses figurants, aux *Châtaignière* bouillant la glaise du *Châtaignière*. Depardieu se casse lui aussi : « Je ne sens plus rien. Maurice, je ne sens plus rien. »

L'effort soudain les réunit, ils s'attellent tous deux à la même charrie, ils élargent le dialogue, l'épurent, le rendent plus simple, tout simple, larguent des mots, rattrapent ses sentiments, et ça y est, un passe, ça passe...

Fin de *Châtaignière*. Dans une villa louée, *Châtaignière*, c'est-à-dire dont les fenêtres sont occultées par des voiles noirs comme ceux *Châtaignière* par les entreprises des pompes funèbres, on a improvisé une salle de projection. *Châtaignière* de la *Châtaignière* « miracle ». Donissan-Depardieu soulève, à bras de bras, le bout d'espérance et d'effroi, le temps inerte les gamins.

Et le petit garçon a frémi. Du *Châtaignière* s'imagine-t-on. Mais il n'est s'en persuadé, hurle...

C'est injouable. C'est incroyablement beau, c'est si fort, la lumière est si juste, celle des images et celle des âmes, que l'incroyant(e) *Châtaignière* et *Châtaignière* au dernier *Châtaignière* l'amour du cinéma pour justifier l'émotion qui lui fait battre le cœur.

Il fait soudain très doux sous le soleil de Pialat.

DANIELE HEYMANN.

VO / ELYSEES LINCOLN • FORUM HORIZON • SAINT-GERMAIN HUCHETTE • 7 PARNASSIENS

人間の約束

PROMESSE

Quand il faudra l'envoyer au paradis, c'est moi qui le ferai.

LASA FILMS PRESENTE
UN FILM DE YOSHISHIGUE YOSHIDA
D'APRÈS UN ROMAN DE SHUICHI SAE
AVEC RYUICHI MIKI / YASUHIRO MURASE
CHOICHIRO KAWARAZAKI / ORIE SATO
PRODUIT PAR SEBU SAISON GROUPE TV ASAHI / JEMATOI

سكزا من الاصل

سكزا من الالجل

MUSIQUE

Claudio Arrau enregistre à Dresde

Le marcheur immobile



Claudio Arrau.

Le pianiste Claudio Arrau, pendant qu'il enregistrait le Troisième Concerto, de Beethoven, fête son anniversaire : quatre-vingt-quatre ans. Et il vient de signer avec Philips un contrat d'enregistrement pour vingt ans...

« Vous n'êtes pas triste de fêter votre anniversaire avec des journalistes ? » Il n'entend pas ou feint de ne pas comprendre. D'ailleurs, rien n'indique qu'il soit attristé. Il a enregistré toute la journée. Il est la nuit à avoir travaillé, tant que trois délégations de journalistes — une allemande, une anglaise, une française — étaient en avion à l'aube, se regroupaient à Berlin et s'attendaient à l'aéroport qu'à la nuit, après trois heures de minibus et de BMW, sur les défilés défonceés de l'Allemagne de l'Est gelée.

Frais. Et par le respect palpable que ses pèlerins lui

vouent. Chacun, à son de rôle, s'adresse à ses côtés et lui pose pêle-mêle des questions. Conserve-t-il, après quatre-vingt-quatre ans de carrière, l'impression de progresser ? Quel gâteau d'anniversaire est-ce à son goût ? Oui, oui, il aime mieux que le passé.

« Quoi ? — Tout. — Et il adore le chocolat. »

Ce gâteau-là tiendrait presque dans sa main gauche, qu'il n'a pas grande pitié, mais curieusement développé, comme une pince au gigantesque levier. Un gâteau d'après la guerre, alors qu'il eût fallu, pour ces quatre-vingt-quatre bougies, des ces grandes saucisses qu'on voit au cinéma. Mais pas le spectacle cette fois. Le vieux monsieur a grignolé ses sucreries, terminé son verre d'eau (« Jamais d'alcool, jamais de cigarettes », glisse-t-il comme un secret), et satisfait de ses curiosités. Il a vingt ans de disques devant lui, qu'il vient tout juste d'entamer. Alors, il va se coucher. Demain, il enregistre.

Les musiciens de la Staatskapelle de Dresde, sagement atrouppés, Colin Davis, chef

très anglais et donc très gai, attendront une demi-heure pour broncher son arrivée. La salle Kir sche, église transformée en studio, mais nullement désaffectée, où ont lieu les enregistrements de l'orchestre d'Etat est-allemand. Silence. Il est midi. On qu'il a déboulonné son gilet, les deux passent à la fête très lentement et vite, dans un cérémonial fonctionnel et huilé.

Exécution intégrale du rondo du Troisième Concerto, micros non branchés, pour que l'orchestre ait le temps de s'échauffer. Deuxième prélude de Beethoven : la prise sur laquelle on se pouvait travailler. Pause de l'orchestre : chef et pianiste rejoignent le directeur artistique, Volker Strauss, dans la cabine et, après s'être écoutés, relèvent les passages dont ils ne sont pas satisfaits. Nouvelle prise. Nouvelle écoute. « Il y a de très jolies choses, mais... » Le gilet, une fois encore, est débraillé. Arrau, sous la fatigue, lève une main droite versée chaque fois qu'il y a un trait, et s'accroche, sans un mot, pendant une minute de déconcentration, sans mendier deux secondes de repos, de plus en plus fragile, de plus en plus précis, comme si le temps lui était compté et qu'il ne pouvait l'oublier.

Car on en est déjà au rondo. Le premier clarinetiste obtient de réenregistrer son dialogue central avec le piano qu'il est venu, consciencieux ouvrier, écouter les esprits : « Je ne m'entends pas jouer. J'ai l'impression d'être décalé — Entschuldigung, — c'est probablement ma faute. » Le chef, admiratif, s'est incliné. Tandis qu'au gré de ses prises, il s'habitait à modeler ses gestes sur la chorégraphie si variée de la partie pianistique, les cordes lourdement crouées, puisant puissamment de l'accentuation, trilles et traits des cordes, des tirades, déglées jusqu'à fond de clavier : cette façon, lui la fois, de travailler et de se projeter, de s'abandonner dans ses pensées et de ne pas nous oublier, de nous offrir un plaisir très concret, lui ce qui fait du Beethoven d'Arrau une construction à la fois monumentale et instantanée.

« Zusammen ? Etions-nous ensemble ? » La question, au moment des notes d'écoute, monte sans arrêt aux lèvres du pianiste. Et l'orchestre, à la prise suivante, cordes somptueuses, moindres, colle au piano d'encre plus près. Ainsi, l'enregistrement du Troisième Concerto, une fois monté, sera probablement comparable à celui du Cinquième terminé : une ligne lisse et homogène, un face-à-face serré et essentiel, deux énergies déboulées, qui ne se dispersent et ne s'effilochent jamais. Rien que cela ? Ecoutez d'autres aînés, Schnabel, Sargent (EMI) ou Backhaus, puis Schmidt-Isserstedt, récemment réédité en compacts (Decca) : la tension n'a pas d'égalité, le piano (Backhaus) s'échappe fugitivement dans la vélocité, renvoie ici en il les hautes coupées, comme un fillet. Schnabel, lui, à ses célèbres embarquées, entre forme et déroulement. Mais qu'Arrau dans le fond du court et y joue tout le monde en force, sans bouger.

« La psychanalyse m'a ouvert les portes de la compréhension musicale, dit l'ancien enfant prodige. Tous les jeunes esprits devraient en faire psychanalyse. » C'est par un, pendant quarante ans, sans fait combien de pianos joués, de mains serrées, de kilomètres avalés ? Mais il est une autre façon de résumer la vie de Claudio Arrau : trois intégrales des Concertos de Beethoven (1). Une marche longue. Et presque immobile.

Vers l'horizon 2000

Cette œuvre entamée auprès d'un élève de Liszt, et lancée aujourd'hui vers l'horizon 2000, donne le vertige et suscite l'incrédulité. Quand Arrau joue son premier concerto en public, il a douze ans, c'est à Berlin qui dirigeait. Quand il s'éloigne de Berlin, la première guerre mondiale vient tout juste de s'achever. Quand il quitte l'Europe pour New-York, la deuxième guerre commence à peine, la conquête de l'Amérique lui sera une seconde carrière, il devra, là-bas, tout recommencer.

An fait, à quelle étape de cette carrière est-il maintenant arrivé ? « La France me inspire un grand respect. Je n'ai pas le projet de Bach et d'aborder Haydn. Pour les leçons, j'ai un professeur : c'est dommage, l'enseignement m'intéressait. Mais je dois jouer jusqu'à la fin. » Soit... douze disques à paraître cette année.

« La psychanalyse m'a ouvert les portes de la compréhension musicale, dit l'ancien enfant prodige. Tous les jeunes esprits devraient en faire psychanalyse. » C'est par un, pendant quarante ans, sans fait combien de pianos joués, de mains serrées, de kilomètres avalés ? Mais il est une autre façon de résumer la vie de Claudio Arrau : trois intégrales des Concertos de Beethoven (1). Une marche longue. Et presque immobile.

ANNE REY.

(1) La première intégrale des Concertos de Beethoven dirigée par Alois Gaudier (EMI), le Troisième Concerto est toujours disponible en version séparée. La deuxième avec le Concertgebouw d'Amsterdam, direction Bernard Haitink (Philips).

LIVRE Saturnin Fabre

Le roman d'un excentrique

L'un des plus extravagants seconds rôles-vedettes de l'entre-deux-guerres, Saturnin Fabre, raconte sa vie, ce n'est pas triste.

EN 1942 paraissait, aux éditions Fournier-Valdès, Douche écossaise, de Saturnin Fabre, texte et illustrations originales de l'auteur. Ce volume, qui coïncidait alors avec le recueil d'anecdotes par lesquelles l'acteur, sexagénaire, se présentait au cinéma pour ses emplois d'humoriste, ses compositions à l'emporte-pièce, racontait sa vie. Une vie soumise, en effet, au régime de la Douche écossaise, qui est dans la situation familiale, le métier, les rapports avec les femmes... Douche écossaise, un Saturnin Fabre, parlant de lui à la troisième personne, s'était désigné sous son nom inversé, Nirutas Erbat, ressemblait à un canular. Ce n'est étonnant pas un. Le livre devint, vite, une rareté. Après la mort de Saturnin Fabre, en 1961, on en recherche des exemplaires à prix d'or, mais ils ne courent pas les rues. Le livre réédité. D'ici à ce qu'on se l'arrache, il n'y a pas loin (1).

« Ce roman d'un excentrique » (2) est divisé en étapes burlesques : la naissance, l'école, l'enfance ; l'âge adulte ; l'âge mûr ; l'âge avancé ; la deuxième enfance. Chaque étape a ses subdivisions. Mais Erbat, acteur, dans sa vie à cloche-pied, ses mésaventures, le monde du théâtre, puis du cinéma et il essaya de vivre en artiste d'être, à jeux d'épingles et pattes de mouche. De temps à autre, un épisode prend plus d'importance : le mariage de Erbat et de sa femme, le ménage homériques avec Marfa Dherவில், la façon dont Erbat et Jules Berry jouaient ensemble, ne jouaient pas ensemble, on apprend, sur les choses, comment, sur le Récif de corail, Jean Gabin le premier Prix d'honneur du plus beaux pieds. Quant à « Plus ta bougie... droite ! » leitmotiv de Marie-Martine, il y est.

En écrivant Douche écossaise, Saturnin Fabre ne chercha pas à flatter son propre portrait, mais à faire crouler de rire les lecteurs : c'est ce qui arrive, dans les dessins originaux ajoutent encore à l'humour. N'empêche que le portrait existe, et singulièrement sympathique, touchant même sous les focales littéraires.



Saturnin Fabre en 1933 dans le Fleur des pois, d'E. Bourdès.

« Ce roman d'un excentrique » (2) est divisé en étapes burlesques : la naissance, l'école, l'enfance ; l'âge adulte ; l'âge mûr ; l'âge avancé ; la deuxième enfance. Chaque étape a ses subdivisions. Mais Erbat, acteur, dans sa vie à cloche-pied, ses mésaventures, le monde du théâtre, puis du cinéma et il essaya de vivre en artiste d'être, à jeux d'épingles et pattes de mouche. De temps à autre, un épisode prend plus d'importance : le mariage de Erbat et de sa femme, le ménage homériques avec Marfa Dherவில், la façon dont Erbat et Jules Berry jouaient ensemble, ne jouaient pas ensemble, on apprend, sur les choses, comment, sur le Récif de corail, Jean Gabin le premier Prix d'honneur du plus beaux pieds. Quant à « Plus ta bougie... droite ! » leitmotiv de Marie-Martine, il y est.

En écrivant Douche écossaise, Saturnin Fabre ne chercha pas à flatter son propre portrait, mais à faire crouler de rire les lecteurs : c'est ce qui arrive, dans les dessins originaux ajoutent encore à l'humour. N'empêche que le portrait existe, et singulièrement sympathique, touchant même sous les focales littéraires.

JACQUES SICLIER.

(1) Douche écossaise, par Saturnin Fabre, Ramsay Poche Cinéma, 292 p., ill., 44 F.
(2) Cf. Les Excentriques du cinéma français, par Raymond Carat et Olivier Barrot. Ed. Houdi Verrière, 1983.

SOIRÉE EXCEPTIONNELLE A MARSEILLE par le Monde pour la sortie de son dossier spécial « Marseille au futur » et le THÉÂTRE NATIONAL DE MARSEILLE/MARCEL MARECHAL pour ses dix ans d'activités. THÉÂTRE COTÉ COUR, COTÉ JARDIN. Illustré par un film soviétique récent : « LE SUCCÈS » de Constantin Khoudakov, suivi d'un débat avec : Pierre ARDITI, Francine BERGÉ, Michel COURNOT, Daniel GÉLIN, Marcel MARECHAL, Marthe PASCAL. Théâtre de la Criée Jeudi 19 février 1987 à 20 h 30. Mercredi de téléphoner pour annoncer venue. Tél. : 91-54-74-54. ENTRÉE GRATUITE

PREMIER PRIX DU LIVRE ART ET ESSAI. BRESSON. CAHIERS DU CINEMA. Centre National de la Cinématographie. Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai. 99 F.

DE LA THEATRE EUROPE FEVRIER. CARTES BLANCHES AUX COMEDIENS ALLEMANUS. ANGELA WINKLER. MATHIEU CARVERE. JUTTA LAMPE. ODEON THEATRE NATIONAL. Tél. 43 25 76 30

GALERIE MAURICE GARNIER. BERNARD BUFFET. Vues de Venise. 6, avenue Maignon, Paris-8e - Jusqu'au 28 mars. LA FOLLE JOURNÉE DU MARIAGE DE FIGARO. BEAUMARCHAIS • JEAN-PIERRE VINCENT. GRAND THÉÂTRE. Du 12 février au 4 avril à 20h. DIMANCHE À 15h - Relâche dimanches soirs et lundi



EXPOSITIONS

Au palais Grassi

L'effet Arcimboldo

Couvert d'honneurs par ses protecteurs, Arcimboldo est connu pour ses portraits composés de végétaux, d'animaux, de minéraux ou d'objets quotidiens. L'exposition ouverte au palais Grassi, à Venise - et financée par la firme Fiat - est pourtant sa première rétrospective.

UNIVERSELLEMENT connu pour ses portraits composés de légumes, de fruits, de fleurs, de végétation, d'animaux marins ou terrestres, ou de volatiles, Arcimboldo n'avait pourtant jamais fait l'objet d'une exposition. Ses quelque deux cents œuvres - essentiellement des dessins, et l'on met à part la série de ses tableaux anthropomorphiques consacrés aux éléments et aux saisons - ont aujourd'hui éclaté entre huit pays, dans douzaine de musées et quelques collections privées. Plus de la moitié (quatre-vingt-quinze, pour être exact), sont rassemblées au palais Grassi. Le gros de l'exposition est constitué par un ensemble jusqu'ici connu des seuls spécialistes du peintre : la jolie série de « pro-

jets » de costumes au lavis bleuté qu'il exécute, en « qualité de maître des fêtes de la cour » de deux empereurs Habsbourg, Maximilien II et Rodolphe II. Ils ont été prêtés par le cabinet des dessins des Offices de Florence, la galerie Narodni de Prague, où Arcimboldo travailla plus de dix ans, à l'envoyé l'admirable autoportrait (également au lavis bleu). Le seul que l'on possède désormais puisque l'autre, une huile sur toile, a mystérieusement disparu de l'Europe de l'Est durant la seconde guerre mondiale.

« Les quatre saisons »

Le grand œuvre d'Arcimboldo est peint sur bois, donc très fragile - ce qui signifie, avis soit donné passant aux amateurs, que l'exposition de Venise ne se transporte pas ailleurs. Il y a là une série des « quatre saisons » et des « quatre éléments » (« série », car on sait que le maître, devant le succès de ses œuvres, en a fait lui-même plusieurs « répliques »). Le Printemps, l'Été, l'Automne et l'Hiver viennent du Louvre, ainsi déduits de ses Arcimboldo pour une saison.

Ainsi revu au bord du grand canal, c'est certainement l'Hiver, ce « portrait » de Maximilien II

sous les traits d'un arbre à l'écorce grossière, qui paraît le plus étonnant, peut-être parce qu'il a été moins reproduit et utilisé, à des fins publicitaires par exemple. Le Kunsthistorisches Museum, de Vienne, l'autre « capitale » d'Arcimboldo, a prêté l'Eau, l'un des portraits présumés de la reine Marie, composé de dizaines de poissons, amphibiens, coquillages, reptiles, crustacés, mollusques, invertébrés et autres animaux marins, dont soixante et un ont été reconnus comme peints avec une rigoureuse exactitude. C'est là l'œuvre la plus hallucinante de toutes celles ici présentées.

La Terre - venue d'une collection privée, elle, ne sera pas revue - est presque aussi fascinante. C'est un portrait présumé de Maximilien II qui « explique » peut-être le mieux ce qu'il y a de rationnel dans ces dérisions apparentes. F. Hulten, directeur artistique du palais Grassi, nous explique : « L'Autriche aspirait, on le sait, à dominer le monde. La représentation des Habsbourg en éléments naturels, indestructibles que les éléments - la terre, le feu, l'air ou l'eau, - était donc conçue par Arcimboldo comme de la plus haute symbolique politique. De là à penser que

les modèles ont été ravés, il n'y a pas à dire ! Ils sont compris : leur « portraitiste-copiste », « était son titre, « été fait comme palatin par Rodolphe. »

L'inspiration de Picasso

Suédois, Pontus Hulten a, outre, pris un visible plaisir à faire revenir temporairement dans l'Italie d'origine d'Arcimboldo plusieurs œuvres emportées dans leur pays par les soldats... suédois, qui avaient pillé Prague en 1648. On voit en particulier les quatre volumes de la Bibliothèque - homme-livre qui, en 1910, sous portrait de Daniel-Henry Kahnweiler.

Cette dernière œuvre est également montrée au palais Grassi : c'est que l'exposition s'intitule « L'effet Arcimboldo ». Prenant acte de l'événement, le commissaire de l'exposition, Yvan David, a en effet réuni quelques deux cents œuvres contemporaines dont le point commun est la « transformation du visage » dans le lumière ou somme d'Arcimboldo. Les visiteurs qui ne seraient pas venus pour cela ont donc l'occasion de voir des œuvres de Marcel Duchamp,



« Le Marschner » d'Arcimboldo.

Mina Ray, Chirico, Picabia, Magritte, Dalí, Bellmer et Ernst, notamment, - tant il est vrai que le maître de Prague en 1648 a été un maître d'émulation et d'inspiration pour les surréalistes, qui lui ont d'ail-

Immobilier

Text in the real estate column, partially obscured and difficult to read.

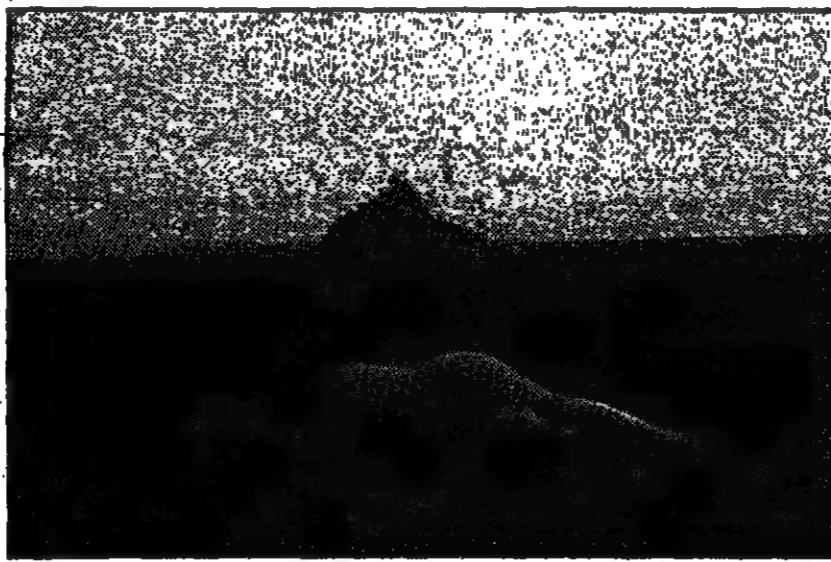


Advertisement for Bernard Buffet, including the name and possibly a signature or logo.

PHOTO

Rasi au Studio 666 Paysage d'exil

COMME il l'a fait déjà à quatre reprises, Rasi, quarante-huit ans, Lactien réfugié en France en 1972, expose ses recherches récentes au Studio 666, qu'anime Carol Marc Levittier. Poché par un visionnaire de l'éphémère, au cœur indéfectiblement penché vers le bas, on y découvre à travers traces, empreintes et signes, l'essence d'une traversée linéaire, d'un périple impossible et douloureux, greffé de réminiscences et brossé par la mélancolie de l'été.



Magnifié par un ciel orienté du destin, ce qui paraît à première vue sans attrait (des margues de chaise ou de scotch dans la boue, le moussu, le goudron, la poussière ou la pluie), à force de concentration tenace, fournit l'occasion d'une radiographie mentale imaginaire qui a le floué complet d'un tableau de maître. Durant et brochant le peau des tirages, le noir seul veloute et tisse avec une infinie subtilité des indices sauvages, des formes brutes et des pigmentations incertaines, à la fois crevasses, dunes et callots semblables à ceux qui déchirent un microscope ou une prise de vue aérienne. Mersalant le sol, cette litania silencieuse, inspirée de Brecht, grave des cryptogrammes infinis qui ont le grandeur mémorable d'un sursaut ou de gratitude des grottes de Lascaux.

figeant la femme plantée dans la nature, pulsant sa sève dans le socle des arbres, Eve ou statuette au repos, caressée par le soleil, pulpeusement dressée sur fond de montagne, dans les champs et même, tel un mobile classique, au pied du Mont-Saint-Michel, l'œil, après avoir

touché le fond, suggère alors, un peu comme en rêve, le mouvement d'une main menant vers des territoires nouveaux.

PATRICK ROEGIERS.

« Rasi, Studio 666, 81 rue Maître-Albert, 75005 Paris. Jusqu'au 28 février.

CARRÉ SILVIA MONFORT

Advertisement for Carré Silvia Monfort featuring the text 'J'embrasse mon rival mais c'est pour l'étouffer.' and listing the cast and production details.

ACTUELLEMENT

LES FUGITIFS



« Les Fugitifs » est une merveille d'invention, d'émotion, de drôlerie... Veber a réussi un coup magistral.

Michel Braudeau LE MONDE

Large advertisement for the cabaret 'MOGADOR' starting on February 18th, featuring a woman in a black dress and listing production credits.

Handwritten text at the bottom of the page: 'سكننا من الاله'.

سكزا من الاجل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

Maillat. Musée d'Orsay, 1, rue de... (45-49-1-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée 2 F.

OFFRANDES • Photographies du XIX^e siècle. Galerie Colbert, rue des Poitevin... Sauf dimanche, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 11 mars.

NEGROPOL. L'usage des Noirs dans la publicité depuis un siècle. Bibliothèque Forney, hôtel de Sully, 1, rue du Figuier (45-78-14-60). Sauf dimanche et lundi, de 13 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

ANDREAS PFEIFFER. Galerie Gauthier-Bailly, 47, rue de Lappe (47-00-33-10). Jusqu'au 28 février.

LE HAUTE. Engage Baselin. Musée des Beaux-Arts, Musée de la dentelle, 23, rue Richelieu (21-97-00-00). Jusqu'au 11 mars.

Musées

LE TROISIEME Oeil de JACQUES-HEMRY LARTIGUE, photographies en relief. Espace Palais, musée Winston Churchill, Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

MOBIER MINIATURE ORIENTIS DE MATRISE XVII-XX. Le Livre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Jusqu'au 1^{er} mars.

LE TRESOR DE GARONNE. 1^{er} étage après Jean-Claude. Des manuscrits dans le Grand Hôtel de la Monnaie, 11, quai Cassini (43-29-12-48). Sauf dimanche, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 30 mars.

ARTS DE LA VIE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-37). Sauf lundi, de 13 h à 17 h 30 ; mardi jusqu'à 21 heures. Café des sculptures jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F.

LE NOIR EST UNE COULEUR. (Apr. Doreau, Hartung, etc.). Galerie Lalmière, 38, boulevard de Courcelles (47-63-03-85). Jusqu'au 31 mars.

LE HAUTE. Engage Baselin. Musée des Beaux-Arts, Musée de la dentelle, 23, rue Richelieu (21-97-00-00). Jusqu'au 11 mars.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes des salles de 11 h à 19 h sauf dimanches et jours fériés. Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS RIVE DROITE RIVE GAUCHE SOUPERS APRES MINUIT CHARLOT, « NOI DES COQUILLAGES » LES RESTAURANTS DE LA NUIT OUVERTS MEME LE JOUR AU PIED DE COCHON LE GRAND CAFE CAPUCINES LA MAISON D'ALSACE

BOULOGNE-BELLAUCOURT. Le belvédère sur la mer et l'océan. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Peuple. Jusqu'au 29 mars.

LA DEFENSE. Un siècle de révolutions militaires. Galerie de l'Empire, Espace Libre, jusqu'au 22 mars.

LA ROCHELLE. Kaban en Chine à son tour. Musée de la culture (46-41-31-79). Jusqu'au 29 mars.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

Contredanse. Grazziella Marzulli, 17, rue de la Harpe.

GAUMONT LES HALLES - GEORGE-V SAINT-MICHEL - MONTPARNAISE BIENVENUE LE MEILLEUR FILM DE L'ANNEE pour 30% des lecteurs de PREMIERE



THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
CABARET Théâtre Mogador (42-85-30) 20 h 30 (18).
NOUVEAUX IMAGES MISS EMILY Théâtre Les Déchargeurs (en anglais le 24) (42-36-00-02) 19 h (19).

Les salles subventionnées
Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.
OPERA (42-42-57-50) Jan. à 20 h : + dim. à 15 h. + mar. à 19 h 30 : l'Effie; + dim. à 14 h 30 : + 20 h 30 : + mar. à 19 h 30 : le Songe d'une nuit d'été; dim. à 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été; dim. à 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été; dim. à 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.

Les autres salles
AMANDIERS (42-66-42-17) (D. L.) 18 h 30 : la Divine Comédie.
ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.) 19 h 30, mar. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Ruy Blas et Molière.

ASSEM (42-42-49-39) mar., dim. 15 h : les Vignes du Seigneur.
ASTIERE-THÉATRE (42-38-35-53) mar., jeu. 20 h 30 : la Sainte Nitouche.
ATELIER (46-06-49-24) 18 h, mar. 18 h, dim. 15 h 30 : Adrien Moult.

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24) (D. soir, L.) 20 h 45, mar. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Cendrillon.
COMEDIE ITALIENNE (42-21-22-22) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h 30 : Olympe Parisienne.
COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11) (D. L.) 19 h : la Magie d'Abel Adefran.

LES SPECTACLES NOUVEAUX
CABARET Théâtre Mogador (42-85-30) 20 h 30 (18).
NOUVEAUX IMAGES MISS EMILY Théâtre Les Déchargeurs (en anglais le 24) (42-36-00-02) 19 h (19).

LUCCRETIENNE (45-44-57-34) (D. L.) 19 h 30 : Lucrèce; 21 h 15 : Les Femmes de l'Alcazar.
MONTMARNASSE (43-22-77-74) Grande salle (D. soir, L.) 18 h 45, mar. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Ce sacré bougre.
NOUVEAUX (47-70-52-76) (D. soir, L.) 20 h 30, mar. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Molière qui est qui ?

LES SPECTACLES NOUVEAUX
CABARET Théâtre Mogador (42-85-30) 20 h 30 (18).
NOUVEAUX IMAGES MISS EMILY Théâtre Les Déchargeurs (en anglais le 24) (42-36-00-02) 19 h (19).

TH. DU LIÈRE (45-86-55-83) (D. soir, L. Mar.) 20 h 30, dim. 16 h : Electra.
THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39) (D. soir, L.) 20 h 30 : L'Épave; 14 h 30 et 18 h 30 : les Brèves de Monsieur.
TH. PARRIS-VILLETTE (42-02-02-68) (D. soir, L.) 21 h, dim. 16 h 30 : Les Femmes de l'Alcazar.

LES SPECTACLES NOUVEAUX
CABARET Théâtre Mogador (42-85-30) 20 h 30 (18).
NOUVEAUX IMAGES MISS EMILY Théâtre Les Déchargeurs (en anglais le 24) (42-36-00-02) 19 h (19).

LONGRUMEAU Th. A. Adam (42-40-77) le 20 à 21 h : G. Moustaki.
LE PLESSIS-ROBINSON C. G. Philippe (43-31-11-22) 18 h, mar. L. 21 h, dim. 17 h : Salomé.
SAINT-DENIS Th. G. Philippe (42-43-18-18) (J. D. soir, L.) 20 h 30. Dim. 16 h : Anis Alvariz.

LES SPECTACLES NOUVEAUX
CABARET Théâtre Mogador (42-85-30) 20 h 30 (18).
NOUVEAUX IMAGES MISS EMILY Théâtre Les Déchargeurs (en anglais le 24) (42-36-00-02) 19 h (19).

GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT OPERA 14 JUILLET ODEON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE LES MONTMARNES

MARIN KARMIZ présente
Chambre avec Vue...
A room with a view
un film de JAMES IVORY



8
NOMINATIONS AUX OSCARS HOLLYWOOD 87

- MEILLEUR FILM
MEILLEUR RÉALISATEUR
MEILLEURE MISE EN SCÈNE
MEILLEUR SECOND RÔLE FÉMININ
MEILLEUR SECOND RÔLE MASCULIN
MEILLEURS COSTUMES
MEILLEURE MUSIQUE

UGC NORMANDIE • GAUMONT COUSÉ • UGC DANTON • FORUM HORIZON • PARAMOUNT OPÉRA • REX • ST-LAZARE PASQUIER • MONTMARNASSE PATHÉ • UGC MONTMARNASSE MISTRAL • UGC CONVENTION • FAUVETTE • UGC LYON BASTILLE • GAMBETTA • LA BASTILLE • 3 SECRETAIN • CONVENTION ST-CHARLES • LES IMAGES VERSAILLES REX • PARY 2 • CHAMPIGNY Multiciné Pathé • THIAS Belle Epine Pathé • SARTROUVILLE ABC • ST-GERMAIN III • POISSY REX • LA DÉFENSE 4 Temps • VELIZY 2 COLOMBES Club • ARGENTEUIL Alpha • ENGHEN Français • VITRY Robespierre • ROSNY Artel • CRÉTEIL Artel • NOGENT Artel • VAL-D'YERRES Boxy • PANTIN Carrefour SARCELLES Fenodes • CORBEIL Areal • AULNAY Perrin • CACHAN Plédo • LA VARENNE • BOULOGNE Gaumont Ouest • L'ISLE-ADAM Conti • PALAISEAU 4 Champs ST-GENEVIÈVE-DES-BOIS Perry • SEVRAN 5 Dalton • VIRY-CHATILLON Calypso

LA RUMBA
ROGER HANIN - MICHEL PICCOLI - NIELS ARESTRIP
PATACHOU ET GUY MARCHAND
CORINNE TOUZET - SOPHIE MARCHAND - VALÉRIE PASCALE - KARIM ALLAOUI
MICHAEL DENARD ET STÉPHANE JOBERT
LA RUMBA UN FILM DE ROGER HANIN

حسنة من الالوجين

CINEMA

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES FEMELLES (1928) : Action, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h.
L'AVVENTURA (1954) : Saint-Germain, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h.

LA FIEVRE DU SABBAT (1963) : Hollywood Boulevard, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h.
EXCALIBUR (1981) : Saint-Germain, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h.

(1952-53-54) V.F. : Garmont-Optica, 2 (47-42-53-54).
(1955-56-57) : Garmont-Optica, 2 (47-42-53-54).

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 18 FEVRIER
Musique France, Auditorium 19h, 20h, 21h, 22h, 23h.
A. Casadesu, R. Demare, J. Schan (Lecier, Haydn, Martin).

THEATRE 18, 16 h 30 : Duo Coeh-Novak (Stanzl, Lory, Kraft).
Dimanche 22 FEVRIER
Eglise des Eilat, 10 heures : D. Fum (Frescobaldi, Bach, Mendelssohn).

Radio-France, Auditorium, 19 h 30, 20 h 30 : Temps réel et temps idéal en concert.
Salle Gerson, 20 h 30 : Concert national d'Orléans-France, dir. : J.-A. Gaudin.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin.

Mercredi 18 février

PREMIERE CHAINE : TF1

20.30 Séries : L'heure Barman.
Emission de Jacques Chancel, invités : les professeurs Jean Juret et Raymond Vilain, Juliette Gréco, Jane Fonda, Isabelle Aubrey, Gérard Philipe, Mady Beaugrand, Aimable, Alain Mouchet, David Livey, Roland Girard, Maxime Le Forestier, Guy Druic, Pierre Salinger, Jean Robert, Patrick Baudry, Kad Lagerfeld, le groupe américain Navasart, Christiane Eda-Pierre et l'Orchestre de violoncelles dirigé par Roland Pédoux.

CANAL PLUS

20.30 Football : Le Havre-Torpedo de Moscou. 22.30 Flash d'Informations. 22.40 Clés : Les Professionnels n° 8 film américain de Richard Brooks (1966), avec Burt Lancaster, Lee Marvin, Robert Ryan, Jack Palance, Claudia Cardinale, Ralph Bellamy.

DEUXIEME CHAINE : A2

20.30 Variétés : Le grand échiquier.
Emission de Jacques Chancel, invités : les professeurs Jean Juret et Raymond Vilain, Juliette Gréco, Jane Fonda, Isabelle Aubrey, Gérard Philipe, Mady Beaugrand, Aimable, Alain Mouchet, David Livey, Roland Girard, Maxime Le Forestier, Guy Druic, Pierre Salinger, Jean Robert, Patrick Baudry, Kad Lagerfeld, le groupe américain Navasart, Christiane Eda-Pierre et l'Orchestre de violoncelles dirigé par Roland Pédoux.

TV6

20.30 Séries : La grande vallée ; Les chevaliers du ciel ; Destination danger. 23.35 Show Road.

TROISIEME CHAINE : FR3

20.30 Jeu : L'esprit de famille.
Avec Adama, le groupe Image, pour la partie Journal.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Présence de Jacques Romann. 21.30 Musique. 14^e Rencontres Internationales de musique contemporaine de Metz. Von Zeil et Zeit, de Klaus Haber (création mondiale) et Deuxième Quatuor, de Giacinto Scelsi, par le Quatuor à cordes de Berne. 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Giscometti. 23.19 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 février au Théâtre musical de Paris) : Les noces de Figueira, de Bizet, par le Nouvel Orchestre philharmonique et le chœur de Radio-France, dir. Friedemann Layer, chef de chœur : Alain Bouffroy, chef de chant : Monique Pansou, premier violon : Roland Gaudin, clavier : David Miller. 23.00 Les soirées de Franco-Musique. Jazz-Club n° 1 en direct du Magasin Turcou 75001 Paris.

Jeudi 19 février

PREMIERE CHAINE : TF1

12.50 Feuilleton : Symphonie (4^e épisode).
14.40 Feuilleton : Isaura (3^e épisode).
15.15 Quartet à Vincennes.
15.30 Groupe vocal.
Scoubidou : Pole position ; L'invité d'honneur et Cézanne ; Vive la gloire ; Les origines du pays de l'arc-en-ciel ; Infos magazine ; Vidéo surprise ; Panky Brewster trouve un foyer ; Vidéo : Sochi.

CANAL PLUS

14.00 Clés : Il n'y a pas de bande sans les 11 film français d'André Cayatte (1972), avec Annie Girardot, Bernard Blier, Michel Bouquet, Mathieu Carrière. 16.00 Clés : Les Professionnels n° 8 film américain de Richard Brooks (1966), avec Burt Lancaster, Lee Marvin, Robert Ryan, Jack Palance, Claudia Cardinale, Ralph Bellamy. 18.00 Flash d'Informations. 18.45 Desnais minisite. 19.15 Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zébulon. 19.50 Clés : Les Professionnels n° 8 film américain de Richard Brooks (1966), avec Burt Lancaster, Lee Marvin, Robert Ryan, Jack Palance, Claudia Cardinale, Ralph Bellamy. 20.05 Star Trek. 20.30 Clés : Un Récit n° 3 pas de peches n° film français de Jean-Pierre Mocky (1975), avec Jean-Pierre Mocky, Francis Blanche, Jean Carmet, Michel Galabru, Daniel Gélin, Jean-Pierre Marielle. 22.35 Flash d'Informations. 22.45 Clés : Les Professionnels n° 8 film américain de Richard Brooks (1966), avec Burt Lancaster, Lee Marvin, Robert Ryan, Jack Palance, Claudia Cardinale, Ralph Bellamy. 23.00 Clés : Une fille dans la peau n° film français chassé X de C. Roman (1983), avec Jean-Pierre Armand, Yoko, Alban Ceray, Christophe Clark, Laura Betti, Tatum. 1.50 Les superstars du catch.

DEUXIEME CHAINE : A2

13.48 Feuilleton : Le riche et le pauvre.
14.35 Magazine : Ligne directe.
Enquête : C'est pour toi bien (3^e partie).
15.35 Feuilleton : Ruse Carrot (1^{er} épisode).
16.08 C'est encore mieux l'après-midi.
Avec Amanda Lear, Nick Kama, The Damned.
17.25 Récré A2.
Mimi Craca ; Bonjou copain ; Les mondes engloutis ; Quick et Flupke.
18.05 Feuilleton : Madame est servie.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.30 D'accord, pas d'accord.
Cinéma : Bons baisers de Hongkong II Film français d'Yvan Chiffre (1975), avec Gérard Philipe, Gérard Philipe, Jean-Guy Focquier, Jean Sarrail, Mickey Rooney, Clifton James. La reine d'Angleterre est envoyée par un marchand de jouets chagré. Quatre agents secrets français chassés à la dérive, avec le concours d'une femme de ménage, une amie. Pervérissement des auteurs de Jean René. Action vivement menée, interprètes fort drôles.

LA « 5 »

13.30 Série : Kojak. 14.15 Série : L'inspecteur Derrick. 15.25 Série : Clips. 16.20 Série : K 2008. 17.20 Série : Sphère, fait-sol pour 18.10 Série : Supercopier. 19.05 Série : Happy days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Clés : Boulevard de Copacabana n° film américain de Billy Wilder (1950). Vision cruciale, tragique, de Hollywood de ses racines, à travers l'histoire d'une ancienne star de cinéma, confiée dans un villa-mousseline, qui se paie un giplo, scénariste, pour préparer sa rentrée dans les studios Paramount. Clés et névrose. Le choix de Gloria Swanson, dont le globe s'était éteint avec le parlant, apporte, ainsi que la présence d'Eric von Stroheim, le grand cinéaste muet, le cachet de l'authenticité à ce tableau de « l'usine à rêves ». En fait, Gloria Swanson ne joue pas sa vraie vie, mais se prête au jeu implacable de Wilder. 22.25 Série : Kojak. 23.25 Série : Supercopier. 0.20 Série : Barretts. 1.15 Série : Kojak. 2.10 Série : Star Trek.

TROISIEME CHAINE : FR3

14.00 Magazine : Télénews (rediff.).
14.30 Documentaire : Splendeur sauvage.
16.00 Documentaire : Hauteurs caribéennes.
16.50 Documentaire : Art et fête.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Dessin animé : Belle et Sébastien.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.20 La cuisine des jumeaux.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
18.57 Juste ciel, petit horoscope.
19.00 De 18.18 à 18.32, actualités régionales.

TV6

14.00 Le Tonik. 17.00 Système 6. 19.00 NEJ 6. 19.40 Série : Max le môme. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Clés : Six femmes pour l'assassin n° film italien de Mario Bava (1964). A Rome, un criminel dérange les mannequins d'une maison de couture installée dans une superbe villa. Suspense Hitchcockien, atmosphère de terreur créée par les couleurs et les décors baroques de l'architecte Bava. 22.00 6 Toes.

FRANCE-CULTURE

20.30 Écrit pour la radio : L'écriture cinématographique de Habib Tengour. 21.30 Musique : Electra. Festival de musique de traverses à Reims (enregistré le 10 mai 1986) : Blaise Reiminger, le groupe Non Judgement. 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Samuel Fuller. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Jeux vénétiens de Lutoslawski ; Concerto pour piano et orchestre en sol mineur, op. 33, de Dvorak, Roméo et Juliette, suite n° 2, de Prokofiev, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Uni Segal, Joseph Kalichstein, piano. 23.00 Les soirées de Franco-Musique. Les nuits parallèles : Adagio troppo.

ACTUELLEMENT
JEAN CARMET BEN SMAÏ
THE AU HAREM
D'ARCHIMEDE
de MENDI CHAREF
MISS MONA
de MENDI CHAREF

CHAQUE VENDREDI,
LES AFFAIRES,
C'EST L'AFFAIRE
DE TOUT LE MONDE.
Le supplément Le Monde Affaires est en vente chaque vendredi (numéro daté samedi) avec votre quotidien Le Monde. Sans supplément de prix.
Le Monde AFFAIRES

LOCOMOTIVE (42-57-37-37) le 18 à 20 h 30 : The Damned.
MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), 22 h : Ted Cullen, Nbrignola, dans le 21, le 24 : L. Curry, M. Viss, J. Van Th.
LE MEILLE MOQUEUR (45-65-12-43), les 19, 20, 21 à 22 h : J. Lacroix, le 23, 24 : Tito Rotondo.

12 FEVRIER - 18 MARS 1987
BOURDON-GIQUET PASTELS
VERNISSAGE
JEUDI 12 FEVRIER - 17 h 20 h
ALAIN BLONDEL GALERIE 2

سكزا من الاصل

Communication

Les candidats aux télévisions privées devant la CNCL

Les « sages » s'interrogent sur la vocation de la sixième chaîne

Pour la première fois en France, des candidats à la télévision privée sont invités à présenter leur projet en séance publique devant l'instance chargée de les sélectionner. Ainsi, les postulants à la reprise de la « 5 » regroupés autour de M. Robert Hersant, d'une part, et de M. James Goldsmith, d'autre part, devaient successivement défiler le mercredi 18 février devant les treize membres de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Les trois regroupements aspirant au sixième réseau - TGV, TFM et Métropole TV - se relayèrent le lendemain. Plusieurs dizaines de journalistes assistèrent à ces « sages » suivis également par les caméras de télévision. Une procédure « transparente », à l'américaine, qui survient cependant après une série d'auditions à huis clos organisées au début de la semaine.

Inquiète de la précipitation avec laquelle ont été menées certaines opérations, la CNCL a fait des confirmations ou des mises au point. TFM a profité pour préciser que son capital avait pour moitié été versé par des professionnels de la musique et du cinéma, et pour l'autre moitié par un pool bancaire (25 %) et une holding appartenant au groupe Carrefour (20 %). Ensuite, les aspects de la viabilité économique des projets. Chacun des repreneurs s'applique à prouver la pertinence et l'ampleur de ses capacités financières : les représentants de Métropole TV allèrent même jusqu'à exhiber des promesses écrites de différents actionnaires de longue date de leur projet. M. Lemaire, responsable de l'engagement sur le long terme qui devrait rassurer, c'est bien la question.

La CNCL a-t-elle encore le choix ?

Car les « sages » ne cachent pas aujourd'hui leurs interrogations sur la vocation de la sixième chaîne. Cette généraliste comme Métropole TV Elle risque de mettre en péril l'équilibre précédaire du marché publicitaire et la part de ses trois télévisions privées. Elle concerne une offre très limitée. Elle ne peut pas être considérée comme une « incontournable », la Lyonnaise des eaux et la CLT.

Mais la CNCL a-t-elle encore le choix ? Les relations diplomatiques entre Paris et le Luxembourg pèsent explicitement depuis deux jours en faveur de Métropole TV. Du coup, les questions sur la programmation musicale de la sixième chaîne semblent bien académiques. Quel apport à la chanson et à l'industrie du « clip » français ? Quelle ouverture sur les différents types de musique ? Les représentants de TV 6 justifient leur parti pris « rock » par le rôle d'associer à une jeune génération de programmes de musique classique.

Le projet permettrait au total d'acquérir la majorité du capital de TF1 avec un ou plusieurs autres opérateurs. C'est, en l'occurrence, avec le groupe Bouygues que des accords sont actuellement en cours pour le montage de cette RES. Mais il faut que les salariés souscrits au total, 60 à 80 millions de francs avant que le groupe Bouygues accepte de s'engager plus avant dans les négociations. Les initiateurs du projet semblent optimistes sur ce point.

Les critères fiscaux de l'administration

La viabilité économique de cette RES est, toutefois, encore à l'étude, et l'on reste prudent des deux côtés. Chez Bouygues, de toute façon candidat à la reprise de TF1, on ne rejette pas systématiquement la formule, car « toute hypothèse doit être étudiée ». Mais on estime qu'il « faut d'abord analyser la faisabilité financière qui, pour l'instant, est très tendue ». On souligne aussi que le processus « est très compliqué au niveau du montage ».

Au ministère des finances, on rappelle les critères généralement retenus par l'administration fiscale pour accorder son agrément : la constitution d'une holding contrôlant la société, la garantie que les salariés ne soient jamais menacés de perdre le contrôle de l'entreprise pour des raisons financières (endettement excessif) et l'assurance que l'équipe de direction de TF1 privé ne soit choisie avec soin. Une exigence qui assure au personnel de ne pas se voir imposer totalement une direction, comme ce sera le cas avec un opérateur satellite.

La privatisation de TF 1

La reprise de la chaîne intéresse près de la moitié des salariés

A quelques jours de la date butoir - le 23 février à minuit - du dépôt des dossiers de candidature au rachat de TF 1, près de la moitié des salariés de la chaîne ont donné leur accord de principe pour s'en porter acquéreur : six cent trente-trois d'entre eux - sur un effectif d'environ mille cinq cents personnes - se sont, en effet, engagés à participer financièrement au projet de RES (reprise d'une entreprise par ses salariés) élaboré par quatre cadres de la Une (Le Monde affaires du 17 janvier).

Ce projet permettrait au total d'acquérir la majorité du capital de TF1 avec un ou plusieurs autres opérateurs. C'est, en l'occurrence, avec le groupe Bouygues que des accords sont actuellement en cours pour le montage de cette RES. Mais il faut que les salariés souscrits au total, 60 à 80 millions de francs avant que le groupe Bouygues accepte de s'engager plus avant dans les négociations. Les initiateurs du projet semblent optimistes sur ce point.

M. Ted Turner débarque en Chine

M. Ted Turner, patron de la chaîne WTBS à Atlanta et propriétaire de la Metro Goldwyn Mayer, vient de signer un accord important avec la télévision chinoise.

Son programme par satellite, CNN (CNN), qui diffuse des informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre à trois millions de foyers dans les Etats-Unis, sera repris par les deux chaînes chinoises qui utiliseront pour leurs journaux télévisés. L'accord avec M. Ted Turner a permis dans ses sept publications à destination de millions de téléspectateurs chinois.

Parallèlement, CNN prévoit d'ouvrir à Pékin un bureau d'information dans le courant de l'année. CNN dispose d'un système de nouvelles dans cinquante-trois pays. En France, le programme est déjà capté par certains hôtels et le réseau câblé de Paris.

La polémique autour du satellite de télévision

Une guerre rocambolesque entre TDF et la DGT

A deux semaines du comité interministériel qui devrait trancher une nouvelle fois le dossier TDF 1-TDF 2, partisans et adversaires du satellite de télévision directe campent sur leurs positions.

Fort de l'appui apporté le week-end dernier par le premier ministre à la filière spatiale, M. Léotard, directeur général de CNET (Centre national d'études spatiales), a déclaré TDF1 « bon pour le service ». Après son frère jumeau allemand TV Sat, le satellite français a en effet subi avec succès tous les tests d'aptitude en vol. Il pourrait donc être lancé à la fin de l'année sur le vingt-quatrième arc d'Ariane et le lancement surmonterait ses difficultés techniques. M. Léotard a précisé que tout était prêt pour démarrer la réalisation de TDF2, le second engin destiné à assurer la continuité du programme, en attendant « le feu vert définitif » des pouvoirs publics.

Mais du côté des adversaires, on ne désarme pas pour autant. Le boys dur de la contestation est animé par le ministre des P et T et la direction générale des télécommunications (DGT). Rivalité traditionnelle entre administration des télécommunications et télévision qui n'est pas l'appareillage des seuls Français. Ainsi, en Grande-Bretagne, British Telecom n'hésite pas à proposer une option pour rachat du satellite luxembourgeois Astra pour tenter d'étouffer dans l'œuf le projet de satellite de télévision directe lancé par l'Independent Broadcasting Authority (IBA). A contrario, la République fédérale d'Allemagne est égarée par la polémique qui c'est la Bundespost qui pilote elle-même le projet TV-Sat.

La bande à Léo se laisse séduire

La DGT décide alors de porter le fer au niveau politique pour obtenir l'abandon du projet TDF 1. Si M. Jacques Chirac et le RPR restent peu sensibles aux arguments des responsables de télécommunications, la bande à Léo, elle, se laisse séduire. M. Gérard Longuet, ministre des P et T, parce qu'il défend d'abord son administration ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, parce qu'il rêve d'un espace audiovisuel moderne où fleurirait des dizaines de chaînes venues de tous les pays.

Une grande parabole est installée sur la montagne de la culture et de la communication, et M. Léotard peut vanter à tous ses visiteurs les vertus des satellites de télécommunications. Des télévisions de « combi stratégique » des ministères libéraux, préparés discrètement sans « campagne » : le ministre des P et T pourrait « offrir à Noël quinze chaînes supplémentaires aux Français » en commercialisant des antennes paraboliennes dans les supermarchés à moins de 5 000 F.

Prix et délais ont été calculés de manière un peu trop optimiste. La campagne est reportée à plus tard. Quant à M. Léotard, il persiste et signe. Il écrit le 9 février dernier à M. Chirac pour demander l'abandon du satellite TDF 1 et le transfert de ses clients sur Telecom 1. Le lobby de la DGT a bien fonctionné, entraînant même un moment le ministre du budget, M. Alain Juppé.

A la fin du mois, un comité interministériel va tenter de mettre un terme à cette affligeante lutte de clans. Si TDF 1 est abandonné, la DGT aura réussi à éliminer toute concurrence. S'il est maintenu, on peut soupçonner que soit défini par un gouvernement qui se veut libéral les conditions d'une compétition plus saine entre satellites de télécommunications. Dernière ironie du sort : le dossier est aujourd'hui entre les mains de M. Xavier Gouyou-Beauchamp, ancien conseiller de M. Léotard avant d'être nommé président de TDF. Il est chargé par le premier ministre de relancer le satellite TDF 1.

Codeage contre dumping

En France, la lutte est d'autant plus âpre que la DGT utilise son propre système de satellite Telecom 1 pour concurrencer le programme TDF. Mémoire présent, nous cherchons à relayer le téléphone et le trafic de données informatiques. Telecom 1 peut aussi transporter des émissions de radio et de télévision. Il sert aujourd'hui à acheminer les programmes de la « 5 » et de TV 6 vers leurs émetteurs provinciaux et le programme thématique d'Hachette, Canal J, vers les réseaux câblés.

Mais la DGT veut aller plus loin, elle envisage de rassembler sur son satellite quatre ou cinq chaînes de télévision pour les diffuser auprès du grand public à travers des antennes collectives d'immeubles ou des paraboles individuelles. Une de ses filiales, France Câbles et Radio, a constitué avec Locatel, la Lyonnaise des eaux et la Compagnie financière de Suez une société, VidéoSpace, qui loue des antennes Telecom 1 à partir de 1 200 F par mois pour des particuliers ou 100 F par mois et par foyer dans le cadre d'un habitat collectif.

L'initiative déclenche une véritable bataille rangée entre les administrations des télécommunications et de la culture. La DGT accuse la DGT de faire du dumping en louant les canaux de Telecom 1 15 millions de francs par an, le tiers des tarifs pratiqués en Europe. En représailles, TDF décide de coder les programmes de la « 5 » et de TV 6 lors de leur passage sur Telecom 1. Une opération coûteuse qui a pour seul but d'empêcher la DGT

Les rapports entre la presse et le gouvernement

Les syndicats de journalistes demandent des « explications »

L'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ), qui regroupe le Syndicat national des journalistes (SNJ), le SNJ-CGT et le Syndicat des journalistes français (SJF-CFDT), vient de demander par lettre au ministre de la presse, de la culture et de la communication des explications.

Les militants soulignent que plusieurs ministres (MM. Charles Pasqua, Robert Pandraud et André Giraud) ont agressé verbalement les journalistes professionnels et rappellent que M. Jacques Léotard lui-même s'est récemment déclaré « en dehors de la presse ». L'UNSJ rappelle que « les rapports entre la presse et le gouvernement risquent de se détériorer » et réclame des explications.

Des exemplaires de « Jours de France » interceptés par le Livre CGT. Des exemplaires du Livre CGT ont été répartis sur la chaussée, le 15 février, plusieurs milliers de exemplaires de « Jours de France » ont été distribués à l'atelier de Vity-sur-Seine (Val-de-Marne), où ils ont été brûlés.

Les militants du Livre CGT, salués de l'imprimerie moderne des Maisons-Affort (IMMA), regroupés dans l'imprimerie moderne des Maisons-Affort (le Monde du 10 février), ont ainsi réaffirmé le retrait de l'hébergement de cette imprimerie. Ils font part de cette imprimerie, ont-ils déclaré. La direction du journal a décidé qu'elle allait porter plainte.

ÉTATS-UNIS : la relève au « New Yorker »

« Good bye, Mister Shawn »

M. Shawn, directeur du New Yorker, a quitté son poste de directeur de la publication.

Malgré les dénégations de son directeur du New Yorker, M. Robert Gottlieb, entré en fonctions le 15 février, il remplace le célèbre journaliste et écrivain octogénaire William Shawn, qui régnait depuis vingt-cinq ans sur le magazine (le Monde du 17 janvier).

L'arrivée de M. Gottlieb a été précédée d'une lettre de démission de la part de son directeur de la publication, Louis du rachat de l'hébergement, en 1981, par la maison d'édition, il a été précisé dans la lettre de démission que le nouveau propriétaire « rechercherait l'opinion et l'approbation de la rédaction avant de choisir le nouveau directeur ». Les journalistes redoutent, en effet, que leur traditionnelle indépendance ne soit respectée par le repreneur.

Un « coup d'Etat »

Les critiques pourtant n'ont pas manqué. Certains lui ont reproché d'avoir toléré des écrits de second ordre, d'avoir, finalement, publié un hebdomadaire d'extrême droite, destiné non pas au public mais à d'autres écrivains, et d'être enfermé dans une sorte de tour d'ivoire, puisque le New Yorker n'a jamais entretenu une rubrique des « lettres au directeur ».

L'intelligentsia du New-York a réagi de diverses façons au départ de William Shawn. Certains ont parlé de « coup d'Etat », d'un « jour tragique pour le journalisme américain ». D'autres, au contraire, estiment que, face à la concurrence de plusieurs hebdomadaires de qualité, le magazine plus jeune sera mieux à même de procéder à l'indispensable rénovation du New Yorker.

L'habile et compétent Robert Gottlieb - à dirigé auparavant la maison d'édition Knops contrôlée par Newhouse - a su rapidement se concilier le neutralisme de son prédécesseur, et il a dirigé l'équipe rédactionnelle qu'il a héritée de la tradition.

« Je ne suis pas un journaliste », a-t-il déclaré. « Je veux être un éditeur honnêtement. Je veux être et vous aimerai tant que je vivrai. » Good Bye, Mister Shawn...

Dans un ultime message à ses collaborateurs, William Shawn a écrit ces quelques lignes : « Je suis fier de ce que nous avons accompli ensemble et vous aimerai tant que je vivrai. »

HENRI PIERRE

Privatisation sous contrôle d'Havas

M. Balladur pourrait introduire une action « spécifique » réservée à l'Etat

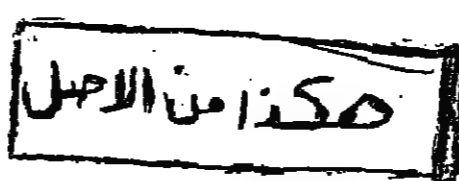
Le ministre de l'Economie étudie la possibilité d'instaurer par arrêté une action spécifique pour Havas, dont la privatisation devrait avoir lieu vers la mi-mai. Cette procédure, qui avait déjà été adoptée pour ELF, est inspirée de la « golden share » à la britannique. Elle soumet à l'agrément du ministre de l'Economie pendant cinq ans toute prise de participation d'une personne ou plusieurs personnes agissant de concert (article 10 de la loi de privatisation) supérieure à 10 % du capital.

La possibilité d'une action spécifique a été évoquée au dernier conseil d'administration d'Havas. De son côté, la Rue de Rivoli constate que les dirigeants du groupe de communication et son favorable. La capitalisation d'Havas (6,4 milliards de francs) est en effet trop faible pour lui permettre de résister aux évenements opaques des marchés de l'étranger où les groupes de communication ont une toute autre envergure.

M. Balladur semble sensible à cet argument. Encore faut-il savoir si l'on doit considérer l'activité à ce point « stratégique » pour les intérêts nationaux de la France, au même titre qu'un groupe d'armement par exemple. L'action spécifique ne serait de toute façon pas incompatible avec la constitution d'un noyau dur à la façon de Paribas, composé d'actionnaires choisis par M. Balladur mais, qui ne pourraient en aucun cas prêter le flanc à l'Etat ne détenant lui-même que la moitié d'Havas, le reste étant coté en Bourse.

OFFREZ à votre personnel le bien-être et le détente que procure une séance de yoga et de relaxation qu'il vous rendra en bonne humeur et en efficacité

SARAH MAIA
Tél. : 46-34-06-91

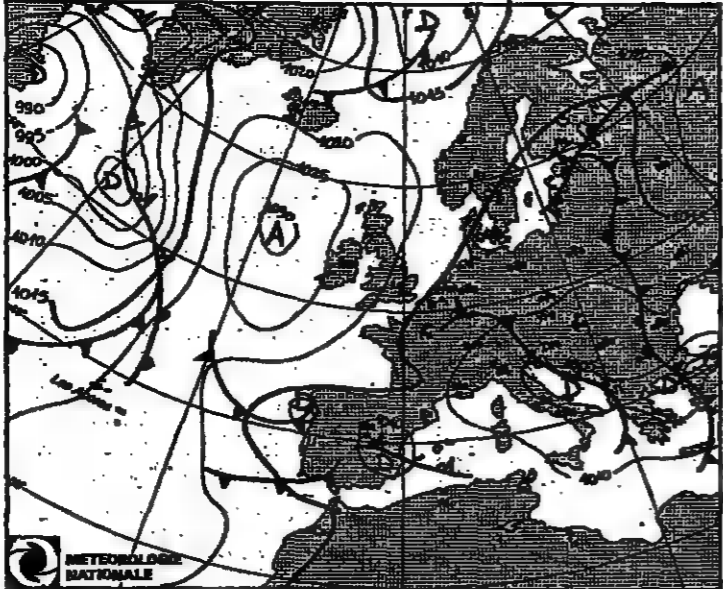


Informations « services »

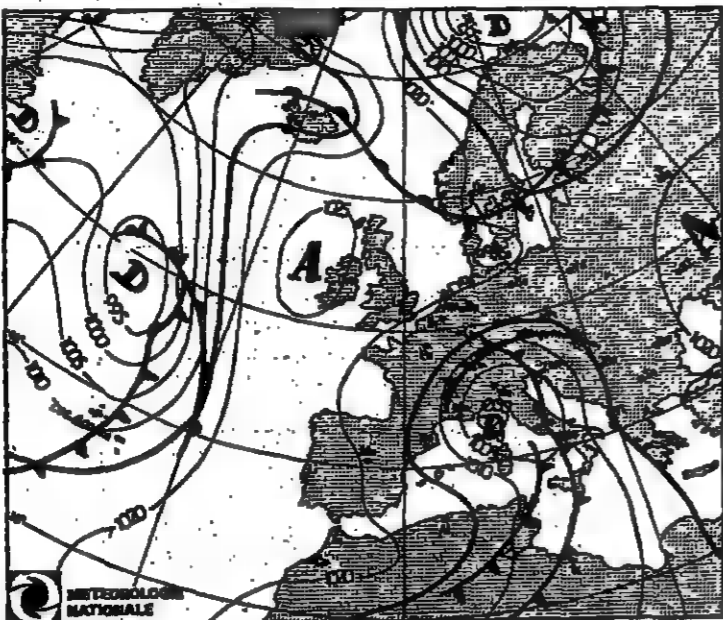
Le Carnet du Monde

MÉTÉOROLOGIE

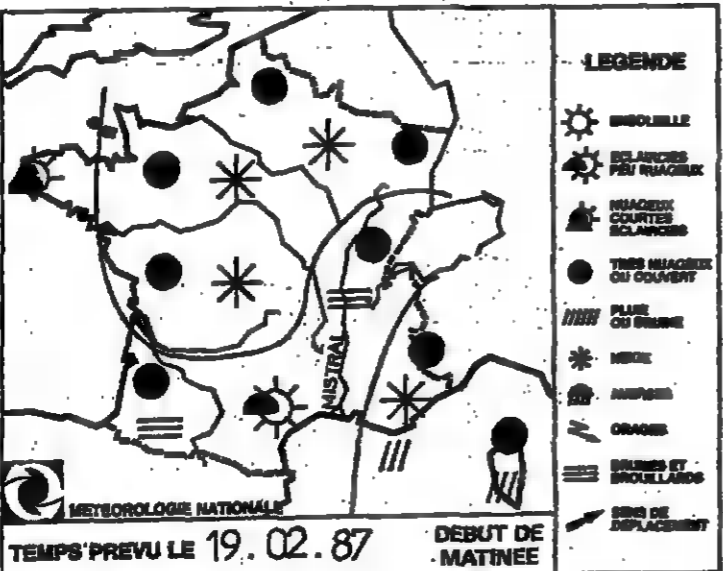
SITUATION LE 18 FÉVRIER 1987 à 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 FÉVRIER à 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France... Les températures minimales...



TEMPÉRATURES maximales - minimales et moyennes... le 17-2 à 6 h TU et le 18-2-1987 à 8 h TU

Table with columns for France, Etranger, and various cities with temperature ranges.

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4424. A crossword puzzle grid with numbers 1-11.

HORIZONTALEMENT... I. Apparition de bontons... II. « Prise » de... III. Un...

VERTICALEMENT... 1. Bouclier de plus d'un cran... 2. Esprit qui réside dans la maison...

Solution du problème n° 4423... I. Caissière... II. Africains... III. Arc... IV. Absences...

PARIS EN VISITES

VENDREDI 20 FÉVRIER... « Notre-Dame » (pour enfants accompagnés), 14 h 30, portail central (C. Bégin)...

CONFÉRENCES

Salle Chaillet-Galliera, 28, avenue George-V, 15 heures... « La grande aventure des féodaux en Chine... »...

EN BREF

CONCOURS : des aides aux sinistrés... VE QUOTIDIENNE : Alio, maman ? Bobo !... Les aides aux sinistrés de la Réunion...

JOURNAL OFFICIEL

Sous publié au Journal officiel du mercredi 18 février 1987... UN DÉCRET... DES ARRÊTÉS... DES DÉCISIONS...

Naissances

Christine DOUMET et Claude DOUMET-PINCET sont heureux d'annoncer la naissance de...

Décès

Aix-en-Provence, Vaucluse... M. Roland BIDAUT, directeur de la Société des grands travaux de Marseille...

Naissances

M. et M. Gérard Stephaneco ont la tristesse de faire part du décès de leur tante, survenue le jeudi 11 janvier 1987...

Décès

M. Roland BIDAUT, directeur de la Société des grands travaux de Marseille... M. Jacques Najberg, son épouse...

Naissances

M. et M. Robert Chiche et ses enfants, Serge et Adrien, M. et M. Bernard Bourbon et leurs enfants...

Décès

M. Joseph GAGNAIRE, agrégé de l'Université, chevalier de la Légion d'honneur... M. et M. Joseph Gagnaire-Lebon...

Naissances

M. et M. Augustino Calcinotto, ses enfants et ses frères de son atelier... M. et M. Augustino Calcinotto...

Décès

M. et M. Pierre Koch, M. et M. Mark Mortimer et leurs enfants... M. et M. Pierre Koch...

Naissances

M. et M. Gérard KOCH, M. et M. Gérard Koch, M. et M. Gérard Koch...

loterie nationale SUSPENSE TRANCHE N°7 DU TIRAGE DU LUNDI 18 FÉVRIER 1987... VENTE A VERSAILLES 200 TABLEAUX MODERNES...

Handwritten Arabic text: هكذا من الاجل

سكزا من الامم

INTERNATIONAL

A technical support officer

THE EUROPEAN SPACE AGENCY IS SEEKING A YOUNG AND DYNAMIC TECHNICAL SUPPORT OFFICER WITHIN THE PUBLIC RELATIONS OFFICE FOR ITS RESEARCH AND TECHNOLOGY CENTRE OF ESTEC LOCATED AT NOORDWIJK (THE NETHERLANDS)

Within the PR Office whose main task is to promote the activities of ESTEC as well as ESA in general, the incumbent will be responsible for:
- organisation of technical and educational material
- elaboration of visual supporting material
- exhibitions
- ESTEC focal point for contributions to the ESA staff house magazine
- Technical interface between ESTEC specialised Departments and the PR Office.

The candidates should have a broad engineering or scientific background, preferably acquired in the field of astronomy. Prior experience in a public relations and/or educational environment would be an advantage.

A good knowledge of either English or French is required together with a working knowledge of the other language; some knowledge of Dutch is desirable.

International working conditions, including expatriation family allowances, social security and pension scheme. Relocation costs are paid.

Please send curriculum vitae referring to this advertisement to the Head of Personnel at ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (The Netherlands).



EUROPEAN AUDIT MANAGER

Following the promotion of the former post holder, Nike International are looking to recruit an internal audit manager for their European operations.

The role is to analyse financial data from subsidiaries and independent distributors and propose ways of improving operating efficiency. The reporting will be direct to the director of internal audit in the USA.

The area to be covered is the whole of Europe and frequent trips will be made to all countries. Occasional trips will also be necessary to the USA. The candidate should be able to communicate frequently in English, French and German.

He/she should be qualified with 3 years post qualification experience and should be familiar with U.S. GAAP.

A knowledge of EDP equipment and systems is a requirement and a flexible approach to priorities and travel is essential.

A good package is available for the successful applicant who will be a self starter with initiative and the ability to provide unsurpassed expertise.

Send completed CV, with salary progression to:

Philippe BONNY - NIKE France P.A. de Cergy St-Christophe 7, bd d'Osny - R.P. 6237 95801 CERGY PONTOISE Cedex



Ingénieur thermicien informaticien

L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE RECRUTE POUR SON CENTRE DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPATIALES (ESTEC) SITUÉ A NOORDWIJK (PAYS-BAS) UN INGENIEUR THERMICIEN INFORMATICIEN

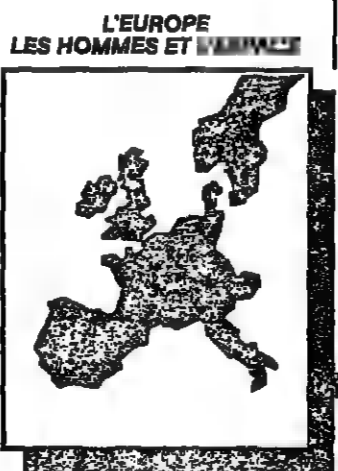
Il sera chargé de concevoir et gérer de grands systèmes de logiciels dans le domaine du contrôle thermique (transfert de chaleur par rayonnement, systèmes mono ou diphasiques...). Une expertise en méthodes numériques, techniques de simulation, applications à des bases de données, systèmes expert est souhaitable.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire en informatique en physique.

Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée. Une certaine connaissance de l'une ou de ces deux langues est souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles offertes par les organisations internationales et comprennent: prestations familiales, indemnité d'expatriation, bords systèmes de sécurité sociale de pension, indemnité d'installation.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au Chef du personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas) en faisant référence à cette annonce.



LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES à Bruxelles

organise un concours, sur titre et sur épreuves, pour la constitution d'une réserve de recrutement de (m/f)

TRADUCTEURS

d'expression française

Ces traducteurs seront appelés à effectuer des traductions de textes ayant trait aux activités des Communautés à partir de l'anglais et d'une ou de plusieurs des autres langues officielles des Communautés: allemand, danois, espagnol, grec, italien, néerlandais ou portugais.

Principales conditions d'admission au concours: avoir accompli des études de niveau universitaire sanctionnées par un diplôme, ou un certificat attestant une formation universitaire complète, ou posséder une expérience professionnelle de niveau équivalent; avoir une maîtrise parfaite du français, une connaissance approfondie de l'anglais et une connaissance suffisante d'une ou de plusieurs des langues officielles allemand, danois, espagnol, grec, italien, néerlandais ou portugais; être né après le 31 décembre 1951; avoir une expérience professionnelle en qualité de traducteur ou susceptible d'être particulièrement appréciée; les candidats doivent être résidents légaux d'un des États-membres des Communautés européennes.

Traitement mensuel net FF 14.950,- (précisément, le cas échéant, de l'indemnité de déplacement (16 % de traitement de base), des allocations de foyer, familiales, etc.)

Lieu de travail: Bruxelles.

Pour la suite de l'avis de concours ainsi que le formulaire d'avis de candidature obligatoire écrits au moyen d'une carte postale avant le 14 mars 1987 au: Service du Recrutement, Secrétariat Général du Conseil, rue de la Loi 170, B-1048-Bruxelles.

Daté limite de renvoi des actes de candidature: 31 mars 1987.



LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

qui a été créée par le Traité de Rome, l'institution bancaire pour le financement d'investissements favorisant le développement équilibré de la Communauté européenne. Dans les limites des conditions fixées par les accords et conventions respectifs, elle finance également des investissements dans 12 pays du bassin méditerranéen (66 signataires de la Convention de Lomé III).

Actuellement, la Banque recherche un

Juriste

d'environ 30 ans (m/f) (Réf. JU 8701)

Dans le cadre d'une équipe internationale, il sera chargé essentiellement de l'établissement d'études juridiques, de l'examen des aspects juridiques des opérations, de l'élaboration en liaison avec d'autres départements de la Banque de documents contractuels, de la liaison avec les promoteurs des projets au financement desquels participe la Banque.

Qualifications: formation juridique française (niveau doctorat); bonne connaissance du droit belge; connaissance du droit anglo-saxon appréciée; expérience professionnelle de quelques années dans le domaine bancaire, du droit des affaires et de la rédaction d'actes; pratique des contacts internationaux à haut niveau; qualités de rigueur et d'ordre, esprit méthodique.

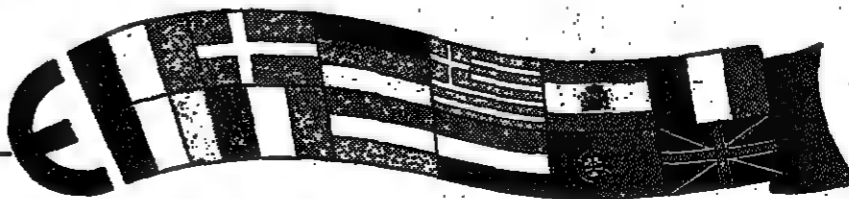
Langues: maîtrise du français; bonne connaissance de l'anglais; connaissance d'une troisième langue communautaire souhaitable.

La Banque offre très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante en fonction des qualifications et l'expérience, de nombreux avantages sociaux.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé ainsi qu'une photographie, en indiquant la référence JU 8701, à la:

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT Division Recrutement - Formation Boulevard Konrad Adenauer 100 L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



organise un concours général sur titres et épreuves, en vue de constituer une réserve de recrutement de

ADMINISTRATEURS (m/f)

CE QUE NOUS RECHERCHONS: personnes dynamiques et compétentes, capables de résoudre des problèmes et de travailler dans l'ambiance de la fonction publique européenne.

Les candidats doivent: avoir un diplôme de fin d'études universitaires; avoir une connaissance approfondie d'une langue officielle des Communautés; la connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; être ressortissants d'un Etat membre des Communautés européennes; être nés après le 27/03/1951 et avoir au minimum deux ans d'expérience professionnelle dans un des domaines du concours.

La Commission met en œuvre une politique en vue de garantir l'égalité des chances des femmes et des hommes dans toutes les professions.

L'avis de concours, ainsi que le formulaire de candidature peuvent être obtenus aux adresses suivantes:

- Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES; Bureau de Presse et d'Information des Communautés européennes, rue des Beilles-Feuilles 61, F-75782 PARIS CEDEX 16; C.M.C.I./Bureau S20, rue Henri Barbusse 2, F-13241 MARSEILLE CEDEX 01.

Les demandés doivent être faites, de préférence sur carte postale, en mentionnant le numéro du concours COM/A/482.

DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES: 26 MARS 1987.

Partial view of another advertisement on the right edge of the page, including text like 'Cac', 'admini', 'UNICEF', 'PROGRAM', 'PROGRAMMER ANA'.

صحة من الاجل

Economie

Le fonctionnement de la Communauté européenne élargie

La Commission incite les Douze à tenter un pari financier

La Commission européenne propose aux gouvernements des Douze de sensiblement augmenter les ressources mises à la disposition de la Communauté au cours des cinq années à venir, bien au-delà de ce qui avait été envisagé lors du conseil européen de Fontainebleau en 1984. M. Jacques Delors, son président, l'a annoncé, le mercredi 18 février, à Strasbourg au Parlement européen, en lui indiquant comment il envisage le fonctionnement de la Communauté élargie.

aujourd'hui autour de 40 milliards d'ECU (276 milliards de francs) serait fin 1992 à 1,4 % du PNB des Douze, soit environ 57 milliards d'ECU (393 milliards de francs). Ce bond en avant est nécessaire, selon Bruxelles, pour assurer la « sécurité budgétaire » et rompre avec la politique d'expédients que la CEE a été obligée de pratiquer depuis plusieurs années, et qui fait que en 1987 il lui manquera plus de 4 milliards d'ECU (26 milliards de francs) pour faire face à ses dépenses. Il rendra possible le financement des politiques communes existantes, ainsi que les nouvelles prévues dans l'Acte unique européen.

Ce programme de travail (établissement d'un grand accord de coopération technologique), que les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté fin 1985 et qu'il faut maintenant mettre en œuvre après qu'il aura été ratifié par les Parlements nationaux, devrait permettre le succès de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, deux pays dont l'appétit européen tranche avec le scepticisme des autres membres du club, mais qui, pour une mesure de jouer pleinement la partie, réclament à leurs partenaires un effort de solidarité important.

Royaume-Uni, en raison de la structure de son agriculture, bénéficie du Fonds agricole sensiblement moins que les autres Etats membres. Le Parlement européen trouvera des raisons. Enfin, la Commission souhaite - et ce ne sera pas pour déplaire au Parlement européen - que la décision qui sera prise sur la base des propositions qu'elle présente maintenant indique pour chacune des années, d'ici 1992, quel pourcentage du PNB de l'Europe devra être consacré à affecter au budget européen. Les modèles préparés par les bruxellois prévoient un budget d'échelonnement d'environ 40 milliards en 1987 à 52 milliards en 1992 (en ECU constant) avec une quasi-stabilité des dépenses agricoles. Les ressources de la Communauté sont composées aujourd'hui des droits de douane et des prélèvements agricoles perçus lors de l'importation en provenance des pays tiers, auxquels s'ajoute une fraction actuellement plafonnée à 1,4 % des recettes de la TVA.

BRUXELLES (Communauté européenne) de notre correspondant

La Commission européenne a arrêté ses propositions le dimanche 15 février, à l'issue du « tour des capitales » que M. Delors vient d'effectuer, conformément à un mandat que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze lui avaient confié à Londres en novembre 1986.

Après cet envoi le coup d'envoi du débat sur le financement de la CEE qui va se trouver au centre des préoccupations des Douze tout au long de l'année, et qui sera l'occasion pour chacun des gouvernements, comme les grands leaders politiques, face à une opinion publique sans doute moins indifférente qu'il n'y paraît, de prendre position sur la manière dont ils considèrent le développement de la construction européenne.

Le plafond des ressources affectées à la CEE, qui se situe

aujourd'hui autour de 40 milliards d'ECU (276 milliards de francs) serait fin 1992 à 1,4 % du PNB des Douze, soit environ 57 milliards d'ECU (393 milliards de francs). Ce bond en avant est nécessaire, selon Bruxelles, pour assurer la « sécurité budgétaire » et rompre avec la politique d'expédients que la CEE a été obligée de pratiquer depuis plusieurs années, et qui fait que en 1987 il lui manquera plus de 4 milliards d'ECU (26 milliards de francs) pour faire face à ses dépenses. Il rendra possible le financement des politiques communes existantes, ainsi que les nouvelles prévues dans l'Acte unique européen.

Bref, la Commission propose aux Douze d'avoir une politique financière qui corresponde aux ambitions qu'ils affichent. Neuf milliards se sont montrés sensibles aux arguments de M. Delors et paraissent prêts à le suivre. Les trois plus grands, à savoir la RFA, la France, le Royaume-Uni, qui, il est vrai, sont les seuls qui contribuent au budget

Des « stabilisateurs budgétaires »

La Commission préconise maintenant des règles plus rigoureuses, et en particulier la mise en place de « stabilisateurs budgétaires », dont l'objectif serait de fixer, voire de stopper les coûts financiers accordés à telle ou telle production, lorsque les seuls de dépenses les concernant se trouveraient dépassés.

A Fontainebleau, les Dix, mettant ainsi fin à une querelle de plusieurs années, avaient proposé à la Grande-Bretagne le droit à une compensation forfaitaire afin de limiter sa contribution au budget européen. La Commission propose de continuer sur cette lancée par le biais d'une « clé verte » : elle suggère de corriger à 50 % afin que le

L'accord de Fontainebleau prévoyait que ce plafond pourrait être augmenté à 1,6 % le 1^{er} janvier 1987. La Commission explique que ce serait déjà insuffisant en 1987 pour couvrir les dépenses relatives des politiques communes. Le nouveau garde-fou qu'elle demande aux gouvernements d'accepter, soit 1,4 % du PNB, équivaut en gros à 1 % des recettes de la TVA. On se rend compte ainsi de l'ampleur du pari financier qu'elle invite les Douze à tenter en faveur de l'Europe.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Ford dépasse General Motors dans les bénéfices

Pour la première fois depuis 1924, le numéro deux de l'automobile américaine, Ford, passe devant le numéro un, General Motors, pour les bénéfices. Avec 3,3 milliards de dollars de profits en 1986, Ford enregistre une progression de 30 %, alors que GM voit ses bénéfices chuter de 11 % à 2,9 milliards de dollars. La clé du succès de Ford tient dans la progression de son chiffre d'affaires (+ 11 %), notamment grâce à ses ventes automobiles aux Etats-Unis, alors que les deux autres constructeurs américains, GM et Chrysler, ne voyaient leur chiffre d'affaires progresser respectivement que de 7 % et 8 %. Parmi les autres éléments positifs pour Ford : l'explosion de ses ventes de voitures en Europe (+ 71 %), le programme de réduction des coûts engagé depuis 1980 et qui commence à porter ses fruits, enfin, les performances des autres branches d'activités du groupe comme la finance.

Chargeurs réunis : Redéploiement et suppressions d'emplois

Au cours d'une réunion, le 17 février, du conseil d'entreprise des Chargeurs réunis (branche navale du groupe Chargeurs SA), les dirigeants de la société ont expliqué les motivations du « redéploiement » mis en œuvre depuis 1987 et en 1988. Les Chargeurs réunis ont engagé des négociations avec leurs nombreux partenaires européens et asiatiques, qui devraient conduire au début de la prochaine année à la mise en œuvre de l'Europe et l'Extrême-Orient par leurs ports.

Les Chargeurs réunis leur assurent un service de transport Maersk. D'autre part, un accord a été conclu avec l'armement Louisa-Dreyfus pour ceder à ce dernier l'activité de transport de charbon. Les Chargeurs réunis vont axer leur développement sur les trafics entre la France métropolitaine, les Antilles, la Guyane, le Maroc et l'Afrique du Sud, entre la côte occidentale d'Afrique et l'Extrême-Orient et sur les transports frigorifiques de fruits en

Côte-d'Ivoire. L'ex-président de Fermentis, condamné pour 570 millions de couronnes

Nouvel épisode dans la bataille Fermentis : l'ancien président, directeur du groupe biotechnologique et chimique suédois Fermentis, M. Robert El Seyed, a été condamné, par le tribunal de première instance de Stockholm, à rembourser 570 millions de couronnes (environ 100 millions de francs) à la Compagnie.

Cette somme correspond au remboursement de prêts de 200 millions de couronnes, que l'organisation Fermentis a fait passer le 11 janvier 1987, à l'Institut de l'Extrême-Orient, à la suite de la promesse que son directeur ne serait pas payé, emprunté, selon lui, à titre personnel et utilisable jusqu'au 31 mars prochain. L'Institut entend poursuivre l'affaire devant une autre juridiction.

Par ailleurs, l'Institut a une provision de 250 millions de couronnes en raison des risques qu'elle encourait dans cette affaire, ce qui a freiné la progression de ses bénéfices d'exploitation.

AFFAIRES

Bouygues revend sa participation de 33,9 % dans SPIE-Batignolles

Propriétaire de 33,9 % du capital de SPIE-Batignolles (une société cotée à 60 F par le groupe Schneider) depuis la fin de 1982, Bouygues, directeur d'entreprise sa intention pour vendre à la fois ses ambitions dans l'audiovisuel, a décidé de vendre ses parts. L'opération devait aboutir le mercredi 17 février.

Bouygues est propriétaire de 1 633 496 actions de SPIE et il avait annoncé qu'il allait vendre à la fin de la journée du 17 février, d'ailleurs, le cours de l'action SPIE-Batignolles a chuté à la Bourse de 6,41 %, passant de 608 F à 569 F. D'où la hâte de M. Francis Bouygues d'aboutir à une solution.

La partie de la fin de l'entrepreneur M. Bouygues et M. Pincus-Valenciennes, PDG de Schneider SA, avait trouvé son paroxysme le 22 décembre lors d'une assemblée générale de SPIE (Le Monde du 24 décembre). Ce jour-là, les représentants de Bouygues s'étaient opposés aux dirigeants de SPIE, refusant les augmentations de capital et l'institution d'un droit de vote double au bénéfice des porteurs d'actions les plus anciens. Du coup, Bouygues, d'une part, Schneider, d'autre part, étaient dans une impasse : le premier, disposant d'une minorité de blocage, empêchait le principal actionnaire de prendre des décisions essentielles pour la stratégie du groupe, les seconds interdisant à Bouygues de prétendre détenir un siège au conseil d'administration.

Après plusieurs semaines de tentatives d'accommodement, les deux camps rivaux sont parvenus à un accord. Bouygues va céder en Bourse, le mercredi 17 février, les options d'achat qu'il avait achetées en 1982, et l'ensemble de ses titres dans SPIE au prix de 513 F l'action. La plus-value qu'il tirera de l'opération sera donc de quelque 11 millions de francs, une somme assez faible en définitive. Les acheteurs de ces investisseurs « amis » de Schneider SA, indiquent-ils auprès de ce groupe. Dans un communiqué, Bouygues regrette que « Schneider ait refusé ces derniers mois toute coopération ».

Schneider va donc reconquérir une influence prépondérante sur l'un de ses plus beaux fleurons industriels - 18,5 milliards de chiffre d'affaires, 1,5 millions de résultats en 1986 malgré les grosses pertes d'une filiale, Spetchim, - à supposer qu'il l'ait un jour perdue.

F. Gr.

SOCIAL

Le remboursement des médicaments de « confort » M. Séguin prêche l'apaisement

Pour l'apaisement provoqué par l'application des mesures d'urgence sur l'assurance maladie, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, ont précisé les conditions de remboursement des médicaments dits de « confort » (à vignette bleue), dans une lettre adressée, le mardi 17 février, au président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, au directeur de la Sécurité sociale, et au directeur de la Sécurité sociale. Pour faciliter la prise en charge - prévue - de ces médicaments par les caisses, le gouvernement permet d'augmenter leurs tarifs à 200 % de leur valeur.

« Il leur sera d'usage le plus fréquent à ne les faire classer dans la catégorie des médicaments de « confort », lit-on dans cette lettre, il arrive que leur utilisation soit souhaitable, voire indispensable, pour des raisons médicales graves.

« a) C'est pour cette raison que, comme vous l'avez vous-même souhaité, le gouvernement a décidé de procéder au reclassement - donc de ouvrir la possibilité de remboursement à 100 % - de ceux de ces médicaments qui répondent le plus évidemment à un cas de figure. Il s'agit des antinauseux - utilisés pour les personnes atteintes de cancer ou de la maladie de Parkinson, et pour les femmes enceintes, - ainsi que de la vitamine B12, utilisée dans le traitement de la maladie de Biermer, et de la vitamine D, pour le traitement du rachitisme de l'enfant (1).

« b) C'est pour la même raison qu'a été prévu un dispositif de « sécurité » devant les malades utilisateurs de médicaments à vignette bleue, dans le remboursement à 100 % de ces médicaments par les caisses, et par conséquent, pour des raisons médicales justifiées.

La lettre précise les modalités de prise en charge, en souhaitant qu'elles soient mises en œuvre avec la plus grande rapidité », avec une « large information ».

L'assuré doit « présenter sa caisse primaire sa demande de prise en charge pour le ou les médicaments à vignette bleue prescrits dans le cadre de son traitement pour lequel il est remboursé à 100 % ». Le contrôle médical prendra la décision pour ces personnes de leur revenu (2) : 82 340 F par an (+ 50 % par personne à charge) ; les autres cas devant être soumis à la commission d'équité et sociale.

Près de un million de jeunes ont bénéficié du plan d'urgence pour l'emploi

A la fin du mois de janvier, le plan pour l'emploi des jeunes avait permis l'entrée dans l'entreprise de 1 000 000 jeunes de vingt-six ans, selon les statistiques publiées le 17 février par le ministère des affaires sociales et de l'emploi. Pour son premier mois d'application dans la formule d'origine, en vigueur depuis le 1^{er} mai, le dispositif a, une nouvelle fois, fleuri en rythme : il y avait eu 118 952 bénéficiaires en décembre dernier.

En dehors des nouvelles depuis le lancement de l'opération, le bilan provisoire est de 977 000 le nombre de bénéficiaires. Les trois formules de la formation en alternance, qui ont représenté à 100 % des charges sociales, ont recruté 365 000 jeunes. Les contrats de qualification, à 20 087 bénéficiaires, n'ont pas connu le succès des contrats d'adaptation (176 338) qui ont fini par planter le drapeau d'initiation à la vie professionnelle (169 413), favorables aux jeunes. Exo-

Les prix agricoles

Les propositions de la Commission suscitent de vives protestations en France et à l'étranger. Les propositions de la Commission de la CEE en matière de prix agricoles suscitent, comme on pouvait s'y attendre, de vives réactions. En Allemagne fédérale, la fédération des paysans (DBV) va organiser, dans les semaines à venir, des actions de protestation et des manifestations.

En Grèce, M. Yannis Fotakis, ministre de l'Agriculture, juge les propositions de la Commission « inacceptables et injustes ». Selon lui, la Commission considère d'une « manière discriminatoire » les produits des pays du nord de la CEE au détriment des produits des pays du sud.

Le rapporteur du Parlement européen, M. Poi Marroy (Belge, démocrate-chrétien), estime que ces propositions « équivalent à faire supporter tout le poids des excédents par les agriculteurs ».

En France, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) juge d'« autant plus inacceptables les propositions de la Commission qu'elles s'inscrivent dans une politique de désorganisation des marchés agricoles ». Seul le premier pas vers le démantèlement de la MCM et le mécanisme de stabilisation du prix des matières grasses sont acceptables, mais, pour la FNSEA, l'aspect positif de ces propositions ne saurait compenser la nocivité des autres propositions.

M. Michel Teyssou, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a déclaré : « On ne peut pas estimer qu'à terme il y ait une possibilité réelle de construction politique de l'Europe, si elle se fait au détriment de la seule politique économique qui existe et qui est le ciment de cette unité politique. »

Rappelons que les ministres de l'Agriculture doivent se réunir à Bruxelles le 2 mars.

Le Haut Conseil de la population et de la famille propose un assouplissement de l'organisation du travail

Le Haut Conseil de la population et de la famille, qui s'est réuni le mardi 17 février à l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand, a examiné un rapport de M^{me} Françoise Euvrard, du CERC, sur les moyens de concilier travail et vie familiale. Le rapport propose d'abord un assouplissement de l'organisation du travail : développer et encourager le travail à temps partiel sous ses formes - aussi bien deux tiers ou trois quarts de temps que mi-temps, mercredi libre, etc., - avec les mêmes droits (à la formation, par exemple) et la possibilité de carrière que le temps plein ; étendre les horaires variables ; banaliser aussi le congé parental en maintenant le lien avec le travail pendant la durée du congé ; enfin, développer le travail effectué partiellement à domicile ou en « antennes décentralisées », qui réduisent les transports tout en maintenant le lien avec le milieu professionnel.

En revanche, le rapport exprime des réserves sur le développement de certaines formes de flexibilité du travail par les entreprises, notamment le travail de nuit, peu compatible avec la vie familiale, comme, à un moindre degré, le travail de week-end. Le Haut Conseil demande donc que sa fréquence soit réduite, notamment par le recours à un système de cinq équipes ou plus,

Les prix agricoles

Les propositions de la Commission suscitent de vives protestations en France et à l'étranger. Les propositions de la Commission de la CEE en matière de prix agricoles suscitent, comme on pouvait s'y attendre, de vives réactions. En Allemagne fédérale, la fédération des paysans (DBV) va organiser, dans les semaines à venir, des actions de protestation et des manifestations.

En Grèce, M. Yannis Fotakis, ministre de l'Agriculture, juge les propositions de la Commission « inacceptables et injustes ». Selon lui, la Commission considère d'une « manière discriminatoire » les produits des pays du nord de la CEE au détriment des produits des pays du sud.

Le rapporteur du Parlement européen, M. Poi Marroy (Belge, démocrate-chrétien), estime que ces propositions « équivalent à faire supporter tout le poids des excédents par les agriculteurs ».

En France, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) juge d'« autant plus inacceptables les propositions de la Commission qu'elles s'inscrivent dans une politique de désorganisation des marchés agricoles ». Seul le premier pas vers le démantèlement de la MCM et le mécanisme de stabilisation du prix des matières grasses sont acceptables, mais, pour la FNSEA, l'aspect positif de ces propositions ne saurait compenser la nocivité des autres propositions.

Les prix agricoles

Les propositions de la Commission suscitent de vives protestations en France et à l'étranger. Les propositions de la Commission de la CEE en matière de prix agricoles suscitent, comme on pouvait s'y attendre, de vives réactions. En Allemagne fédérale, la fédération des paysans (DBV) va organiser, dans les semaines à venir, des actions de protestation et des manifestations.

En Grèce, M. Yannis Fotakis, ministre de l'Agriculture, juge les propositions de la Commission « inacceptables et injustes ». Selon lui, la Commission considère d'une « manière discriminatoire » les produits des pays du nord de la CEE au détriment des produits des pays du sud.

Le rapporteur du Parlement européen, M. Poi Marroy (Belge, démocrate-chrétien), estime que ces propositions « équivalent à faire supporter tout le poids des excédents par les agriculteurs ».

En France, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) juge d'« autant plus inacceptables les propositions de la Commission qu'elles s'inscrivent dans une politique de désorganisation des marchés agricoles ». Seul le premier pas vers le démantèlement de la MCM et le mécanisme de stabilisation du prix des matières grasses sont acceptables, mais, pour la FNSEA, l'aspect positif de ces propositions ne saurait compenser la nocivité des autres propositions.

M. Michel Teyssou, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a déclaré : « On ne peut pas estimer qu'à terme il y ait une possibilité réelle de construction politique de l'Europe, si elle se fait au détriment de la seule politique économique qui existe et qui est le ciment de cette unité politique. »

Rappelons que les ministres de l'Agriculture doivent se réunir à Bruxelles le 2 mars.

Les prix agricoles

Les propositions de la Commission suscitent de vives protestations en France et à l'étranger. Les propositions de la Commission de la CEE en matière de prix agricoles suscitent, comme on pouvait s'y attendre, de vives réactions. En Allemagne fédérale, la fédération des paysans (DBV) va organiser, dans les semaines à venir, des actions de protestation et des manifestations.

En Grèce, M. Yannis Fotakis, ministre de l'Agriculture, juge les propositions de la Commission « inacceptables et injustes ». Selon lui, la Commission considère d'une « manière discriminatoire » les produits des pays du nord de la CEE au détriment des produits des pays du sud.

Le rapporteur du Parlement européen, M. Poi Marroy (Belge, démocrate-chrétien), estime que ces propositions « équivalent à faire supporter tout le poids des excédents par les agriculteurs ».

En France, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) juge d'« autant plus inacceptables les propositions de la Commission qu'elles s'inscrivent dans une politique de désorganisation des marchés agricoles ». Seul le premier pas vers le démantèlement de la MCM et le mécanisme de stabilisation du prix des matières grasses sont acceptables, mais, pour la FNSEA, l'aspect positif de ces propositions ne saurait compenser la nocivité des autres propositions.

M. Michel Teyssou, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a déclaré : « On ne peut pas estimer qu'à terme il y ait une possibilité réelle de construction politique de l'Europe, si elle se fait au détriment de la seule politique économique qui existe et qui est le ciment de cette unité politique. »

Rappelons que les ministres de l'Agriculture doivent se réunir à Bruxelles le 2 mars.

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT
dans son travail de réinsertion sociale, d'orientation médicale, éducative, sportive et culturelle, et tous objets en faveur de vos donateurs.
APPELEZ : 45-83-54-40
Pour plus de renseignements sur nos activités, consultez notre brochure « EN AVANT ! »
ABONNEZ-VOUS : 76, rue de Rome, à Paris-8^e

Economie

ÉTRANGER

PHILIPPINES

Le ministre des finances estime disposer d'une « solide base de crédibilité » internationale

Un moment où une délégation d'hommes d'affaires américaines, représentants d'agences d'investissement, s'apprête à tester, lors d'un voyage d'investissement aux Philippines, les principales entreprises d'entreprise philippines ont publié, le mardi 17 février, une lettre ouverte de soutien au gouvernement dans sa négociation sur le réajustement de la dette.

MANILLE
de notre envoyé spécial

Les hommes d'affaires n'ont pas la réputation d'avoir des états d'âme, et le gouvernement Aquino en a fait l'expérience. Malgré les espoirs qu'a suscités sa « révolution » pacifique, M. Aquino a toujours eu, à l'extérieur comme à l'intérieur, un problème de crédibilité dans les milieux économiques et financiers.

Le nouveau mandat qu'elle a obtenu avec le référendum constitutionnel du 2 février devrait lui permettre d'inspirer davantage confiance aux investisseurs étrangers mais aussi, et surtout peut-être, aux industriels philippins qui, jugeant jusqu'à présent la situation pour le moins « volatile », préféraient placer leurs avoirs ailleurs que dans leur propre pays. Les plus modestes se limitaient d'ailleurs à la production des banques, hésitant à accorder des prêts devant le « haut risque » que constituent les Philippines.

M. Ongpin, ministre des finances, est, quant à lui, optimiste et « fait de bonnes raisons de l'être », précise-t-il. Cet ancien élève d'Harvard, qui a fait toute sa carrière dans le secteur privé à la tête du groupe minier Benguet et a accepté ses fonctions actuelles par loyauté envers M. Aquino plus qu'il ne les a sollicitées, n'a rien du politicien qui, parce qu'il est au pouvoir, annonce des lendemains qui chantent.

L'entretien débute dans un sursis : « Bon, le nouveau mandat de M. Aquino ne résout pas tout, mais je pense que les aspects les plus critiques du problème de confiance auquel est confronté ce gouvernement sont résolus et que nous disposons désormais d'une solide base de crédibilité ».

Les résultats de 1986 (chômage en hausse, consommation réduite,

investissements en baisse) ne sont-ils pas préoccupants ? « Je crois qu'il ne faut pas juger ce gouvernement sur les résultats de l'année dernière ; pendant la première partie de l'année, nous n'avons fait qu'essayer de gérer l'héritage et pendant la seconde de stopper la chute libre de notre économie : une croissance de 2 % a permis de compenser cette régression du premier semestre. » (Sur l'ensemble de l'année, la croissance a été de l'ordre

de 0,13 %.) « Ces résultats auraient pu être meilleurs, j'en conviens, mais plusieurs facteurs ont obscurci l'horizon : d'abord, la nouvelle administration n'a pas bénéficié d'une période de transition. Elle est arrivée au pouvoir et, du jour au lendemain, nous avons dû prendre la situation en main. Ensuite, nous avions un ministre du travail qui considérait son rôle comme celui du défenseur des intérêts des ouvriers, ce qui a effrayé les industriels. Enfin, le gouvernement a dû faire face à plusieurs opérations de déstabilisation ».

Le gouvernement de M^{me} Aquino s'est lancé dans une politique de développement diamétralement opposée à celle de Marcos. Les investisseurs la jugeront à ses résultats...

plus difficile, avec les banques privées serait d'importance : les échéances auprès des dernières représentent 3,6 milliards de dollars pour la période de 1987 à 1992.

Répondant aux critiques de certains investisseurs étrangers sur le programme, en ce qui concerne la proposition des Philippines de transformation d'une part de la dette en prises de participation dans des entreprises, M. Ongpin estime qu'il est injustifié d'accuser la Banque

d'oxygène à une économie en état d'anémie chronique : la hausse du prix du copra. De 2,5 pesos par kilo, il y a un an, celui-ci est passé à 6 pesos. « La production du copra (3 millions de tonnes) concerne directement 15 millions de Philippines, et pour chaque peso supplémentaire du prix au kilo nous obtenons 3 milliards de recettes annuelles. Pour cette année, l'augmentation du prix du copra se traduira par une injection de 10 milliards de pesos dans l'économie, qui auront un effet multiplicateur substantiel : si l'on prend, par exemple, la bière, on s'aperçoit que sa consommation varie en fonction du prix du copra ; quand il est bon, les gens boivent plus de bière... »

Les Philippines de M^{me} Aquino se sont lancées dans une politique de développement qui est diamétralement opposée à celle de Marcos. Celui-ci avait mis l'accent sur l'industrie au détriment de l'économie rurale : « C'était une erreur, affirme M. Ongpin, on ne peut espérer bâtir une industrie efficace et compétitive sans avoir un marché intérieur. Or les deux tiers de notre population vivent d'une agriculture que l'on n'a jamais vraiment cherché à développer. La population rurale ne dispose, par conséquent, d'aucun pouvoir d'achat. » Il reste que la réforme agraire, que le gouvernement semble finalement vouloir mettre en œuvre, inquiète d'autant plus les investisseurs potentiels dans le secteur agricole que la rupture du cessez-le-feu avec les communistes risque de conduire à une nouvelle instabilité dans les campagnes.

central de être trop « gourmande » en demandant 10 % de commission pour les investissements jugés non prioritaires et 5 % pour ceux destinés à des secteurs prioritaires : « Nous sommes en la matière plus généreux que les Chiliens ou que les Mexicains. Nous avons jusqu'à présent soixante-dix demandes pour un montant de 250 millions de dollars, mais nous n'en avons accepté que cinquante-deux car nous entendons rester sélectifs et ne retenir que les projets qui s'inscrivent dans notre politique de développement ».

Accélérer la réforme agraire

Le vrai test de crédibilité du gouvernement Aquino tient aux chances de réussite du programme de relance économique. M. Ongpin prévoit, pour 1987, une croissance de 6 % à 7 %. Pour stimuler l'économie, le ministre entend pallier tout d'abord une chute brutale (de 26 %) dans la construction par un programme pour les logements à prix modéré de 4,2 milliards de pesos (200 millions de dollars). En ce qui concerne le chômage, un plan d'urgence a été lancé en 1986 visant la création de six cent mille emplois, avec un budget de 3,9 milliards de pesos. Il n'a été que partiellement mis en œuvre et, par conséquent, 3 milliards de pesos, imputés au budget de 1986, devraient s'ajouter aux 8,5 milliards prévus pour cette année : « Nous devons créer un million d'emplois par an », estime M. Ongpin.

Inopinément, un facteur positif pourrait contribuer à donner un peu

de plus de confiance à l'économie. Le programme de réforme agraire (36 milliards de pesos) sera en partie financé par l'aide étrangère (10 milliards de pesos, soit 500 millions de dollars, destinés aux achats des terres). « Suivant le modèle taïwanais, nous entendons inciter les propriétaires à réinvestir dans l'industrie les sommes que nous leur donnons en compensation de la réquisition de leurs terres. Mais nous devons aller vite pour mettre en place ce programme, sinon la réforme agraire risque de s'enlisier dans le débat parlementaire », ajoute M. Ongpin. Le ministre des finances semble penser que, par ses attermoissements, son gouvernement a quelque peu gâché son premier mandat et qu'il doit aller vite s'il ne veut pas faire de même avec le second.

PHILIPPE PONS.

ÉTATS-UNIS

Le président Reagan donne le coup d'envoi d'une campagne de reconquête de la compétitivité

En lever de rideau aux vives débats qui vont opposer la Maison Blanche, toujours favorable au principe même du libre-échange, et le Congrès, de plus en plus tenté par l'option protectionniste, le président Ronald Reagan a lancé, le mardi 17 février, une « initiative pour la compétitivité américaine ». Cette « quête pour l'excellence » doit assurer la prééminence scientifique, économique et commerciale des États-Unis au vingt et unième siècle, rien de moins.

Tout à tour, le secrétaire au Trésor, M. James Baker, et le représentant spécial pour le commerce, M. Clayton Yeutter, sont venus soutenir devant des hommes d'affaires réunis pour cette occasion le plan en six points qui sera soumis le 19 février au Congrès.

Un plan aussi vaste qu'ambitieux couvrant aussi bien l'éducation, la recherche, l'espace, la formation permanente que la législation com-

merciale destinée à réduire un déficit des échanges de 170 milliards en 1986 ou un déficit budgétaire record. Mais les moyens envisagés restent limités. L'enveloppe la plus importante proposée mardi, 1 milliard de dollars pour la formation des salariés victimes de « restructurations », sera à 95 % financée par des crédits précédemment alloués à d'autres postes de l'éducation.

Cette volonté de renforcer la compétitivité de l'industrie américaine vaut reconnaissance implicite que la seule arme monétaire — baisse du dollar — ou les réactions d'isolationnisme ne peuvent résoudre le problème du commerce extérieur. Soucieux d'éviter une confrontation avec les parlementaires, le président Reagan a promis de « faire plus pour coopérer avec le Congrès » et de renforcer son offensive contre les pratiques jugées « déloyales » des partenaires commerciaux des États-Unis.

EN BREF

● **GRANDE-BRETAGNE** : augmentation de 2 % de la production manufacturière. — La production manufacturière britannique (hors énergie) a augmenté de 0,4 % en décembre 1986, portant sa progression durant le dernier trimestre à 1 % par rapport aux trois mois précédents et à 2 % par rapport au dernier trimestre 1985. Cette remontée n'a pas été suffisante pour rattraper le plafond de 1978 à la veille de la récession (quatre points au-dessus). Si l'on tient compte de l'énergie (indice global), la progression de 1986 a été amoindrie par les revers de la production de pétrole en mer du Nord. Déjà rattrapé par la chute des cours de l'or noir, cette dernière a été affectée, en décembre, par la rupture d'un oléoduc. La production industrielle globale de la Grande-Bretagne s'inscrit ainsi en baisse de 0,6 % en décembre et termine l'année 1986

avec une hausse limitée à 1,5 % sur l'ensemble de 1986.

● **RFA** : liste remaniée des prix industriels. — Pour la première fois depuis octobre 1985, les prix industriels ouest-allemands ont augmenté, en janvier, de 0,2 % par rapport à décembre 1986. En glissement annuel, les prix industriels sont restés inférieurs de 4,4 % à leur niveau de janvier 1985, mais cette baisse s'amoindrit, elle était de 4,9 % en décembre. Durant le premier mois de 1987, les produits pétroliers sont ceux qui ont le plus augmenté (+ 13 %), avec le fuel lourd (+ 39 %), le bitume (+ 8,7 %) et l'essence (+ 4 %). En revanche, les prix ont baissé pour le gaz naturel (- 8,1 %), l'astumium (- 3,9 %), le plomb (- 18 %) ou le papier-journal (- 2,5 %).

CONJONCTURE

« Vous avez une responsabilité quasi historique » déclare M. Balladur aux chefs d'entreprise

« Vous avez une responsabilité quasi historique », a déclaré, le mardi 17 février, M. Balladur, qui parlait de la libération des prix devant l'Assemblée générale de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI). Après avoir confirmé que l'indice des prix de janvier ne serait pas bon, mais que celui de février marquerait le retour à un rythme de hausse plus faible, le ministre de l'économie et des finances a fait appel au civisme et au sens de la responsabilité des chefs d'entreprise : « La liberté de gérer et de fixer les prix n'est pas la liberté de fixer les prix à tout prix. »

Au sujet des dérapages de prix enregistrés dans telle ou telle profession, M. Balladur a fait remarquer

qu'ils étaient « limités et localisés », et que les secteurs en cause représentaient peu de chose dans l'indice (5 à 6 %). De plus, ces hausses, « qui ne constituent pas une surprise, (...) n'auront pas de conséquences sur les coûts de production ».

Le ministre a conclu en rappelant que le ralentissement des coûts dont avait bénéficié l'industrie n'avait pas été complètement répercuté sur les prix, et qu'il existait actuellement une « marge de désinflation ».

« Le contrôle des prix est définitivement abrogé. Il s'agit d'une rupture radicale et irréversible. Il n'y aura pas de retour en arrière. Le ministre de l'économie n'a d'ailleurs plus de pouvoir dans ce domaine ».

TRANSPORTS

M. Douffiagues ébrèche le monopole d'Air Inter

M. Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des transports, a annoncé, le 17 février, que des vols intérieurs charters devraient être autorisés dès avant cet été. Le ministre, qui cherche à libéraliser les transports aériens, avait déjà introduit à partir de l'été dernier une concurrence pour les vols en direction de DOM-TOM, auparavant monopole d'Air France. Les charters intérieurs constituent donc une deuxième étape de libéralisation.

En France, le système actuel est celui du monopole — une ligne, un transporteur. — l'essentiel étant confié à Air Inter, le resto à des compagnies régionales. Pour les vols réguliers, ce principe n'est pas modifié. En revanche, M. Douffiagues introduit une concurrence par des vols irréguliers (charters) sur certaines lignes encore à définir et sous certaines conditions restrictives. De même que les charters DOM-TOM doivent respecter des contraintes (50 % de prix pour les enfants de moins de douze ans, par exemple),

les charters intérieurs devront respecter des règles qui sont à négocier.

L'ouverture à la concurrence reste donc progressive. En outre, certains tarifs d'Air Inter sont déjà assez bas (330 francs, voire 300 francs sur un aller Paris-Toulouse, par exemple), et les sociétés privées très nombreuses, comme Nouvelles Frontières — qui annonce des vols de Paris à Marseille, Nice et Toulouse 30 % moins chers —, devront sans doute se limiter à quelques vols.

En tout cas, M. Eisen, président-directeur général d'Air Inter, que nous avons joint le mercredi 18 février, s'avouait sceptique et « bien armé pour lutter contre cette nouvelle concurrence ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

Forte progression des résultats

Dans sa séance du 11 février 1987, le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Monsieur Jean Carrière, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui font apparaître un bénéfice net après impôts et amortissements de 111,6 MF. Le résultat net connaît ainsi, pour la quatrième année consécutive, une progression supérieure à 30 %.

Millions de Francs	1983	1984	1985	1986
Résultat brut d'exploitation	321	375	440	574
Résultat net	44,3	60,7	81,4	111,6
Progression	+ 37,2 %	+ 37,0 %	+ 34,1 %	+ 37,1 %

Ces résultats sont obtenus en dépit d'une forte augmentation des provisions conformément aux règles traditionnelles de prudence de l'entreprise. Ils tiennent compte également d'une charge exceptionnelle brute de 40 MF occasionnée par le remboursement anticipé d'obligations à taux élevé qui a pu être décidé grâce à la forte capacité bénéficiaire de la société.

Résultats consolidés

Le Conseil a établi les résultats consolidés qui s'élevaient à 144,2 MF. Ces résultats traduisent la croissance rapide et la qualité de gestion de l'ensemble du Groupe Société Lyonnaise de Banque.

Millions de Francs	1983	1984	1985	1986
Résultat net consolidé	64,3	80,3	104,4	144,2
Progression	+ 33,1 %	+ 24,9 %	+ 30,0 %	+ 38,1 %
Rentabilité des Fonds Propres	10,6 %	12,2 %	13,6 %	15,6 %
Rappel du taux d'inflation	+ 9,3 %	+ 6,7 %	+ 4,7 %	+ 2,1 %

Groupe CIC

CESSATION DE GARANTIE

En application de l'article 20 du décret n° 83-1034 du 1^{er} décembre 1983, la Banque Française de l'Agriculture et du Crédit Rural, 21, Bd Malesherbes, 75008 Paris, annonce que la garantie financière dont bénéficiait l'Agence de Voyages MARMARA S.A.R.L. au Capital de 300.000 F. S.S., 8, rue Bodinot, 75008 PARIS pour l'exercice de son activité, a été renouvelée le 30 décembre 1986 pour

l'année 1987, par la Société NANCEIENNE-VARIN-BERNIER, site 108, Bd Haussmann 75008 PARIS.

Le Besoyn Français de l'Agriculture et du Crédit Rural précise que la cessation de sa garantie prend effet à l'expiration d'un délai de 3 jours, suivant la publication du présent avis, et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux créanciers éventuels pour produire leurs créances.

Aurécic

La Sicav or

Le Conseil d'Administration d'Aurécic, société d'investissement à capital variable orientée vers les valeurs liées à l'immobilier l'emprunt 7 % 1973, réuni le 11 février 1987, sous la présidence de M. Pierre Lohrbe, a approuvé les comptes de son premier exercice, clos le 31 décembre 1986.

Le Conseil propose, à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, la mise en distribution d'un dividende net de F 110,79 par action d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,03 soit un dividende global de F 110,82. Au 31 décembre 1986, avec un nombre de 590.130 actions en circulation, le montant de l'actif net s'établissait à F 750.227.607,05 produisant une hausse de 37,21 % par rapport à la date d'ouverture au public, le 17 décembre 1985. Pendant la même période, la progression de la valeur liquidative a atteint 27,13 %.



POLITIQUE INDUSTRIELLE

Des idées pour demain

REVUE TRIMESTRIELLE D'ANALYSE ET DE RÉFLEXION SUR LES ENJEUX FUTURS DU MONDE INDUSTRIEL

Des articles inédits rédigés par des personnalités du Monde Économique, Social, Administratif ou Politique.

AU SOMMAIRE DU N° 6 :

- L'invité: Pehr G. Gyllenhammar.
- Dollar: perspectives à deux et trois ans, par Stephen Morris.
- L'ajournement bancaire, par Jean Peyrelevede.
- Pour une reprise durable des investissements, par Philippe Aubergier.
- Brésil, le rempart de la loi contre la subversion étrangère, par M.F. Thompson-Moita.

4 GRANDS THÈMES TRAITÉS DANS CE NUMÉRO :

- Les entreprises et la déréglementation financière.
- Investir en 1987.
- Peut-on importer la technologie ?
- Réflexions et stratégies.

Revue éditée par GROUPE USINE NOUVELLE - Tél. : 47.66.01.57 Abonnement: 340 F par an.

صحة من الاصل

سكنا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLACEMENTS

SICAV SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La compétence du financier

Constituer, préserver ou faire fructifier son capital, bénéficier d'avantages fiscaux, réaliser le meilleur investissement du très court terme au long terme... autant de questions spécifiques, autant de réponses Société Générale.

Ses spécialistes de la gestion financière ont créé et gèrent pour vous une gamme très large de placements financiers qui permettent à ses conseillers de choisir avec vous la formule adaptée à votre situation : Sicav, Fonds Communs de Placement, produits d'assurance, de capitalisation et de préparation à la retraite.

Décider de confier vos intérêts à la Société Générale, c'est choisir la compétence d'un grand financier de la scène internationale.

SITUATION DES SICAV AU 31/12/86

Dénomination et objet	SICAV	Actif net (F. 1000)	Passif net (F. 1000)	Performance annuelle en % (1)
SICAV LONG TERME ACTIONS				
Actions françaises : économie d'énergie	INTERSELECTION FRANCE	11.844,8	448,71	+ 38,2
Portefeuille diversifié : action	SOCIÉTÉ	1.481,7	876,23	+ 18,2
Portefeuille international : action	SOCIÉTÉ	2.427,2	1.226,18	+ 18,8
Déplacements convertibles, actions : réévaluation et rendement	CONVERTISSABLE	1.288,2	378,08	+ 21,9
SICAV LONG TERME OBLIGATIONS				
Déplacements français, rendement	SOCIÉTÉ	7.570,8	363,87	+ 28,8
Déplacements internationaux : action	INTERSELECTION	4.391,2	11.248,87	+ 21,8
SOCIÉTÉ				
Déplacements français et valeurs diversifiées : action	SOCIÉTÉ	1.288,2	81.152,86	na. (2)
Déplacement F. convertibles : rendement	CONVERTISSABLE	4.102,8	88.868,29	+ 18,2 (3)
SICAV DE TRÉSORERIE				
Vie court terme, sécurité et liquidité	TRÉSORERIE	21.288,2	88.288,10	+ 8,2 (4)
Court terme : 3 à 6 mois	SOCIÉTÉ	11.277,2	77.272,84	+ 18,2 (5)
Court terme : 6 à 12 mois	SOCIÉTÉ	2.888,2	24.278,42	+ 18,1 (6)

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Prenez conseil dans l'une de nos 2300 agences en France.

Marchés financiers

PARIS, 17 février ↓
Net repli : - 0,83 %

A la veille de la séance dite de « réponse des primes », la Bourse de Paris a enregistré une baisse assez sensible, l'indice de tendance cédant 0,83 %. C'est la séance la plus critique du mois boursier, confiait un professionnel, qui voyait là une baisse habituelle, qui se répète généralement à l'approche de chaque liquidation.

Au tour de la corbeille, les boursiers procédaient à des échanges de portefeuilles, l'argent le plus souvent qu'il valait mieux s'allouer avant la fin du terme boursier. Parmi les baisses les plus sensibles, on notait celle de Spis Barignolles (- 8,4 %), Synthelabo (- 3,9 %), Rouselet Uclaf, Europe 1, Coias, Crozet et La Redoute. Cette dernière valeur perdait une partie de son avance acquise les jours précédents. Facom, Schneider et CPDE s'inscrivaient en hausse.

De l'avis des professionnels, nombre de porteurs préfèrent maintenant rester sur la défensive, dans l'attente de nouvelles plus précises sur le conjoncture française. La dégradation de la balance commerciale, les risques de reprise d'une hausse des prix sont autant de données qui traitent les émisses des opérateurs.

Si le marché à terme est resté très rigide et actif, les transactions sont appauvries en plus nette progression au comptant. C'est dans ce marché que les boursiers cherchent des idées nouvelles, estimant que les « blue chips » du terme ont effectué l'essentiel de leur progression.

Du côté des obligations, la tendance était à l'effritement. Le MATIF cédait 0,05 %, à 105, sur la contrat à échéance septembre 1987.

Lincolt : 78 800 F (+ 800),
Nepolton : 514 F (- 2).

NEW-YORK, 17 février ↑
Au-delà des 2200

Une fois de plus, l'indice des valeurs industrielles a battu, mardi à Wall Street, son précédent record. Le Dow Jones a ainsi franchi à nouveau la barre des 2200 pour terminer à 2237,49, en réalisant un nouveau record de 54,13 points. Cette nouvelle performance laisse loin derrière elle celle des 2201,43 établie le 4 février dernier.

Dans un marché animé, 187 820 000 titres ont été échangés, contre 184 380 000 lors de la séance précédente. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses, 1130, contre 914, 339 titres, quant à eux, ont été inchangés. Ces fortes progressions reflètent l'optimisme des investisseurs quant à la poursuite de l'année, malgré des éléments négatifs comme les scandales des aux débits d'intérêts et la faiblesse du marché du crédit.

Dans ce marché, les valeurs les plus actives ont été Texaco (2,065 millions de transactions), IBM (2,057 millions), ATT (2,014 millions), Piedmont Aviation (1,755 million), General Electric (1,434 million) et USX Corp (1,376 million).

VALEURS	Cours de	Cours de
	17 fév.	17 fév.
Alcoa	44 1/8	42
Amgen	22 3/8	23 3/4
Boeing	50 3/8	50 5/8
Chemical Bank	38 5/8	38 1/2
Eastman Kodak	78 7/8	79 3/4
Eastman	81	81 1/2
GenCorp	78 1/8	78 7/8
General Electric	103 1/4	103 1/8
General Motors	78 3/4	78 1/2
Goodman	82 3/4	84 1/4
IBM	134 3/8	133 3/8
IBM	81 5/8	81 1/2
IBM	81 5/8	84 3/4
IBM	78 5/8	78 5/8
IBM	38 1/8	38 1/2
IBM	38 1/8	38 1/2
IBM	87 1/2	88 5/8
IBM	38 1/4	38 3/4
IBM	80 3/4	83 3/4
IBM	78 1/4	72 1/2

CHANGES

Dollar : 6,06 F ↑

Le dollar s'est légèrement raffermi le 18 février sur les marchés des changes européens. Il valait 6,06 F à Paris (contre 6,03 F le veille) et 1,82 DM à Francfort (contre 1,813 DM). Il s'est, en revanche, effrité à Tokyo, où il s'établissait à 183,33 yens (contre 183,40 yens).

FRANCFORT 17 fév. 18 fév.
Dollar (en DM) ... 1,83 1,82

TOKYO 17 fév. 18 fév.
Dollar (en yen) ... 183,40 183,33

MARCHÉ MONÉTAIRE (titres privés)

Paris (18 fév.) ... 87/8-9/8
New-York (17 fév.) ... 63/4 6/4

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 à 31 déc. 1986)

16 fév. 17 fév.

Valeurs françaises ... 3843
Valeurs étrangères ... 388,6

C'est des ajustés de change (base 100 à 31 déc. 1986)

Indice général ... 425,1 418,4

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 fév. 17 fév.

Industrielles ... Cse 2237,49

LONDRES (indice Financial Times)

16 fév. 17 fév.

Industrielles ... 1542,19 1552,39
Mines d'or ... 386,39 385,79
Fonds d'Etat ... 84,08 84,12

TOKYO

17 fév. 18 fév.

Nikkei ... 19 927,7 19 824,26
Indice général ... 1 696,77 1 731,34

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 17 février
Nombre de contrats : 13 684

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	104,85	104,85	104,69
Précédent	105,18	105,05	105,05

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LES RÉSULTATS DE L'AIR LIQUIDE SA PROGRESSENT D'ENVIRON 12 %. - Le chiffre d'affaires hors taxes non consolidé de l'Air Liquide SA est passé à 5 628 milliards de francs, contre 5 025 milliards en 1985. Les résultats de la société ont progressé de 12 %.

RESTRUCTURATION DE POCLAIN - Suivant l'accord intervenu entre l'entreprise et les banques, une assemblée générale extraordinaire de Pochain a décidé de réduire le capital de 454 992 650 F à 50 998 330 F par réduction de nominal des actions de 50 F à 10 F. Elle a ensuite nommé le directeur à

procéder à une augmentation de capital ouverte au public d'un montant nominal de 700 millions de francs.

LES RÉSULTATS EN DENIS DE SIE DE VALLOUREC - Vallourec, qui enregistre depuis plusieurs années des résultats en dents de scie, doit retrouver dans le mois de 1986 : sa perte consolidée devrait être « légèrement plus faible » que celle de sa filiale Vallourec Industries (430 millions de francs environ). Le chiffre d'affaires consolidé du groupe (incluant 43 % de celui de ODM-Europ) baisse à 11,94 milliards, contre 13,45 milliards en 1985.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

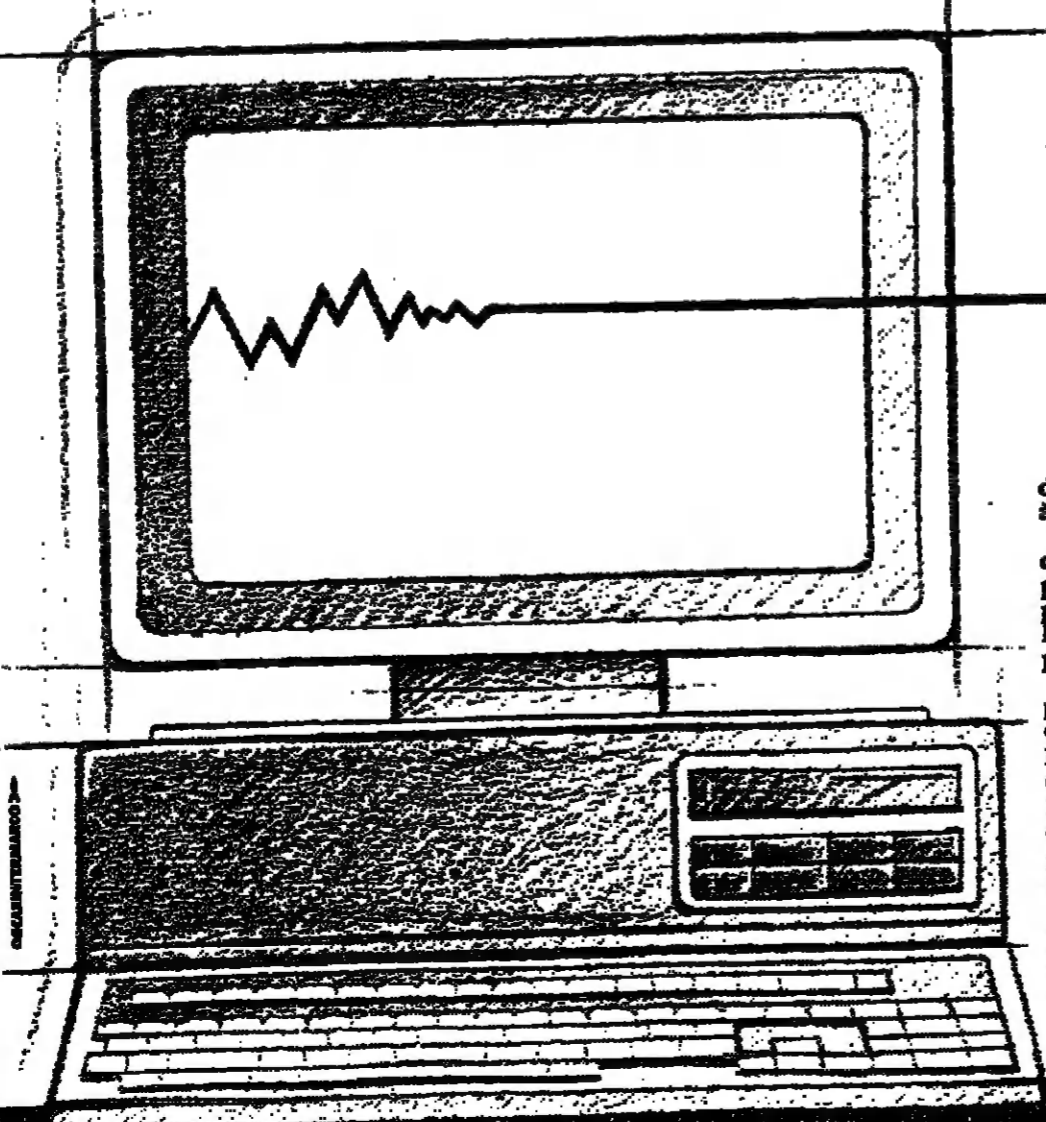
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	6,8680	6,8630	+ 85	+ 100	+ 169	+ 150	+ 220	+ 620
S. can.	4,5308	4,5350	+ 30	+ 50	+ 50	+ 80	+ 128	+ 218
Yen (100)	1,9272	1,9237	+ 119	+ 132	+ 244	+ 269	+ 318	+ 893
DM	3,2267	3,2304	+ 105	+ 119	+ 218	+ 244	+ 294	+ 529
Flou	2,9468	2,9494	+ 63	+ 73	+ 131	+ 146	+ 187	+ 297
E.S. (100)	16,9780	16,9880	+ 35	+ 115	+ 55	+ 228	+ 248	+ 780
E.S.	3,9333	3,9378	+ 142	+ 163	+ 294	+ 325	+ 385	+ 594
L.(1 000)	4,6778	4,6825	+ 80	+ 58	+ 185	+ 125	+ 490	+ 378
L.	9,2908	9,2988	+ 197	+ 156	+ 393	+ 323	+ 851	+ 678

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/8	6 3/8	6 7/16	6 9/16	6 11/16	6 1 1/2	6 5/8
S.E.U.	3 7/8	4 1/8	4	4 1/8	4 3/16	4 1/2	4 5/8
DM	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 1/2
E.S. (100)	7 1/4	8 1/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
E.S.	9 3/4	10 1/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4
L.(1 000)	11 1/2	12 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
L.	11	11 1/4	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16
R. franc.	8 3/8	8 5/8	8 1/2	8 1/2	8 5/8	8 7/8	9

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

DIDACTILION. LA TRESORERIE SUR LE BOUT DU LOGICIEL.



Didactilion vous permet de former vos collaborateurs à la gestion de trésorerie. Pratique et vivant, ce didacticiel permet à deux personnes de travailler en permanence quel que soit leur niveau, initiation ou perfectionnement.

Conversation avec le programme, graphiques, exemples, exercices. Didactilion, c'est 25 heures d'enseignement pour 1250 F (H.T.). Un bon calcul quand on veut maîtriser la gestion de trésorerie sur le bout du logiciel.

Renseignez-vous auprès de l'agence CREDIT LYONNAIS la plus proche.

CREDIT LYONNAIS

CREDIT LYONNAIS. LE POUVOIR DE DIRE OUI.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

17 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 41

Main table of stock market data for Paris, including columns for company names, values, and percentage changes.

Comptant (sélections)

Second marché (sélections)

Tables for 'Comptant' and 'Second marché' showing various financial instruments and their prices.

SICAV (sélections)

17/2

Table for SICAV (mutual funds) listing various funds and their performance metrics.

Tables for 'Droits et bons', 'Cote des changes', and 'Marché libre de l'or'.

Handwritten text at the bottom of the page.

صحة من الاجل

Le Monde

ÉTRANGER 3 Liban : violents combats entre milices à Beyrouth-Ouest. 4 Chine : coup de frein à la coopération avec l'Occident. 6 Quinze mois après la catastrophe en Colombie. 8 URSS : les ouvertures de M. Mikhaïl Gorbatchev.	POLITIQUE 9 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie. 10 Les communistes et l'environnement. — Point de vue, par André Rossinot : « La France décalée ».	SOCIÉTÉ 11 Les retrouvailles entre les « mères d'Alger » et leurs enfants. 16 M. Georges Suffert et l'ONASEC au tribunal de Paris. — Soixante-trois prisonniers se sont donné la mort en 1986.	ARTS ET SPECTACLES 17 Cinéma : Maurice Pialat tourne <i>Sous le soleil de Satan</i> . 24 Communication. DÉBATS 2 Publicité et communication.	ÉCONOMIE 28 La Commission européenne incite les Douze à tenter un « pari financier ». 29 Philippines : le ministre des finances estime disposer d'une solide base de crédibilité internationale. 30-31 Marché financier.	SERVICES Radio-télévision 23 Annonces classées 26-27 Carnet 25 Météorologie 25 Mors croisées 25 Loto 24 Suspense 25 Programmes des spectacles 20-23	MINITEL • Nouvelle-Calédonie : bras de fer ? • Les dossiers chers et fragiles, Irak-Iran, réfugiés, SIDA. • Cinéma : les nouveaux films. Actualité immobilière, Média, Bourse, Télémarketing, Lotoirs. 36, 15 Tapez LEMONDE
--	---	--	--	--	--	---

GRANDE-BRETAGNE

L'expulsion - suspendue - d'un groupe de Tamouls relance le débat sur l'immigration

LONDRES de notre correspondant

Le renforcement du contrôle de l'immigration en Grande-Bretagne est de nouveau contesté. Un arrêt suspensif rendu par un magistrat de la Haute Cour ainsi qu'une singulière manifestation des intéressés ont, au dernier moment, interrompu, mardi 17 février, la mesure de renforcement qui frappait cinquante-huit réfugiés tamouls de Sri-Lanka. Ceux-ci étaient arrivés quatre jours auparavant, via le Bangladesh, et avaient réclamé l'asile politique, mais le ministre de l'intérieur avait décidé de les renvoyer, considérant, d'une part, qu'ils étaient démunis de tout document, d'autre part, qu'il n'est pas prouvé qu'ils soient exposés à des « persécutions » de retour dans leur pays. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et d'autres institutions internationales, tel que le Conseil mondial des Églises, ont contesté cette opinion en appelant l'état de guerre civile larvé qui règne à Sri-Lanka.

Mardi soir, à l'aéroport londonien de Heathrow, alors que certains avaient été conduits de force dans l'avion, les autres membres du groupe, refusant de les suivre, ont

commencé à se dévêtir en plein milieu de l'aéroport. De leur côté, leurs camarades ont manifesté si bruyamment à l'intérieur de l'appareil que le pilote a annoncé qu'il n'assurerait pas le vol. Au même instant, un organisme consultatif, chargé, selon la loi, de conseiller et d'assister juridiquement les demandeurs d'asile, obtenait, in extremis, gain de cause en justice avec une suspension de la mesure pour une semaine.

« Raciste »

À la Chambre des communes, de vives protestations ont été adressées au gouvernement, mais un secrétaire d'Etat au Home Office a déclaré : « Ce serait ouvrir une brèche désastreuse dans le contrôle de l'immigration si des groupes organisés étaient capables d'entrer dans le pays de la façon [illégitime] utilisée par ces Tamouls ».

En 1985, devant un premier et soudain afflux de réfugiés de cette communauté, le gouvernement britannique avait adopté des restrictions exceptionnelles en imposant aux ressortissants de Sri-Lanka, avant leur départ, l'obtention d'un visa. De ce fait, le flot s'était brusquement arrêté, mais il a repris récemment.

En octobre 1986, la même disposition avait brusquement été appliquée - contre l'avis du Foreign Office - aux citoyens de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh, et devait être ensuite à ceux de deux pays africains, le Ghana et le Nigeria. Fortement critiquée en Grande-Bretagne, cette décision avait été considérée comme inadmissible par les États concernés, d'autant que ceux-ci étaient à l'exception du Pakistan) membres du Commonwealth. A ce titre, leurs ressortissants avaient toujours été dispensés d'une telle formalité. La mesure avait entraîné de sérieuses complications diplomatiques et le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, n'avait pas hésité à la qualifier de « raciste ».

En Grande-Bretagne comme ailleurs, le débat sur l'action entreprise pour limiter l'immigration n'est pas prêt de s'achever. De nouvelles initiatives sont en préparation, comme l'introduction d'une analyse de sang pour établir indiscutablement la paternité, dans le cas des dizaines de milliers d'enfants candidats à l'installation en Grande-Bretagne, selon le principe de la réunion des familles.

FRANCIS CORNUI.

« Union des athètes : démission de M. Callaver. — M. Robert Fauconnier, connu pour ses thèses visant à mettre en doute l'existence des chambres à gaz et du génocide des juifs, a adhéré au mois de novembre 1986 à l'Union des athètes, principale organisation des athlètes de France. Cette adhésion a suscité la « stupéfaction et l'indignation » de M. Henri Cavallier, ancien sénateur du Lot-et-Garonne, qui a annoncé sa démission de l'Union des athètes dont il était membre. Quant au président de cette association, M. Albert Beauchamp, il estime qu'il n'a pas à jouer « les directeurs de conscience » et que son organisation, « la plus libérale qui soit », est ouverte à tous ceux qui acceptent les principes et les statuts.

ESPAGNE

Le ministre de l'éducation annonce un plan de réformes

Le ministre espagnol de l'éducation, M. Jose Maria Maravall, a présenté, mardi 17 février, un programme de réformes en dix-huit points. Reconnaisant la pertinence des principales revendications des lycéens et étudiants, le ministre a toutefois souligné qu'il s'agissait d'une « offre finale » et invité les étudiants à participer à l'amélioration du système éducatif.

Dès l'année prochaine, les lycéens, qui paient leurs quatre dernières années d'études, n'auront plus bourse à délier dans les établissements publics ; l'université sera gratuite pour les jeunes dont les parents ont de faibles revenus (cette mesure devrait concerner huit étudiants sur dix). Le ministre prévoit également une augmentation des crédits pour les écoles secondaires. La seule revendication sur laquelle M. Maravall demeure intransigeant est la question des examens d'entrée à l'université, qui seront maintenus afin « de ne pas porter un coup à la qualité de l'enseignement ». Interrogé sur les raisons de l'annonce tardive de ces réformes (au terme de onze semaines de mobilisation et de manifestations souvent violentes), le ministre a répondu : « Si vous voulez ne faire admettre que nous avons agi en raison des manifestations, je le fais ».

Les deux principaux mouvements lycéens et étudiants qui appellent à la reprise des cours n'ont pas encore réagi à l'annonce de ces réformes. Mardi, seule l'université autonome de Barcelone connaissait quelque agitation après l'annonce de sa fermeture par le recteur, M. Ramon Pascual. — (AP, Reuter.)

La CIA a « commis une erreur » en n'informant pas le Congrès des ventes d'armes à l'Iran admet son nouveau directeur

Washington (AFP). — Le directeur désigné de la CIA, M. Robert Gates, a estimé, mardi 17 février, que l'agence de renseignement américaine avait commis plusieurs erreurs lors des ventes secrètes d'armes à l'Iran et a qualifié cette opération d'« activité que nous sommes tous déprimés à ne pas renouveler ». M. Gates, dont la nomination par le président Reagan doit être confirmée par le Sénat, était interrogé par les membres de la commission des affaires de renseignement du Sénat, auxquels il a promis de tenter de « rétablir la confiance mutuelle » mise à mal par le scandale iranien.

M. Gates, nommé au début du mois en remplacement de M. Casey, qui avait démissionné après une opération d'une tumeur au cerveau, a promis qu'il abandonnerait ses fonctions si la Maison Blanche lui demandait de cacher au Congrès l'existence d'une opération clandestine pour une durée supérieure à quelques jours.

Professionnel du renseignement, M. Gates était l'adjoint de M. Casey depuis l'an dernier. Agé de quarante-trois ans, il sera le plus jeune directeur des services de renseignement américains si le Sénat confirme sa désignation.

Cherchant visiblement à restaurer un climat de coopération avec le Congrès, M. Gates a reconnu que l'agence de renseignement n'avait pas été sans reproche dans les ventes d'armes à l'Iran. Il a ainsi déclaré que les agents de la CIA avaient « violé les règlements internes » de l'agence en arrageant, en novembre 1985, un transport d'armes d'Iran vers l'Iran. « Nous n'avons pas assuré suffisamment de communications à l'intérieur (de la CIA) sur ce qui se déroulait, a-t-il dit. Nous aurions dû protester plus vigoureusement contre notre implication dans une opération dont des éléments significatifs nous étaient inconnus ».

Le directeur désigné a également estimé que la CIA avait « commis une erreur » en n'informant pas le Congrès, pendant dix mois, des ventes d'armes à l'Iran. « Je pense que cela a mené au point de rupture des relations de courtoisie » entre l'agence et le pouvoir législatif.

M. Gates a souligné qu'il n'avait lui-même qu'une connaissance peu approfondie de l'initiative envers l'Iran, notamment du fait de la « division informelle du travail » au sein de la CIA. M. Casey assumant la responsabilité des questions iraniennes et d'Amérique centrale.

La suggestion d'un test obligatoire aux frontières pour les personnes venant de pays hautement contaminés (Afrique) avait déjà été soumise au Parlement britannique qui l'avait rejetée il y a trois mois. Ce dépistage est d'ailleurs techniquement irréalisable, sauf à installer en Angleterre de vastes camps de quarantaine où les touristes seraient hébergés et examinés en attendant les résultats des tests.

Dr. EL.

Sur le vif

La valse des étiquettes

Qu'est-ce qu'il faut, les copains au journal, on peut savoir ? Faut tout faire soi-même, ici. Non, c'est vrai, ce matin, je dégringole au service économique et je fais irruption dans le bureau de mon amie Josée. Elle, son truc, c'est la défense du consommateur. Elle tapait son papier, le téléphone coïncidait sous le menton. Je pose une boîte de thon sur sa machine et je lui balance :

— Tiens, au lieu d'écrire des conneries, tu ferais mieux de regarder ça.

— Quoi, ça ?

— Ben ça, là, l'étiquette. Elle a valisé, 90 centimes de plus que la semaine dernière.

— Et alors ?

— Comment, et alors ? Fais quelques choses, c'est dégueulose !

— Qu'est-ce que tu veux que je fasse ? Je vais pas partir en boîte de thon. T'es pas d'autre exemple ? Bon, ben, fais ta petite enquête et on en reparlera.

— Et puis quoi encore ? C'est ton job, non ? T'es qu'à téléphoner, toi, chez les commerçants, tu vas bien.

— Avec cinq mille références par supermarchés et pas toujours les mêmes, avec la liberté des prix, comment veux-tu que je surveille les hausses ? C'est le boulot de l'INSEE, ça !

— Bon, très bien, puisque c'est comme ça, je ramène dans mon cahier et j'appelle ma belle-sœur :

— Ça a tellement augmenté, les prix, tu trouves pas ?

— Tais-toi ! Le demi-litre d'huile d'olive, je l'ai payé 75 F au lieu de 60 F.

— Dieu, tu te sers toujours aux Caprices de Pessy ? Parce que je me demande, tu sais, pour mon diner du 23, au lieu d'aller chez Fauchon, je pourrais tout prendre là, non ?

— Absolument ! Qu'est-ce que tu vas aller t'emmerder à courir jusqu'à la Madeleine pour une différence de quatre sous... Il est fou, ton Ballançon, avec son histoire de faire jouer la concurrence. On n'est assez débordés comme ça ! Tiens, à propos, si tu passes chez Yves, sois un chat, essaie de dépiquer mon brelage. Je peux pas y aller demain matin. Parait qu'il y a des robes chez Carine tu trouves ?

— Robes, d'après-midi à 7 000 balles. Là, ça vaut le coup. Ça, oui, c'est une économie !

CLAUDE SARRAUTE.

Mort du compositeur soviétique Dmitri Kabalevski

Dmitri Kabalevski, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-trois ans, était un des plus célèbres compositeurs soviétiques, mais son œuvre n'a guère été jouée en Occident.

Né à Saint-Petersbourg le 30 décembre 1904, dans une famille d'origine modeste, il entra tardivement au conservatoire de Moscou, et se consacra particulièrement à la composition avec Mjaskovski. Musicien sans succès traditionnel, il a composé cinq opéras (dont *Colzar Breugnot*, d'après *Romains Roland*), quatre symphonies, dont la troisième avec Chostakovitch, et un *Rhapsodie à la mémoire de Léline*, et de nombreuses œuvres dans tous les genres.

Professeur au conservatoire de Moscou, il a écrit spécialement pour la jeunesse une quantité de pièces pour piano, des chansons et trois concertos.

Il fut critiqué, comme tous les grands compositeurs, lors du manifeste de Iévanov en 1948. Mais il était fondamentalement un conservateur et son style ne présente guère d'aspérités. Sa musique est classique, claire et lyrique, célèbre un univers sans drames intérieurs. C'est le prototype du musicien soviétique docile, confiant dans « les lendemains qui chantent ».

J. L.

Décès du journaliste Victor Jourmant

Victor Vrazant, le correspondant d'Antenne 2 à Rome, est mort dans la nuit de lundi 16 à mardi 17 février d'une crise cardiaque. Il était né en 1935 à Paris. Fils d'émigrés russes, il avait commencé sa carrière au « Figaro » avant d'entrer à l'ORTF, dont il avait été le correspondant à Moscou de 1968 à 1973. C'est à cette dernière date qu'il s'était installé à Rome. Il était marié et père de deux enfants.

Ceux qui l'ont connu garderont le souvenir de sa rigueur, de sa gentillesse, de son humour et de la conscience professionnelle dont il faisait preuve dans l'exercice de son métier.

Selon un sondage SOFRES « Marie-Claire »

L'argent ne fait (toujours) pas le bonheur

Selon un sondage effectué du 6 au 12 novembre par la SOFRES sur un échantillon représentatif de mille personnes et publié par le mensuel Marie-Claire, 80 % des Français pensent que, et tout compte fait, les gens très riches sont « ni plus ni moins heureux » que les autres. Il se trouve même 17 % de personnes interrogées pour estimer que les très riches sont « moins heureux » que les autres. Le sondage ne précise pas si ces déclarations concernent des personnes fortunées ou non.

Pas très surpris, les Français ne sont pas non plus très admiratifs : 42 % des Français les caractérisent en premier par le qualificatif d'« égoïstes » ; puis en second par celui de « méprisants » (25 %) et d'« avares » (23 %). Seulement 19 % les trouvent « austères » et 14 % « intelligents ».

Les militants communistes sont en proportion les plus nombreux à souhaiter devenir très riches (48 %), ce qui fait aussi apparaître, à l'inverse, que 52 % d'entre eux n'ont pas une fascination considérable pour la richesse. Enfin, indication qui ne manque pas d'intérêt, un Français sur cinq pense le « seul de la ménagerie » à hauteur d'un revenu mensuel de 10 000 à 30 000 francs. Mais, pour la moitié des cadres supérieurs, c'est à 200 000 francs par mois que passe la frontière.

Le numéro du « Monde » daté 18 février 1987 a été tiré à 461 315 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 février

Léger gain + 0,15 %

La Bourse de Paris s'est légèrement redressée le 18 février, gagnant 0,15 %. Parmi les plus fortes hausses, on notait Pechelbronn (+ 2,44 %), Auxiliaire (+ 2,29 %), Chargeurs (+ 2,29 %), Sanofi (+ 1,88 %) et Synthelabo (+ 1,67 %). En repli figuraient Pretabail (- 2,07 %), La Redoute (- 1,97 %), Thomson (- 1,67 %), Crouzet (- 1,51 %) et Esso (- 1,49 %).

Valeurs françaises			
	Cours initial	Premier cours	Dernier cours
Acteur	530	530	528
Agence Havas	2024	2023	2016
Air Liquide L.	881	882	881
Banque Paribas	1048	1048	1040
Bouygues	2380	2380	2380
Elf	1230	1230	1230
E.S.N.	4820	4885	4848
Carrefour	3485	3500	3500
Cheminot S.A.	1820	1825	1864
Club Méditerranée	874	874	874
Elf (Stn)	1425	1430	1430
ELF-Agip	352	352	352
Emile	3440	3440	3440
Elf-Compagnie	1422	1425	1422
Alcatel	2880	2875	2870
Elf (Stn)	1538	1538	1529
Heil-Homme	2280	2280	2282
Herc. Michel	1030	1030	1027
Oréal L.	3888	3870	3870
Paribas-Record	1036	1032	1036
Peugeot S.A.	1288	1280	1285
Sanofi	800	800	815
Source Paribas	768	767	768
Synthelabo	3288	3286	3285
Thomson C.S.F.	1480	1470	1468
T.S.F.	484	484	481
T.S.F.	2081	2081	2081
Vallo	808	810	807

Vous qui avez un Apple II*

Nous le reprenons 4151 F sur l'achat d'un nouveau Apple IIGS. Avant la date limite. Appelez-nous vite pour le retenir.

* Offre valable pour les Apple II, II+ et IIGS achetés avant le 31.12.86.



L'informatique douce

14, rue Magellan, 75008 Paris • Tél. (1) 47 23 72 22 - Téléc. 611949 F
Ouvert du lundi au vendredi de 9h à 19h.
Exceptionnellement samedi 21 fév. de 10h à 18h.

Cheveux : enfin un espoir de repousse :

Il semblerait évident que les molécules de Trichopéptide Cx10 rétablissent par un pont soufre rétabli le processus de repousse des poils, dans les zones dégarnies, après un traitement de 3 mois. Néanmoins, si allergie, ferez-vous 380 F pour retrouver vos cheveux, c'est le prix de 3 flacons, (il suffit d'un flacon par mois) ou traitement choc en un seul chez Elcor, 19, rue de Perthuis, 75008 Paris. 47.42.01.70. (+ 20 F par correspondance).

A B C D E F G

MARSEILLE Ville au futur

Le Monde publie demain (numéro daté 20 février) un supplément de deux pages consacré à l'avenir et aux projets de Marseille.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER

LES APPLE SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o. SCSI compatible 26.900 F HT 31.900 F TTC

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

23, rue du Renard Paris 3 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6 • 91.37.25.03